

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
FONCTION ÉCONOMIQUE
DU CHÈQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 7 février 1923, à 2 heures

PAR

Albert BUISSON

Président : M. FERNAND FAURE, professeur

Suffragants : } MM. WAHL, professeur
PERCEROU, professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
FONCTION ÉCONOMIQUE
DU CHÈQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 7 février 1923, à 2 heures

PAR

Albert BUISSON

Président : M. FERNAND FAURE, professeur

*Suffragants : } MM. WAHL, professeur
PERCEROU, professeur*

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA FONCTION ÉCONOMIQUE DU CHÈQUE

INTRODUCTION

Dans la préface d'un ouvrage de M. Gaston Roulleau, M. Fernand Faure, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a signalé en termes excellents l'importance des effets de commerce : « La circulation des effets de commerce sert de point de départ et de point d'appui à des échanges de marchandises et de capitaux qui se chiffrent, pour chacun des grands pays du monde, par vingtaines de milliards, si on considère le commerce intérieur, et par dizaines de milliards, si on considère le commerce international. C'est par elle qu'on parvient à multiplier les échanges tout en réduisant de plus en plus l'emploi de la monnaie métallique et qu'on peut transporter celle-ci d'une place ou même d'un pays dans un autre par l'envoi d'une simple feuille de papier. C'est par elle surtout qu'on voit se réaliser cette merveilleuse succession d'opérations de crédit à court terme qui permet au travail national de ne s'arrêter jamais et qui constitue, suivant la formule originale de Schmoller

ler, comme « une grande chaîne fiduciaire solidarisée reliant le présent économique à l'avenir ». Il n'est guère de phénomène qui soit plus intimement mêlé à toute la vie économique des peuples modernes, qui puisse exercer une influence plus décisive, non seulement sur l'échange mais encore sur la production et la consommation des marchandises. » (*Les Règlements par effets de commerce en France et à l'étranger.*)

On a souvent essayé de définir le terme « effets de commerce ».

Ce sont, pour M. Thaller, « des titres auxquels une circulation facile fait tenir la place de la monnaie, ayant pour objet une somme d'argent liquide et payables à une époque généralement prochaine ». C'est plutôt une description qu'une définition, difficile du reste à donner en raison de l'absence d'une délimitation exacte des titres rentrant sous la rubrique d'effets de commerce.

C'est ainsi qu'à côté des lettres de change, traites ou mandats et warrants, effets de commerce proprement dits, on place aussi le billet à ordre et le chèque qui peuvent servir à constater une obligation civile.

Comme substitut de la monnaie, il n'est pas douteux que le chèque rentre dans la catégorie des effets de commerce, car, des fonctions que sont appelés à remplir ces derniers, celle d'économiser la monnaie peut être exercée dans tous les cas et d'une façon particulièrement frappante par lui.

Instrument de paiement réel ou de virement, instrument de service des comptes courants, organe de compensation, le

chèque apparaît, en effet, comme le type le plus perfectionné de la circulation fiduciaire. Aussi, le rôle qu'il est susceptible de jouer dans l'économie d'un pays est-il de première importance.

Son succès a, du reste, été variable selon les pays.

C'est ainsi que, reposant entièrement sur le crédit, sans autre garantie effective que la productivité des opérations qu'il représente, avec une couverture métallique qui constitue, en fait, une garantie purement morale, le chèque, sans le secours de la loi, sans l'appui d'une réglementation quelconque, est arrivé, dans un pays voisin, à évincer entièrement des transactions le billet de banque.

En France, il faut reconnaître que, malgré quelques progrès récents, nous sommes restés, en ce qui touche les procédés de règlement, à un stade relativement primitif. En particulier, l'emploi du chèque ne nous est pas encore familier.

Quelles en sont les causes ? Peuvent-elles disparaître ? Et, si, un jour prochain, les conditions nécessaires à la propagation du chèque se trouvaient remplies, retirerions-nous de son usage les résultats acquis en Angleterre ?

Nous nous efforcerons de répondre à ces questions au cours de ce travail, en examinant les conditions dans lesquelles la fonction économique du chèque est susceptible de mieux s'accomplir.

Notre étude sera nécessairement d'ordre économique, mais elle n'a pu être menée à bien sans de fréquentes incursions dans le domaine juridique. L'examen d'une fonction ne

nécessite-t-il pas une connaissance de la nature de l'organe ou de l'instrument agissant en vue de sa destination naturelle ?

Dans un premier chapitre, nous passerons tout d'abord en revue les procédés d'échange qui se sont succédé jusqu'à l'apparition du chèque. C'est là un sujet qui a fait l'objet de nombreuses publications et sur lequel il nous sera permis d'être bref. Nous procéderons ensuite à un examen comparatif du chèque et des autres instruments monétaires, principalement du billet de banque, et essaierons de dégager le caractère, la physionomie propre et les avantages du chèque.

Le développement actuel de l'usage du chèque en France, tel que sont susceptibles de nous le montrer le nombre de chèque émis, l'importance des dépôts et les compensations réalisées, l'emploi qui en est fait en Angleterre et aux Etats-Unis, pays d'élection du chèque, formeront l'objet du deuxième chapitre.

La comparaison des résultats obtenus en France avec ceux acquis à l'étranger nous amèneront ainsi, dans le chapitre suivant, à rechercher les causes des différences constatées, et, tout d'abord, à apprécier l'influence sur le développement du chèque des premières mesures législatives qui lui ont donné son statut.

Ayant remarqué que le facteur sécurité conditionne en quelque sorte le développement du chèque, nous recherchons alors ce que le législateur a fait pour donner à l'instrument dont il avait consacré l'existence une circulation sûre et dépourvue de tout risque. L'étude de la loi du 30 décembre

1911, les modalités apportées à l'étranger au chèque barré, qui constituent la quatrième partie de ce travail, nous montreront l'effort réalisé et le chemin qui reste à parcourir.

Quelques considérations sur les conditions actuelles de l'exercice du métier de banquier ne seront pas étrangères à cette question.

Si une circulation sûre est une des conditions essentielles pour la propagation de l'usage du chèque, la certitude du paiement à présentation présente encore une importance plus grande.

La loi du 2 août 1917 a voulu faire œuvre utile à ce sujet. A-t-elle pleinement réussi ? Est-elle susceptible de mettre fin à cette pratique du « blocage » de la provision, qui, mise en œuvre, rend illusoire la remise d'un chèque provisionné ?

Nous avons été frappés de la diversité des opinions émises sur ce sujet, qui soulève nécessairement la question de la nature juridique du chèque. Nous avons tenté au cours du cinquième chapitre une mise au point de ce sujet délicat et toujours controversé.

Enfin, la question des responsabilités des personnes intéressées à l'émission, à la circulation et à la bonne fin d'un chèque, dans les cas de faux ou d'altération de ce chèque, n'avait fait, à notre connaissance, l'objet d'aucune étude d'ensemble.

Nous avons essayé, dans la dernière partie de ce travail, de la réaliser, en lui donnant un développement que justifie la fréquence relative en pratique de ces difficultés.

Il est peu d'époques dans l'Histoire où la connaissance du rôle joué par les divers éléments du marché monétaire soit plus opportune, plus utile qu'à l'heure présente.

Puisse notre contribution à cette étude être de quelque aide pour la solution des problèmes économiques que la guerre a posés.

CHAPITRE PREMIER

Les échanges primitifs. — Les monnaies. — L'évolution vers le chèque.
— Ce qui le différencie des autres effets de commerce et du billet de banque. — Les caractères particuliers du chèque. — Ses avantages.

Le chèque n'est pas un instrument de civilisation primitive et son usage suppose une humanité arrivée à un stade élevé de développement.

C'est l'Ecole historique qui, vers le milieu du *xix^e* siècle, avec Knies, Roscher et Hildebrand, a eu le mérite d'introduire l'idée d'évolution dans l'Economie politique. Hildebrand, en particulier, distingue la période de l'économie monétaire et la période de l'économie fiduciaire.

Dans la première, l'échange se fait en nature : la monnaie ne joue qu'un rôle tout à fait effacé. C'est possible, parce que les échanges sont alors exceptionnels, la famille s'efforçant de produire ce qui lui est indispensable. Cependant, l'inconvénient de ce régime — le régime du troc — est manifeste dès qu'on y réfléchit un instant, et il n'est pas besoin de dire que, tant qu'il prévalut, le progrès commercial fut presque impossible.

« La triste situation, écrit Withers, du chapelier affamé, incapable, à l'âge du troc, de se procurer de la viande parce que le boucher n'a pas besoin de chapeaux, mais de chaus-

sures, est un lieu commun des manuels d'économie politique » (*Qu'est-ce que la monnaie*, p. 10).

La difficulté d'arriver à la coïncidence des besoins rendait évidemment le troc fort incommode.

Avec la division du travail et l'apparition de la différenciation sociale, une ère nouvelle put s'ouvrir : celle de l'économie de l'achat et de la vente, opération qui suppose nécessairement un instrument monétaire. Le progrès fut réel du jour où les membres d'une Société convinrent de reconnaître une marchandise déterminée comme pouvant toujours être acceptée en paiement de n'importe quelle autre, et qu'ainsi toute personne qui en possédait une certaine quantité eut toujours la faculté de l'échanger contre une substance quelconque nécessaire à son existence.

Cette marchandise — la monnaie — a tout d'abord revêtu, dans les Sociétés primitives, diverses formes, variables suivant les peuples : peaux de bêtes chez les chasseurs, poissons chez les pêcheurs, bétail chez les pasteurs, produits de la terre chez les agriculteurs ; chez tous les peuples indistinctement : articles de parure, vêtements, armes et outils. Le bétail fut fréquemment employé comme instrument monétaire. C'est ainsi que, dans *L'Iliade*, le bœuf paraît être la monnaie de l'époque : « Le trépied donné comme premier prix aux lutteurs dans le xxiii^e chant de *L'Iliade* était évalué à douze bœufs, et une captive habile aux travaux de son sexe à quatre » (S. Jevons, *La Monnaie et le Mécanisme de l'échange*).

Il serait superflu d'insister sur les inconvénients des mon-

naies primitives — notamment du bœuf. Et l'on peut dire que la véritable invention de la monnaie date du jour où les métaux précieux commencèrent d'être employés. Par métaux précieux, dans la langue économique, l'on entend l'argent et surtout l'or. Il convient d'ajouter que divers autres métaux jouent maintenant, dans les pays civilisés, le rôle de monnaie : cuivre, bronze, nickel, zinc, étain. Le poids et le titre des métaux précieux, la valeur nominale des autres, sont déterminés et garantis par l'autorité politique.

M. Arnauné (*La Monnaie, le Crédit et le Change*) a développé les raisons qui ont fait des métaux de merveilleux intermédiaires des échanges, et il nous semblerait téméraire d'ajouter à cette importante contribution.

Le chèque constituait évidemment un moyen trop savant de règlement pour jouer un rôle au cours des deux périodes que nous venons d'indiquer.

Mais, par suite de la multiplication des échanges, par suite surtout de l'élargissement des marchés, les inconvénients du transport des monnaies à longue distance se manifestèrent et provoquèrent l'éclosion de procédés de règlement plus souples. La monnaie métallique, qui continue d'ailleurs toujours à être l'instrument de mesure des valeurs, fait de plus en plus place au papier de crédit.

« Echanger un chapeau contre un souverain est une opération tout à fait banale ; mais, si nous nous mettons à échanger un chapeau contre un morceau de papier, qui n'est accepté qu'en raison de la croyance à sa convertibilité en or, l'élément de foi, c'est-à-dire de crédit, entre en ligne de compte

dans la transaction, et nous voilà élevés d'un échelon sur l'échelle de la civilisation économique » (*Qu'est-ce que la monnaie*, p. 22) (1).

Ces morceaux de papier dont parle Hartley Withers peuvent être des billets de banque, des chèques, des lettres de change et des billets à ordre. Le billet serait, pour cet économiste, à la ligne fluctuante et très mal définie qui sépare la notion d'argent comptant (cash) de celle d'instrument de crédit. Il participerait même de l'un et de l'autre : argent comptant en ce sens qu'il est immédiatement convertible en or, instrument de crédit en ce sens qu'il est une promesse de payer et qu'il n'est acceptable en paiement de marchandises que parce qu'on croit qu'il vaut de l'or.

1. Il est curieux de constater que le déséquilibre financier dont nous sommes actuellement témoins ramène certains pays, au point de vue économique, aux méthodes d'échange primitives. En Hongrie, les terres ne sont plus données en fermage pour de l'argent, mais bien pour un pourcentage de la récolte. On se prépare même à l'émission d'obligations remboursables, non pas en or, qui manque, ni en billets, dont la valeur est soumise à des fluctuations excessives, mais en blé, qui abonde dans le pays (A. Pecci, *L'Economie Nouvelle*, septembre 1922).

Du reste, en Russie, le Gouvernement soviétique avait déjà placé l'été dernier un emprunt qui n'était pas libellé en roubles, mais en pouds de seigle.

Cet exemple a été imité en Allemagne, et le Gouvernement mecklembourgeois a émis des obligations dont le montant total représentait 2.000 tonnes de seigle ; chaque obligation coûte 10.000 marks papier, équivalant à 80 kilos de seigle, et produit un intérêt annuel de 2 kg. 1/2 de seigle. La Banque d'Etat prussienne vient de constituer à Berlin une « Banque des rentes en seigle », qui émet des obligations semblables à celles de l'emprunt mecklembourgeois, obligations qui seront admises à la Bourse de Berlin.

Le Gouvernement badois, de son côté, a placé un emprunt dont le montant total représente 1.100.000 tonnes de charbon westphalien, emprunt dont la souscription de service des intérêts et l'amortissement du capital s'effectue en marks-papier selon le cours du charbon au jour de l'échéance (*Le Temps*, 20 décembre 1922).

Pratiquement, ceci est exact, mais non pas, croyons-nous, pour les raisons que donne M. Withers. En soi, le billet de banque n'est qu'une promesse de payer. Il ne devient argent comptant que si la loi, ainsi que cela a été fait en France en 1875, lui donne cours légal, c'est-à-dire déclare qu'il a cours forcé entre les particuliers, sauf à ceux-ci à l'échanger à la Banque émetteuse.

Il reste vrai d'ailleurs que, dans la pratique, le billet de banque vaut de l'argent, en raison de la sécurité qu'il offre.

Avant de délimiter la position et le rôle caractéristique du chèque par rapport aux autres instruments de crédit, rappelons que la loi fondamentale du 14 juin 1865 a défini le chèque « un écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles ».

M. Thaller en donne une définition plus brève : « C'est, dit-il, une traite à vue émise sur une provision préalable et disponible. »

Quoi qu'il en soit, comparé au billet de banque, le chèque accuse avec celui-ci des ressemblances et des dissemblances. Comme lui, en effet, il est payable à vue ; comme lui, il suppose de l'argent disponible ; comme lui enfin, il se transmet de la main à la main.

Mais, par contre, il n'a pas cours légal ; sa vie ne dure que quelques jours, alors que celle du billet ne se termine que par sa destruction. Surtout — et c'est là le point essen-

tiel aujourd'hui — il représente, bien plus que le billet, des opérations réelles, et, par suite, à cet égard, le danger d'inflation fiduciaire qui résulte de son emploi est moindre qu'avec le billet de banque.

Déjà, avant la guerre, M. Daniel Duverger avait nettement montré la supériorité du chèque : Si, en théorie, écrit-il, le billet de banque peut suivre le mouvement des transactions, nous voyons qu'en fait cela ne lui est pas toujours possible. La circulation des billets est gênée par des prescriptions légales, et, par suite, ne peut pas toujours suivre assez vite le mouvement des besoins. Des exemples sont faciles à donner. « En Angleterre, en 1847-1857, le 11 mai 1866, « le Sombre Vendredi » en 1873, en 1882, en 1906-1907, le Chancelier de l'Echiquier dut permettre à la Banque d'Angleterre de suspendre la limite d'émission. En France, le même phénomène s'est produit à différentes reprises, lorsque la Banque atteint presque la limite légale, il y a une gêne dans la circulation » (*Le Rôle économique du chèque*, p. 125).

Nous n'ignorons pas que M. Rist, professeur à la Faculté de Droit de Paris, s'est élevé contre cette opinion, et a prétendu que la grande force de notre marché monétaire en période normale était son extrême élasticité, qu'il doit au système d'émission de la Banque de France. Il prétend même que cette élasticité, que M. Aupetit a récemment fort bien mise en évidence, ne serait pas limitée par le maximum légal d'émission, qui, en fait, n'aurait jamais été que nominal — le maximum fonctionnant, en période de cours forcé, comme un frein aux demandes de l'Etat, en l'obligeant à solliciter

l'autorisation des Chambres, et devant être considéré, en temps ordinaire, comme inexistant.

Nous ne partageons pas cette manière de voir : des crises monétaires ont parfois, comme en 1914, à la veille des hostilités, un caractère de soudaineté qui ne permet pas de venir à temps devant les Chambres. Et, d'autre part, dans une période de tension politique, le Gouvernement hésitera peut-être, de crainte d'envenimer la situation, à prendre cette initiative. Il est de fait qu'au commencement de la Guerre, la limite d'émission fut tardivement élevée, ce qui obligea la Banque de France à puiser dans son encaisse argent.

Il est donc permis de dire que le mouvement des billets de banque ne suit pas toujours les nécessités.

On peut affirmer, par contre, en ce qui concerne le chèque, que ce dernier n'étant que la conséquence d'une opération, d'une transaction, étant émis pour les besoins de celui qui en fait usage, son adaptation aux besoins est instantanée et il n'est pas douteux qu'elle est aussi plus exacte et parfaite.

Il est, en effet, d'évidence que le chèque ne saurait manquer, comme peuvent manquer les monnaies métalliques et billets. Sa couverture est d'ailleurs indéfiniment étendue puisqu'en définitive c'est tout l'avoir des émetteurs. Et, d'autre part, par suite des lois pénales, il y a des risques sérieux à courir si l'émission n'est pas gagée.

Si nous examinons les périodes de contraction, les conclusions sont identiques, et la souplesse du billet de banque apparaît alors nettement insuffisante. Le surcroît inutile de billets mis en circulation encombre celle-ci et entraîne une

dépréciation de la monnaie, faisant jouer la loi de Gresham.

Avec l'emploi du chèque, au contraire, la circulation n'est pas embarrassée de titres inutiles. Alors que le billet reste en moyenne trois mois avant de revenir à son point de départ, le chèque n'a qu'une vie extrêmement courte, et il est lancé dans la circulation aussi rapidement qu'il en est retiré.

En résumé, le chèque se modèle exactement sur les nécessités essentiellement variables de l'industrie, du commerce et des services privés, alors que le billet de banque a moins de souplesse et plus d'indépendance.

Une autre supériorité du chèque sur le billet est qu'on peut le tirer pour la somme précise dont on a besoin. Enfin, il constitue un moyen de comptabilité, soit que, comme en Angleterre, la banque qui en a effectué le paiement le retourne au tireur, soit que, comme en France, le banquier le conserve dans ses archives, d'où il pourra être retiré en cas de contestation.

Ces particularités ont permis au chèque de se frayer son chemin dans les pays saxons au point d'atteindre sa suprématie actuelle, et d'expulser, sauf dans certaines transactions de peu d'importance, l'or et le billet de banque de la circulation malgré le cours légal dont bénéficient ces derniers et dont il est privé.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer en passant que, quoique nés dans le même berceau, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le billet de banque et le chèque ne peuvent vivre côte à côte. L'exemple de l'Angleterre est tout à fait instructif à cet égard.

Dans le dessein de se garantir de la perte et du vol, les orfèvres avaient pris l'habitude, au commencement du xvii^e siècle, de déposer leur or et leurs objets précieux à l'Hôtel des Monnaies. Mais, en 1640, Charles I^{er} s'appropriâ les dépôts. Rendus prudents, les orfèvres s'organisèrent pour garder désormais chez eux leurs métaux précieux, et même ils acceptèrent des dépôts de la part des particuliers, se substituant ainsi à l'Hôtel des Monnaies. Et la série des opérations de banque se déroula, toute déterminée par ce fait initial. Les orfèvres ouvrirent des comptes courants, consentirent des avances d'argent, firent des virements, délivrèrent des récépissés que l'on appela « Goldsmiths Notes ». Ces billets d'orfèvres avaient une circulation plus facile que les monnaies légales elles-mêmes. C'étaient des billets de banque, mais une métamorphose va s'accomplir, ils vont se transformer en chèques.

En 1694, la Banque d'Angleterre fut créée ; elle rendit d'importants services à l'Etat et reçut en compensation divers privilèges. C'est ainsi qu'en 1709, un Act du Parlement décida qu'aucune banque ne pourrait être formée par l'association de plus de six personnes. C'est ainsi surtout qu'en 1742, un autre Act du Parlement interdit de créer de nouvelles banques ayant pour objet d'émettre des valeurs sous forme de billets payables à vue et au porteur. Cette défense allait être l'origine du chèque.

Environ trente ans après le vote de l'Act du Parlement de 1742, les banquiers adoptèrent une autre méthode pour traiter leurs affaires et cette méthode parut si insignifiante qu'on n'y attachâ pas d'importance.

Le changement de méthode consistait en ceci : les banquiers de Londres, au lieu de remettre des billets payables sur leur caisse à leurs clients, se contentèrent d'inscrire au crédit de ces derniers le montant de ce qui leur était dû et de leur remettre des carnets contenant un certain nombre de formules en blanc, que les clients pouvaient remplir en faveur de qui bon leur semblerait ; ces valeurs étaient payables à vue au porteur et le banquier s'engageait à en payer l'import à quiconque les présenterait à ses guichets, pourvu qu'il eut reçu des fonds suffisants de son client pour en couvrir le montant (*Bulletin de la Chambre de commerce anglo-belge*, 1908).

Or, ce fut ce petit changement de méthode dans la création de valeurs ou d'obligations, sous une forme non prévue par l'Act de 1742, qui enleva à ce dernier toute valeur et donna le moyen aux Banques et Sociétés anonymes actuelles (Joint Stock Banks) de se créer à Londres, ce qui détruisit le monopole de la Banque d'Angleterre. Aussi, lorsque celle-ci découvrit la méthode utilisée par les autres banques pour tourner l'Act du Parlement, fit-elle appel à ce dernier pour y mettre obstacle, mais on lui objecta que de pareils monopoles n'étaient plus dans les mœurs de l'époque et sa réclamation fut écartée.

On saisit ainsi sur le vif la naissance du chèque ; il apparaît comme un succédané du billet de banque, qu'il va peu à peu supplanter en Angleterre.

Il nous reste à délimiter le chèque du côté de la lettre de change et du côté du billet à ordre

Le chèque et la traite se présentent sous des formes presque semblables, à ce point que l'on a pu écrire: « Ils ont tant de points communs que, comme pour le billet à ordre, la loi du chèque pourrait être un simple chapitre de la législation qui régit la lettre de change. Les deux titres sont tirés sur un tiers auquel on donne le mandat ou l'ordre de payer une somme déterminée. L'échéance à vue peut leur être commune. Tous deux emploient le même mode de transmissibilité, l'endossement. Le refus de paiement est constaté par le même acte, un protêt... » (Louis Nougier, *Des chèques*, p. 5).

Néanmoins, il y a des différences entre ces deux titres. Tout d'abord, en ce qui touche la date de paiement : la lettre de change est payable soit à date fixe, soit à tant de jours ou de mois de vue; le chèque est payable à présentation. La première est quelquefois soumise à l'acceptation du tiré, alors que le second ne l'est jamais. Enfin, la provision, dans la lettre de change, peut n'être remise par le tireur au tiré qu'au moment de l'échéance, et cette provision peut consister en valeurs ou en marchandises tout aussi bien qu'en argent. Dans le chèque, la provision doit nécessairement précéder la création du titre et ne peut être constituée que par une somme d'argent.

Il convient d'ajouter que le timbre des deux titres est différent : il est fixe pour le chèque, quelle que soit son importance, et, pour la lettre de change, proportionnel à son montant.

Au fond, l'élément *temps* constitue le trait réellement

caractéristique de la lettre de change, trait qui la sépare du chèque et l'on peut dire que, si la lettre de change est l'instrument de paiement de ceux qui ont besoin de crédit, le chèque est l'instrument de ceux qui peuvent s'en passer. Là est surtout la différence qui sépare les deux titres.

M. Chastenet a résumé cette caractéristique dans une formule substantielle. A la différence du chèque, la traite n'est pas « une monnaie actuelle, c'est une monnaie différée » (*Etude sur les Chèques*, p. 5).

Quant au billet à ordre, il se différencie de la lettre de change en ce sens que celui qui doit payer l'effet est celui-là même qui l'a souscrit.

Ici encore, il s'agit de gagner du temps, et, par conséquent, le billet à ordre est un titre de crédit ; il est l'analogue de la traite, mais non du chèque.

Dans l'ensemble des instruments d'échange, le chèque a donc une physionomie propre et un rôle spécial.

Il nous reste à rappeler ici brièvement ses principaux avantages.

Tout d'abord, l'emploi du chèque permet aux particuliers de recevoir un intérêt de leurs capitaux, tout en gardant ceux-ci à leur disposition.

Il leur permet également d'éviter les déplacements de numéraire et facilite ainsi les paiements.

D'autre part, les dépôts en banque mettent à l'abri des risques de vol, de perte et d'incendie, et permettent aux industriels comme aux particuliers de se décharger du souci et des frais d'une comptabilité souvent compliquée, puisque, par le

mécanisme du chèque, les Banques deviennent en quelque sorte les caissiers de leurs clients.

Il est évident, du reste, que, s'il est précieux pour le simple particulier, le chèque l'est davantage encore pour le commerçant, qui voit, grâce à lui, sa comptabilité simplifiée, ses frais d'envois de fonds et de recouvrements diminués, son crédit augmenté parce que sa banque lui sert de référence.

Si nous nous plaçons maintenant à un point de vue plus général, nous pouvons constater que l'emploi du chèque supprime les dangers de la thésaurisation et lance dans l'industrie et le commerce des capitaux qui resteraient sans lui improductifs.

C'est ce qu'a fort bien mis en évidence, dans le discours de rentrée de la Cour de cassation du 4 novembre 1865, M. Blanche, Procureur Général : « Le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux tenus en réserve pour les besoins à venir, de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leurs propriétaires qui les déposent chez les banquiers, pour le banquier qui les prête à l'industrie, pour l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail et dont le bien-être s'accroît de la prospérité de la nation. »

Le chèque est donc avantageux pour les déposants et pour le pays. L'importance des dépôts en banque n'est-il pas un des indices les plus significatifs de la puissance d'un pays, le capital jouant un rôle chaque jour plus important dans la production moderne? Car, où les industries pourront-elles

s'approvisionner, si ce n'est dans les banques, organes de thésaurisation collective et de drainage des épargnes privées?

Enfin, un des principaux avantages du chèque, et qui lui donne une supériorité marquée sur le billet de banque, réside dans le fait que son emploi ne présente pas au même degré que celui du billet le danger d'inflation fiduciaire.

L'exemple de la dernière guerre, où la question des règlements a pris une importance qu'elle n'avait sans doute jamais eue, puisqu'il s'est agi de liquider des dépenses dont le chiffre dépassait l'entendement, est particulièrement significatif. Comment a-t-il été fait face, en effet, à une situation que les économistes les plus clairvoyants n'avaient même pas entrevue?

La France, l'Italie, l'Allemagne ont, à des degrés divers, mais pour une large part, financé la guerre avec des émissions de billets dont on connaît l'importance; les Etats-Unis et l'Angleterre avec des crédits de banque, dont l'instrument par excellence est le chèque.

Cependant, les dépenses de guerre proprement dites ont été plus élevées en Angleterre qu'en France. Il est vrai que dix de nos départements ont été dévastés, mais leur reconstruction, il faut le reconnaître, a préservé le pays du chômage qui a coûté des sommes énormes à la Grande-Bretagne. Nous avons plus de pensions à payer parce que nos morts et nos blessés ont été plus nombreux, mais l'argent versé à ce titre ne sort pas, en définitive, du pays.

Il nous faut donc reconnaître que l'emploi du chèque en Angleterre a évité à ce pays les inconvénients d'une circula-

tion de billets à l'importance de laquelle on attribue la baisse de notre devise.

On a objecté, il est vrai, que l'inscription en compte courant s'est révélée dans les pays anglo-saxons comme un moyen d'inflation fiduciaire au même titre que l'émission de billets.

« Billet de banque et compte courant créditeur s'équivalent, écrit M. Rist ; ils naissent l'un et l'autre à l'occasion, soit d'une fourniture de crédit, soit d'un dépôt de numéraire. Au bilan, le portefeuille, les avances et l'encaisse forment la contre-partie essentielle de l'un comme de l'autre. Ils constatent l'un et l'autre, soit un simple virement, soit un emprunt réciproque de la banque au public et du public à la banque. Ils constituent l'un et l'autre l'engagement pour la banque d'avoir à payer en or ou en monnaie légale, soit le montant du crédit, soit la somme inscrite sur le billet. Ils circulent avec la même facilité ; l'un, le billet, de la main à la main ; l'autre, le crédit en banque, de compte en compte, par l'intermédiaire du chèque » (H. Withers, *Qu'est-ce que la monnaie ?* Préface de Ch. Rist).

Les souscriptions effectuées pour leur propre compte aux bons du Trésor et aux emprunts gouvernementaux par les banques anglaises et américaines auraient eu ainsi exactement les mêmes effets que les avances des banques d'émission en France, en Allemagne et en Italie. L'identité entre les dépôts et les billets aurait, en différentes circonstances, nettement apparu dans ces derniers pays, et suivant que l'inquiétude ou la confiance reprenait le dessus, les dépôts en

banque se transformeraient en billets, ou les billets se cristalliseraient en dépôts.

Il y a dans ce rapprochement une part de vérité. On a observé en effet pendant la guerre, en Angleterre et aux Etats-Unis, une véritable « fabrication de crédits » qui a pu influencer défavorablement la situation économique et financière de ces pays. Mais cet état de choses exceptionnel est en voie de disparition : les crédits fabriqués sont en effet plus rapidement supprimés que l'excédent d'une circulation en billets.

Nous ne croyons donc pas que le chèque soit, au même degré que le billet, un facteur d'inflation fiduciaire. Et n'y a-t-il pas, *a priori*, une raison psychologique indéniable en faveur d'une différence d'action ? Il est facile, en effet, de mesurer dans quelles proportions les billets sont ou ne sont pas couverts par de l'or, alors qu'il est presque impossible de se faire une idée exacte de l'importance et de l'origine des comptes créditeurs, et, par conséquent, du montant des chèques susceptibles d'être émis. Or, nul n'ignore, en matière de crédit, l'importance des facteurs psychologiques : ils sont déterminants. Il suit de là que, à mesure que les billets de banque se multiplient, la confiance décroît et précipite plus même que de raison la hausse des prix et la baisse du change national. C'est ce que démontre péremptoirement l'exemple de l'Autriche, de l'Allemagne et même de la France et de l'Italie. Pourquoi, si les chèques sont tout autant que les billets une source d'inflation fiduciaire, le coût de la vie a-t-il proportionnellement beaucoup moins monté en Angleterre qu'en

France ? Pourquoi le change de ce pays s'est-il sensiblement maintenu au pair de l'or ?

Il est constant, du reste, que le chèque est moins dangereux que le billet. Sa vie est plus éphémère : en France, elle ne dure que quelques jours, alors que le billet de banque circule jusqu'à sa destruction. L'un peut être thésaurisé, alors que l'autre ne le peut pas. Le chèque est la fin d'opérations réelles ; sa circulation se limite d'elle-même, et l'Histoire ne connaît pas d'inflationisme qui soit résultat de création de chèques. On ne saurait en dire autant des émissions de billets. Si le monde est aujourd'hui dans un désordre inexprimable, l'une des raisons essentielles s'en trouve dans la multiplication extravagante des billets par les instituts d'émission.

A tous ces avantages du chèque, s'en ajoute un autre, le plus important, à notre avis : c'est qu'il est par excellence un instrument de compensation.

Le rôle qu'il peut jouer à ce titre n'avait pas échappé au Rapporteur de la loi de 1865 :

« Vers 1870, les banquiers de Lombard Street reconnurent qu'il y avait pour eux économie de temps et de travail et en même temps bénéfice d'intérêts si, au lieu d'envoyer leurs garçons de caisse les uns chez les autres, ils se bornaient à échanger journellement les chèques et les acceptations de leurs clients. A cet effet, ils établirent une chambre de liquidation (Clearing House), qui leur permettait de compenser entre eux, non seulement les chèques, mais tous les effets de commerce provenant de leurs clients. Tout se réglait par des vire-

ments de compte. Les soldes, vérifiés, contrôlés par des Inspecteurs appointés, se payaient en un mandat sur la Banque d'Angleterre.

On liquidait ainsi chaque jour pour des millions d'affaires sans manier un seul billet de banque, sans compter une pièce de monnaie. Le « Clearing House » est devenu depuis le complément naturel des banques de dépôt ; c'est grâce au « Clearing House » qu'on a pu restreindre de plus en plus l'usage du numéraire, généraliser l'emploi du chèque et permettre aux banques de dépôts de faire fructifier les capitaux qui leur étaient confiés. On a dit : sans chèques, il n'y a pas de dépôts, il n'y a pas de chèques sans Clearing-House, et encore moins de Clearing-House sans chèques » (Darimon).

En résumé, avantageux pour le particulier à qui il procure une économie de temps, de travail et de frais, en même temps qu'une augmentation de sécurité ; avantageux pour le pays, dont il augmente la puissance tout en atténuant les dangers de thésaurisation et d'inflation fiduciaire ; enfin, merveilleux instrument de compensation, le chèque est susceptible de jouer un rôle considérable dans l'économie financière d'un pays.

Nous allons voir dans quelle mesure il a accompli, tant en France qu'à l'étranger, les fonctions qui lui étaient dévolues et que nous venons de rappeler.

CHAPITRE II

Le développement du chèque en France. — Son importance en Angleterre et aux Etats-Unis

Le régime fiscal spécial dont jouit le chèque en France permet de connaître facilement le nombre, sinon le montant des chèques circulant annuellement dans notre pays.

Les statistiques de l'Administration de l'Enregistrement donnent, en effet, tous les ans, le montant des droits perçus, soit sur les chèques sur place timbrés à 0 fr. 10, soit sur les chèques déplacés, frappés du timbre de 0 fr. 20.

Le tableau suivant, que nous avons établi au moyen de ces statistiques, publiées pour la première fois en 1880, souligne l'importance toute relative que le chèque occupe dans l'ensemble des transactions commerciales, et surtout l'écart marqué existant entre le nombre des chèques tirés sur place et celui des chèques tirés de place à place :

NOMBRE DE CHÈQUES ÉMIS EN FRANCE

Années	Chèques tirés sur place	Chèques tirés de place à place	Totaux
1880	2.758.100	1.638.830	4.396.930
1890	3.747.090	1.615.625	5.362.715
1900	6.140.450	1.825.860	7.966.310
1910	10.895.980	2.438.015	13.333.995
1911	11.701.732	2.545.484	14.247.316
1912	12.283.645	2.655.855	14.939.500
1913	13.332.247	2.795.354	16.127.601

La progression de ces chiffres est assez significative : lente de 1880 à 1900, elle est plus sensible de 1900 à 1910, bien qu'aucune intervention du législateur ne se soit produite pendant cette période.

De 1910 à 1913, dernière statistique publiée, on observe une augmentation marquée; toutefois, comme dans les périodes antérieures, le nombre de chèques tirés de place à place n'a pas suivi la même progression que celui des chèques tirés sur place, et il y a de ce côté une insuffisance manifeste.

Ainsi, en près de quarante années, et plus particulièrement dans la dernière période, le nombre de chèques mis en circulation s'est donc accru dans une proportion, sinon suffisante, du moins nettement encourageante.

Voyons maintenant le mouvement des dépôts à vue, sans l'existence desquels il ne saurait y avoir de circulation de chèques.

Au 31 décembre 1863, à la veille de la loi sur le chèque, le total des dépôts et comptes-courants créditeurs était, pour l'ensemble des principales banques du pays, de :

	Frs.	356.045.000
En 1873, il était de :	Frs.	827.024.000
En 1883.....	Frs.	1.667.166.000
En 1893.....	Frs.	2.162.471.000

En 1914, les comptes de dépôt atteignent, au Crédit Lyonnais, 2.190 millions ; à la Société Générale, 1.811 millions ; au Comptoir d'escompte, 1.362 millions, soit pour ces trois Etablissements de Crédit un total de Frs. 5.363.000.000.

En 1921, ils étaient, pour l'ensemble des six principaux

Etablissements de banque, de 17.046.000.000 de francs.

L'augmentation est donc sensible et nous ne pouvons ne pas noter une amélioration notable de la situation au point de vue de l'évolution qui s'est produite en faveur des dépôts en banque.

Mais il est difficile de suivre la progression de l'emploi du chèque au moyen de ces seuls éléments. Sous la rubrique « compte de dépôts », la plupart des Etablissements de Crédit englobent dans leurs bilans, soit des comptes d'escompte, soit des dépôts à court terme. Seule, la Société Générale fait figurer dans son bilan les dépôts pour chèques sous un compte spécial: ce compte, qui s'élevait en 1865 à 13 millions, était en 1880 de 139 millions, en 1890 de 232 millions, en 1910 de 418 millions, en 1912 de 448 millions, et, au 31 octobre 1922, de 1.255 millions.

L'augmentation est nette et marque d'une façon non douteuse l'évolution de l'emploi du chèque.

Par suite du progrès économique, le chèque s'éteint de plus en plus en Clearing-House.

Suivons, dans le temps également, sa progression dans les résultats fournis par ceux qui accomplissent en entier, c'est-à-dire jusqu'à la compensation, la fonction économique qui leur est dévolue.

Le tableau suivant fournit le résultat des opérations de la Chambre de compensation de Paris. Les chiffres qu'il donne ne sont pas l'image fidèle de l'importance de l'emploi du chèque, car, en France, un nombre important de chèques sont simplement portés au crédit du compte du présentateur

ou touchés en numéraire ; ils suffisent toutefois à montrer le développement rapide pris par les opérations de compensation à partir de la période de guerre.

Exercices 1 ^{er} avril-31 mars jusqu'à 1913	Montant des effets présentés à la compensation
1879-1880	1.611.372.628 fr.
1884-1885	2.071.281.242
1889-1890	2.570.479.994
1894-1895	3.071.764.357
1899-1900	5.327.998.500
1904-1905	6.943.394.383
1909-1910	14.834.029.006
1914	11.837.210.717
(7 premiers mois)	
1915	Néant
1916	2.187.326.236
(6 derniers mois)	
1917	13.707.150.112
1918	38.544.396.936
1919	72.938.384.216
1920	167.123.691.355
1921	167.159.491.298
1922	157.645.130.317

Le montant moyen journalier des compensations s'élève pour 1922 à Frs. 523.737.974, et les effets compensés représentent 85,4 0/0 du montant total des effets présentés contre 83,4 0/0 en 1921 et 82,7 0/0 en 1920.

Il résulte de ce qui précède que, si le nombre des effets dont le règlement se termine sans déplacement de numéraire est encore restreint, leur valeur totale atteint cependant une importance qu'il est impossible de ne pas constater.

Ces résultats, pour intéressants qu'ils soient en eux-mêmes, nous apparaissent cependant bien faibles si nous les comparons à ceux que l'emploi du chèque a fournis en Angleterre et aux Etats-Unis.

En Angleterre, la suprématie de cet instrument de paiement s'est depuis longtemps affirmée et cette suprématie n'était ignorée de personne: le rapporteur de la loi de 1865, M. Darimon, a lui-même donné une statistique de M. G. de Rey, de laquelle il ressortait qu'à cette époque, sur une circulation annuelle de 75 milliards environ, les billets de banque figuraient pour 11 milliards, les espèces métalliques pour 4 milliards 1/2, les chèques pour 60 milliards 1/2. Et voici le commentaire dont il accompagnait ces chiffres: « On serait tenté de croire à l'exagération d'une pareille statistique. Cependant, elle se trouve confirmée par des faits authentiques. M. Courcelle-Seneuil a publié, dans le *Journal des Economistes* (numéro d'avril 1864) un tableau qui peut être considéré comme inspirant toute confiance, puisqu'il est emprunté à l'enquête de 1858. Ce tableau présente les différentes formes de paiements effectués dans une maison anglaise de premier ordre et donne les chiffres du mouvement effectif de valeurs qui avait eu lieu dans cette maison. Il en résulte que, sur 1 million de livres sterling, il y a eu :

En lettres de change.....	422.948	£
En chèques.....	310.694	—
En banknotes.....	45.649	—
En espèces.....	20.709	—

Dans ce mouvement, qui comprend les paiements et les recettes, on voit que les effets de commerce et les chèques ont une importance de 92 0/0, tandis que les billets de banque ne comptent que pour 4 1/2 0/0 et les espèces pour 2 0/0 seulement.

Ces faits ont une grande signification ; ils prouvent que les chèques ont en quelque sorte chassé le numéraire et les billets de banque. »

Cette proportion si remarquable s'est non seulement maintenue, mais encore accentuée depuis. Dans son traité d'*Economie politique*, M. Paul Leroy-Beaulieu observe que l'Angleterre fait face à un chiffre d'affaires énorme avec un stock métallique qui ne représentait que 40 0/0 de notre encaisse d'avant-guerre et avec une émission de billets qui ne dépassait pas le 1/5 de la nôtre d'alors. Et la conclusion qu'il en tire est particulièrement suggestive : « C'est la vérification la plus complète de notre assertion que les billets de banque, après avoir économisé la monnaie, finissent eux-mêmes par céder en grande partie la place à des procédés plus perfectionnés de paiement. C'est ce qui arrive du moins dans tous les pays où l'organisation des banques est souple, active, où la population est éveillée et sensible à tous les procédés de simplification. »

Une expérience de plus de cent cinquante années a donc permis au chèque de pousser en Angleterre des racines profondes et étendues. Il faut ajouter toutefois que les habitudes en matière de paiement sont foncièrement différentes en France et en Angleterre.

Et cet état de choses n'avait point échappé aux auteurs de la loi de 1865, M. de Lavenay notait par exemple qu'au 30 juin 1863 le montant des dépôts dans les six principales banques d'Angleterre dépassait le chiffre de 1.400 millions de francs, alors qu'en France, la même année, les cinq principaux établissements de crédit n'avaient en dépôt que 121 millions de francs. Et il ne manquait pas de mettre en garde ses auditeurs contre les illusions que pourrait faire naître le vote de la loi, des différences profondes, que le temps seul pouvait effacer, existant entre les mœurs anglaises et les nôtres. Chez nos voisins, en effet, tout commerçant, ainsi que toute personne ayant un revenu de 200 à 300 livres sterling, a un compte de dépôt. Dès lors, le numéraire a peu d'emploi, puisqu'il est infiniment plus simple de se servir de chèques. Le banquier devient ainsi le caissier de tout le monde, et cet usage, joint à l'existence d'un grand nombre de banques locales, qui, tout en émettant des billets reçoivent des dépôts, ont permis le développement continu de ces derniers.

La concentration de la puissance bancaire qui s'est manifestée au cours des trente dernières années n'a pas diminué le nombre de banques, le régime des succursales et des correspondants ayant été pratiqué.

Voici l'évaluation générale, de 1880 à 1912, des dépôts et comptes courants des banques par actions et des banques privées anglaises en millions sterlings :

Janvier 1880.....	520 à 530
— 1881.....	500 à 510

Janvier 1885.....	560 à 570
— 1890.....	630 à 640
— 1895.....	690 à 710
— 1896.....	760 à 770
— 1897.....	770 à 780
— 1898.....	780 à 790
— 1899.....	810 à 820
— 1900.....	830 à 840
— 1901.....	840 à 850
— 1902.....	840 à 850
— 1903.....	860 à 870
— 1904.....	840 à 850
— 1905.....	840 à 850
— 1906.....	860 à 870
— 1907.....	880 à 890
— 1908.....	890 à 900
— 1909.....	920 à 930
— 1910.....	940 à 950
— 1911.....	970 à 980

En prenant la moyenne des derniers de ces chiffres, soit 975 millions de livres sterling, on arrive au total de 24.590.000.000 de francs. Au 31 décembre 1911, le total était de 1.015.635.000 livres, soit 25.615.000.000 de francs. Le trentième milliard est aujourd'hui dépassé.

Nous possédons surtout une documentation précise sur le règlement par compensation de la masse de traites et de chèques en circulation en Angleterre. Le Clearing House de Londres publie, en effet, régulièrement depuis 1868 le détail de ses opérations. En voici quelques extraits :

Années	Total des présentations au Clearing House de Londres
	Millions de livres sterling
1868.....	3.425
1870.....	3.914

Années	Total des présentations au Clearing House de Londres
	millions de livres sterling
1875.....	5.686
1880.....	5.794
1885.....	5.511
1890.....	7.801
1895.....	7.593
1900.....	8.960
1905.....	12.288
1910.....	14.659
1914.....	14.665
1915.....	13.407
1916.....	15.275
1917.....	19.121
1918.....	21.197
1919.....	28.145
1920.....	39.018
1921.....	34.930
1922.....	37.161

On voit l'importance considérable des règlements dans les compensations londoniennes, et il faut retenir surtout ce fait que la majeure partie des effets présentés sont des chèques. On peut estimer que le montant des chèques lancés chaque année dans la circulation anglaise est supérieur à 15 milliards de livres, soit 375 milliards de francs (Rouilleau, *les Règlements par effets de commerce*).

Le total des paiements par chèques fait chaque jour et supérieur pour Londres à un milliard de francs s'effectue avec une telle économie de numéraire qu'on peut considérer ce dernier comme n'étant qu'en quantité infinitésimale.

Il est possible, dans ces conditions, d'affirmer que, sans chèques, des transactions d'une telle importance seraient impossibles dans le temps où elles s'effectuent. Le maniement

d'une telle quantité d'espèces métalliques ou de billets de banque suffisante pour réaliser des paiements aussi considérables exigerait, en effet, un temps dépassant de beaucoup celui que l'on peut consacrer raisonnablement à une opération commerciale.

Du reste, ni la quantité d'or, ni la quantité de billets gagés ne peuvent se concevoir en proportion suffisante pour faire face aux besoins quotidiens d'une seule semaine de la vie économique de ce pays.

Aux Etats-Unis, l'importance de la circulation des chèques le nombre de dépôts, les résultats obtenus par les Clearing Banks ont pris un essor prodigieux.

Le chèque a toujours joué, il est vrai, un rôle prépondérant dans ce pays. C'est ainsi que, d'une enquête entreprise par le *Comptable of the Currency* il y a une vingtaine d'années, il résultait que 90,61 0/0 des paiements se faisaient par chèques, 8,10 0/0 en billets et 1,29 0/0 en monnaie métallique.

Un ouvrage qui vient de paraître nous apporte à ce sujet des précisions intéressantes sur le mouvement actuel des chèques aux Etats-Unis : « il n'y a pas moins de 80 à 85 0/0 du montant des transactions réglées au moyen de chèques. Dans ces conditions, la qualité de la circulation monétaire importe beaucoup moins : que signifient \$ 716 millions de billets de banque (juin 1913) en regard de \$ 477 milliards de chèques ? » (P. van Zeeland, *la Réforme bancaire aux Etats-Unis d'Amérique de 1913 à 1921*).

Tout Américain possède un compte en banque, un « depo-

sit » pour employer le mot technique, et le montant de ces dépôts atteint des chiffres impressionnants. Il est difficile toutefois de les comparer à ceux que nous avons relevés pour la France, car ces « deposits » pour les hommes d'affaires consistent généralement dans des emprunts qu'ils font à la banque et dont ils sont purement et simplement crédités.

Le « Federal Reserve Act » du 23 décembre 1913 a abaissé très sensiblement l'importance des réserves exigées pour la garantie de ces dépôts. Il est venu aussi corriger certaines imperfections du système des chèques et contribuer encore à son développement.

Avant la loi de la Réserve fédérale, la compensation avait lieu, dans les grandes villes, sur une large échelle et les chèques locaux s'échangeaient au pair. Il en était autrement pour les chèques provenant de villes différentes : les banquiers percevaient, pour couvrir les frais d'encaissement, des commissions très élevées et parfois excessives. Ces obstacles ont disparu graduellement. Le « Federal Reserve Act » stipule que toute banque de réserve doit accepter au pair les chèques tirés sur un de ses déposants et présentés par des membres ou d'autres banques de réserve, et, en outre, tout chèque tiré sur n'importe quel membre du système, pourvu qu'il soit présenté par une banque de réserve.

Des améliorations furent encore apportées en 1916, 1917 et 1918, et aujourd'hui les banques de réserve (1) acceptent

1. Les Banques de la Réserve fédérale réalisent un type d'institution bancaire inconnu en Europe, du moins dans ses caractéristiques essentielles. Au lieu d'une seule banque centrale, les Etats-Unis ont douze banques centrales, qui sont avant tout des « banques pour les banques »,

au pair tout chèque tiré, soit sur une banque faisant partie du système, soit sur une banque ayant adhéré à l'organisme de compensation des chèques (Clearing Bank), soit sur une banque ayant pris l'engagement de payer au pair les chèques présentés par la Banque de réserve de son district.

Les résultats de ces mesures ont été immédiats et quelques chiffres empruntés à l'ouvrage de M. P. van Zeeland donneront une idée du prodigieux essor pris aux Etats-Unis par l'emploi du chèque :

« Le nombre moyen des chèques traités *par jour* durant la période 16 novembre, 15 décembre 1919 a atteint 1. 412.737, représentant une valeur de \$ 631.650.320. En 1920, les douze banques de réserve manipulèrent un total de 446.671.785 chèques, représentant une valeur de \$ 157 499.605.000. Au 31 décembre 1919, sur les 29.561 banques que comptaient les Etats-Unis, 25.465 s'étaient engagées à payer leurs chèques au pair aux banques de réserve. Celles qui refusaient encore de petites banques de minime importance situées surtout dans le Sud. Le 15 août 1921, 9.791 banques étaient membres du système, 18.551 étaient inscrites « sur la liste de paiement au pair » ; il ne restait plus que 2.078 banques en dehors de cette liste.

Le système de réserve a ainsi donné à la compensation des chèques une extension vraiment considérable

A l'intérieur de chaque district, la Banque de réserve fonc-

possédées par les autres banques et fonctionnant pour leurs « members bank » Ces douze banques centrales de réserve sont néanmoins rattachées les unes aux autres et contrôlées par un Conseil central de Direction.

tionne comme Chambre de compensation, et, entre les différents districts, le « Gold Settlement Clearing Fund » réalise la plus commode des compensations. C'est par l'intermédiaire de cette institution, organisée par le Conseil de Réserve, que les banques de réserve effectuent télégraphiquement leurs transferts de fonds, non seulement ceux destinés à compenser leurs chèques de district à district, mais encore tous autres transferts.

« Le total des transactions — compensations et transferts — réglées par ces simples écritures atteint des chiffres fantastiques : en 1920, le moyenne par semaine a été de \$ 1 milliard 793.584.000.

La somme des transactions qui ont été effectuées se monte à \$ 73.984.252.000 pour 1919, et à \$ 92.625.805.000 pour 1920.

Depuis le 20 mai 1915, date de l'entrée en activité du « Fonds », jusqu'au 31 décembre 1920, il a réalisé des transactions pour un total de \$ 250.602.968.000 » (P. van Zeeland).

N'est-il pas admirable que de semblables opérations puissent se réaliser sans qu'on ait à faire appel à la moindre pièce de monnaie ? (1).

1. M. Vidal (*l'Economie du Numéraire*) a signalé comme un fait curieux et digne de remarque qu'il a été émis et payé en Amérique, au cours de la dernière guerre, un chèque de 200 millions de dollars (1 milliard 300 millions de francs), représentant le montant d'une avance faite par les Etats-Unis aux alliés d'Europe.

A Washington, le 25 avril 1917, M. Mac Adoo, secrétaire du Trésor, remit à Lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre, un bon sur le Trésor de 200 millions de dollars. Ce dernier se rendit aussitôt à l'Ambassade d'Angleterre, où Sir Cecil Spring Rice rédigea, au nom du gouverne-

Ajoutons que ce système, en supprimant les risques de perte et de vol, présente encore l'avantage de réaliser des économies considérables.

Il n'est pas douteux que l'examen comparatif auquel nous venons de nous livrer nous conduit à la conclusion que, en Angleterre et aux Etats-Unis, les dépôts en banques sont plus élevés qu'en France, que le montant des effets compensés est plus considérable et que le chèque s'y est développé bien plus largement.

Il ne faut pas toutefois subir le vertige que donnent certains chiffres, et nous devons, sous peine de tirer des déductions fausses, serrer la comparaison de plus près.

En premier lieu, si l'on se borne à rapprocher purement et simplement le montant des opérations de la Chambre de compensation de Paris et celui des opérations du Clearing-House de Londres ou du Clearing de New-York, la comparaison n'est certes pas à notre avantage.

Mais il faut tenir compte de ce qu'un très grand nombre de dettes qui s'éteignent en Angleterre et aux Etats-Unis par la remise d'un chèque compensé dans les Clearing-Houses,

ment anglais, une reconnaissance de dette du montant de ce bon remboursable le 30 juin 1917, et portant intérêt à 3 o/o. Puis il endossa l'effet pour que la valeur en fût portée au crédit de l'Etat anglais à la Banque fédérale de réserve.

L'après-midi du même jour, un délégué de la Banque Morgan se présenta à la dite Banque de réserve, muni d'un chèque de 200 millions de dollars. Le caissier lui remit vingt chèques de 10 millions de dollars chacun sur diverses banques du district, et ces chèques furent transmis aussitôt à des banques en relation avec la maison Morgan.

Le lendemain, les chèques ayant été présentés au Clearing-House furent payés en compensation.

sont liquidées dans notre pays par un mandat de virement sur la Banque de France, mandat que cette banque emploie depuis 1824 avec un succès toujours croissant, et qui permet de transférer le montant d'une dette existant soit entre deux personnes ayant un compte à la Banque de France, soit entre deux personnes dont l'une — le donneur d'ordre — est titulaire d'un compte à la Banque de France, et l'autre cliente d'une banque ayant elle-même un compte à la Banque de France.

Il est donc juste que, pour une comparaison exacte, il soit tenu compte du montant des virements de la Banque de France dans les résultats fournis par la compensation en France.

C'est ainsi que, pour l'année 1922, il convient d'ajouter aux 134.743 millions donnés par la Chambre de compensation des banquiers de Paris la moitié des 1.250.584 millions de virement (débit et crédit cumulés) de la Banque de France, qui remplissent en fait le même office que 625.292 millions de chèques tirés suivant les habitudes anglo-saxonnes.

Nous obtenons ainsi, pour l'année 1922, un total de 760.035 millions, inférieur encore, il est vrai, aux 37.161 millions, de livres sterling du Clearing-House de Londres pendant l'année correspondante.

D'autre part, il faut noter que le nombre considérable de chèques qui circulent aux Etats-Unis n'ont pas toujours la même origine que celle des chèques en usage en France.

La méthode de distribution de crédit aux Etats-Unis, très différente de celle usitée en France, nous apporte les précisions nécessaires :

En France, le fournisseur qui a consenti le règlement à

terme d'une livraison tire sur son débiteur une traite qu'il négocie à son banquier et que celui-ci présente en cas de besoin au réescompte de la Banque de France.

D'une part, ces traites s'accumulent dans les portefeuilles des banques ; d'autre part, les fonds ainsi obtenus prennent la forme soit des billets de banque soit de numéraire et rarement celle d'un crédit en compte-courant. A l'échéance, l'échange se fait entre le numéraire ou les billets, qui retournent dans les banques, et les traites qui sortent des portefeuilles pour disparaître définitivement.

Aux Etats-Unis, l'escompte est encore une opération rare, et les commerçants se procurent le crédit dont ils ont besoin en demandant des avances à leurs banquiers. Ces avances sont, en général, représentées par un billet à ordre souscrit par l'emprunteur à l'ordre du prêteur. Sur le disponible ainsi constitué en sa faveur, le bénéficiaire tire des chèques qu'il remet en paiement à ses fournisseurs, lesquels les transmettent à leurs banquiers pour en faire inscrire le montant à leur compte de dépôt.

Les dépôts existant dans les banques américaines ne sont donc, en définitive, que le produit d'une opération de crédit antérieure et non, comme en France, le résultat d'une accumulation de fonds disponibles.

Bien que la source soit un peu différente, les opérations d'escompte étant plus répandues en Angleterre qu'aux Etats-Unis, le même fait peut être observé en Angleterre, où les dépôts dans les banques sont créés dans une faible mesure par les espèces directement versées à celles-ci, et pour la plus

grande partie par les prêts qu'elles consentent et qui aboutissent, eux aussi, à des inscriptions de crédit dans leurs livres.

On trouve dans ces pratiques une explication des chiffres formidables représentant le montant des dépôts en banque en Angleterre et aux Etats-Unis, et l'on comprend que la plus grande partie des chèques circulant dans ces pays constituent les véritables instruments de la circulation fiduciaire.

Au point de vue de la distribution de crédit, la méthode anglo-saxonne peut faire l'objet de critiques sérieuses, auxquelles résiste victorieusement la magnifique organisation de notre crédit d'escompte, aux destinées de laquelle préside avec tant de sagesse et d'autorité la Banque de France.

Mais il est non moins vrai, quelle que soit l'origine du crédit sur lequel est tiré le chèque, que ces derniers, en Angleterre et aux Etats-Unis, sont en grande majorité soldés par des inscriptions en compte et annulés réciproquement par les diverses banques grâce au mécanisme de la Chambre de Compensation, et que leur commodité et leur sécurité ont presque éliminé, non seulement le numéraire, mais aussi le billet de banque, faisant du chèque la monnaie courante.

En France, les résultats sont loin d'être aussi brillants. Quelques chiffres feront ressortir nettement cette différence.

Dans son rapport sur la proposition Ratier, devenue la loi du 30 décembre 1911 (chèque barré), M. le député Maunoury notait que le stock de numéraire par tête d'habitant était en France de 224,75, en Amérique de 176,05, en Angleterre de 86,68, encore que le mouvement commercial de ces deux pays soit très supérieur à celui de la France.

Par une autre méthode, M. G. Roulleau arrivait, en 1914, à des conclusions analogues : « L'intervalle moyen entre la création et l'encaissement d'un chèque s'élève à 1 j. 37. Sur cette base, la valeur totale des chèques existant chaque jour dans la circulation serait en moyenne de 320 millions. C'est peu en comparaison des 5 milliards et demi de billets de banque et des 5 à 6 milliards d'or et d'argent qui, chez nous, passent journellement de main en main pour le règlement des transactions. Il reste dans cette voie de très grands progrès à accomplir » (*Les règlements par effets de commerce*).

Enfin, dans une communication faite à l'Académie des Sciences Morales et Politiques le 20 mai 1916, M. Ch. Georges-Picot, Directeur de la Société de Crédit Industriel et Commercial, relevait que, par tête d'habitant, il y avait en France pour 390 francs de billets, en Allemagne pour 153 fr. 15, en Angleterre pour 93 fr. 10. Ces chiffres s'entendent toutes circulations comprises, billets de la Reichbank, caisses de prêts, currency notes, currency certificates. A cette date, les monnaies et billets de banque tenaient donc plus de place en France que partout ailleurs.

Les 36.246.215.535 francs de billets de banque en circulation au 31 décembre 1921 nous conduiraient, hélas, à un rapport vis-à-vis de l'Angleterre encore plus défavorable.

Les constatations que nous avons faites au cours de ce chapitre, et qui révèlent suffisamment notre insuffisance dans l'emploi du chèque, posent nécessairement cette double question : l'instrument mis à notre disposition par le législateur

de 1865 est-il défectueux ? Savons-nous vraiment nous en servir et tirer de son emploi tout le parti possible, tous les avantages ?

C'est que nous allons examiner dans le prochain chapitre.

CHAPITRE III

L'œuvre du législateur de 1865 envisagée au point de vue du développement du chèque. — Autres causes susceptibles d'influer sur ce développement. — Les initiatives récentes prises pour la propagation de l'usage du chèque.

Toute mesure législative présente un aspect économique à la fois par ses origines et par ses conséquences.

En particulier, notre législation du chèque est dominée par des préoccupations économiques. Son point de départ réside dans une question fiscale.

Sous le régime antérieur à la loi du 14 juin 1865, le chèque était frappé d'un droit fixe de 0 fr. 50 s'il se présentait sous la forme d'un récépissé, d'un droit proportionnel de 0 fr. 50 par 1.000 francs de capital s'il prenait l'apparence d'un mandat de commerce. Ce droit constituait une entrave à la création et au développement de ces instruments de payement, et c'est pourquoi, dans son projet de 1864, le Gouvernement s'est prononcé pour un tarif de faveur, soit pour le droit fixe de 0 fr. 10.

La Commission estima que ce privilège était insuffisant et abaissa la taxe à 0 fr. 05.

Le projet de 1864 n'ayant pas abouti fut repris l'année suivante, et le Corps législatif adopta une exemption totale, mais temporaire.

Notons au passage qu'un des juristes de l'Assemblée, M. Ernest Picard, éleva de bien curieuses objections contre la rédaction de l'article 7 de la loi : « Je crois, dit-il, que nous nous exprimons mal en disant que les chèques seront exempts de tout droit de timbre pendant dix ans ; je crois que nous n'avons pas le droit d'engager ainsi l'avenir. Nous devons voter l'impôt chaque année et lorsque nous disons que les chèques seront exemptés du timbre pendant dix ans, nous disons à mon sens deux choses qu'il ne nous appartenait pas de dire : la première, c'est qu'on n'imposera pas les chèques pendant dix ans ; la deuxième, c'est que dans dix ans les chèques seront imposés.

En principe, nous pourrions dire que le chèque ne doit pas être soumis à l'impôt ; s'il doit être un jour soumis à l'impôt, il sera temps d'éclaircir la question et de la décider ce jour-là... Ce que vous avez à résoudre ici, c'est cette unique question : les chèques seront-ils, oui ou non, exempts d'impôts ? S'ils doivent l'être, dites-le. Si, dans la suite, il doivent être frappés d'impôts, on discutera la question, mais vous ne pouvez lier dès aujourd'hui vos successeurs... »

Au point de vue juridique, cette argumentation était impressionnante. Cependant, l'Assemblée passa outre pour une raison pratique développée par M. Martel : « la Commission, d'accord avec le Gouvernement, a exempté le chèque du droit de timbre pendant dix ans, afin d'encourager l'usage de cet instrument de paiement. L'honorable M. Picard trouve cela inconstitutionnel. Et bien, je vais lui citer un exemple qui le contredira entièrement : l'honorable M. Picard a perdu

sans doute le souvenir que, pour le dessèchement des marais, la loi a prononcé l'exemption de l'impôt foncier pendant vingt-quatre ans. Pourquoi l'a-t-elle fait ? C'est afin d'encourager le dessèchement des marais. Pourquoi avons-nous, d'accord avec le Gouvernement, exempté de timbre pendant dix ans le chèque ? C'est afin d'encourager l'emploi du chèque ». Ce faisant, on suivait l'exemple de l'Angleterre, qui pendant cinquante ans, n'avait perçu aucune taxe sur le chèque.

Envisageant quels pourraient être dans la pratique les résultats de cette loi, M. de Lavenay se demandait si elle était de nature à développer chez nous l'usage des comptes courants et des chèques dans la même proportion qu'elle l'était en Angleterre. Et il ajoutait qu'il ne fallait pas trop espérer de l'application de la nouvelle loi, les mœurs anglaises et les nôtres étant profondément différentes : en Angleterre, presque tout le monde, commerçant ou non, a son banquier. Dès que l'on veut se libérer d'une dette quelconque, on remet un chèque à son créancier, qui, lui-même, ayant un banquier pour caissier, remet le chèque à ce dernier pour être porté au crédit de son compte courant. D'autre part, l'organisation du Clearing House permet d'effectuer très rapidement la liquidation de ces chèques, dont la majorité arrive en fin de compte dans les mains du banquier du Clearing. Il est évident que, grâce à ce mécanisme à la fois simple et économique, l'usage des chèques a pu prendre en Angleterre le développement considérable que nous savons. En France, par contre, chacun a sa caisse privée ; l'usage des comptes courants est presque exceptionnel, et les chèques émis ont plus généralement pour

but d'alimenter la caisse privée que de régler une dette à un tiers ; ce dernier, du reste, n'ayant lui-même ni banquier, ni compte courant, préfère recevoir du numéraire. Et M. de Lavenay concluait que, dans cette situation, le développement de l'usage du chèque ne pouvait manquer de rencontrer d'autres obstacles que ceux résultant des mesures fiscales.

La loi de 1865 a donc eu pour but, en supprimant le droit de timbre sur le chèque, de promouvoir le développement de cet effet.

Cette suppression, prévue par le législateur pour une durée de dix années, ne fut du reste pas maintenue pendant toute cette période. La guerre de 1870, par les charges qu'elle imposa au pays, plaça le Gouvernement dans la nécessité de créer de nouveaux impôts, et la loi du 23 août 1871 frappe le chèque d'un droit de 0 fr. 10.

On tenta même d'aller plus loin, et, en 1873, le ministre des Finances proposa d'assimiler le chèque à la lettre de change et de l'imposer d'un droit de 1 fr. 50 pour 1.000 francs. L'Assemblée se refusa à entrer dans cette voie, mais décida cependant d'élever la taxe sur le chèque à 0 fr. 20, quand il s'agit de chèques tirés d'une place sur une autre.

Devons-nous voir, dans ces interventions du législateur créant les impôts de 0 fr. 10 et 0 fr. 20 sur le chèque, une des causes ayant mis un obstacle au développement de cet instrument de paiement ?

M. Kaufman (*La Banque en France*) ne laisse pas de l'affirmer. Il prétend que cette taxe décourage les classes inférieures de la population qui pourraient être tentées de demander

l'ouverture d'un compte de dépôt. Si l'on considère en effet, dit-il, d'une part la faible importance de l'intérêt servi par les banques sur les comptes courants, d'autre part l'esprit d'économie du Français, il est aisé de comprendre que ce dernier, constatant que l'intérêt de son capital en dépôt sera rapidement absorbé par l'émission d'un certain nombre de chèques, taxés à 0 fr. 10 et à 0 fr. 20, préfère garder chez lui, à sa disposition, les sommes nécessaires à ses paiements courants, et placer le surplus soit à la Caisse d'épargne, soit en valeurs de tout repos.

Nous ne partageons pas cet avis, inspiré par une vue un peu courte du problème : l'objectif que cherche à réaliser celui qui demande l'ouverture d'un compte courant est de faciliter ses paiements et de mettre ses fonds en sécurité, tout en les gardant à sa disposition. Remarquons, du reste, que l'éventualité envisagée par M. Kaufman ne peut se réaliser que dans le cas d'émission de chèques à jet continu susceptible d'épuiser rapidement un dépôt qui ne serait pas alimenté. Cette hypothèse peut se rencontrer, mais elle est loin d'être la règle.

A quelles causes devons-nous donc attribuer l'insuccès relatif du chèque en France, si nous ne la trouvons pas dans l'œuvre du législateur ?

Diverses raisons ont été invoquées par les économistes :

On a prétendu notamment que le chèque n'ayant pas chez nous un aussi long passé qu'en Angleterre, il n'était pas surprenant qu'il ne se soit pas encore adapté à nos goûts et à nos besoins. On rappelle volontiers à ce sujet les considérations

développées par M. de Lavenay en 1865, alors que l'on se préoccupait de l'exemption de timbre : « Quand l'usage du chèque n'était pas encore très répandu en Angleterre, quand il n'était pas encore complètement entré dans les habitudes de la population, le chèque ne payait aucun impôt. Lorsqu'il a été frappé de l'impôt d'un penny, c'est qu'il était déjà tellement connu, tellement apprécié, qu'il faisait tellement partie intégrante du mécanisme financier de l'Angleterre, qu'il se relied tellement aux autres éléments de la circulation fiduciaire dans ce pays qu'il pouvait supporter un léger impôt sans préjudice et qu'aucune considération ne justifiait plus à son égard une dérogation au droit commun. En France, par contre, l'usage du chèque est encore dans l'enfance, il cherche à entrer dans les habitudes, mais il n'y a pas encore pénétré ; il n'est pas mûr pour le droit commun. »

Le facteur temps, qui pouvait avoir une certaine valeur à cette époque, ne nous paraît pas avoir, aujourd'hui, la même importance. Plus d'un demi-siècle, en effet, s'est écoulé depuis la loi qui a donné son Statut au chèque, et, si les résultats obtenus sont insuffisants, on ne peut sérieusement soutenir que la cause de cet insuccès réside entièrement dans la date relativement récente de la création de cet instrument de paiement.

L'insuffisance du développement du chèque en France devrait, pour d'autres auteurs, être attribuée au fait que, dans notre pays, la population est en majorité rurale, et la nécessité pour les habitants des campagnes de recourir à une banque presque toujours éloignée justifierait l'emploi insuffisant qui est fait de ce procédé de règlement.

Cette explication ne nous paraît plus également convaincante, à l'époque actuelle : les grands établissements de banque ont créé depuis quelques années, même dans les centres de peu d'importance, de très nombreuses succursales, et il est ainsi presque toujours loisible à nos populations rurales de provoquer l'ouverture d'un compte-courant dans une banque peu éloignée de leur résidence. Remarquons, du reste, qu'en Amérique, où une proportion importante de la population est rurale, l'emploi du chèque a atteint un développement considérable.

D'autres économistes enfin, et notamment M. Paul Leroy-Beaulieu, regardent comme des conditions essentielles de la diffusion du chèque l'existence, d'une part d'une population éveillée et avertie, et de l'autre d'une organisation bancaire souple et puissante.

Un des obstacles à l'essor du chèque serait-il dans le fait que notre population soit moins éveillée que celle de la Grande-Bretagne ?

Nous ne méconnaissons pas que c'est une sorte d'axiome que la supériorité britannique en matière de commerce et de finances. Dans un discours à la Chambre des députés du 30 mai 1917, M. Ribot n'hésitait pas à l'appuyer de son autorité : « Dans son ignorance, le public français résiste beaucoup à l'emploi des moyens abrégés pour les paiements qui s'appellent le chèque et la compensation.

« Beaucoup de nos négociants gardent en espèces la provision nécessaire pour payer l'effet de commerce à l'échéance. Comment compenser ? Il faut bien que le garçon de banque

se présente, et des espèces métalliques ou des billets sont nécessaires dans toute les caisses des petits négociants qui s'obstinent à faire eux-mêmes ces paiements.

« Je lisais, ajoute-t-il, dans l'enquête de M. Pinard, à cette époque directeur du Comptoir d'escompte qu'il avait fait un grand effort pour développer le procédé de la compensation ; il avait dit aux petits négociants qui viendraient domicilier leurs effets au Comptoir d'escompte qu'on ferait tous leurs recouvrements, qu'on encaisserait même leurs factures. Il s'en est trouvé treize pour user de ces facilités. C'était à désespérer. C'est donc là une question d'éducation beaucoup plus qu'une question de législation. Mais je reconnais qu'il serait désirable que la masse de monnaie, soit métallique, soit fiduciaire, tendit à diminuer ».

Il est évident que le chèque entre avec peine dans les mœurs de notre pays parce qu'il semble à beaucoup un mode de paiement peu pratique, entraînant une gêne et des démarches, et que la compensation n'a pas atteint le développement que l'on escomptait.

Mais ne conviendrait-il pas, avant toute chose, de faire sur ce point l'éducation du public, en lui montrant qu'en définitive l'usage du chèque aux lieu et place de numéraire se traduit et se solde, tant pour l'individu que pour la collectivité, par des avantages incontestables ? La chose ne fait point de doute et est hautement désirable.

Et qui peut se charger de cette éducation, si ce ne sont les grands Etablissements de crédit, les banques, dans leurs relations constantes avec leur clientèle ?

Grâce à la pénétration des agences ou correspondants jusque dans les chefs-lieux de canton, l'habitant des campagnes, l'agriculteur entre de plus en plus en contact avec le banquier et semble se départir de cette méfiance relative qu'il témoignait aux banques par actions.

Ses relations avec ces dernières sont incontestablement plus fréquentes, et l'escompte d'une traite, le paiement d'un coupon, l'achat de valeurs sont autant d'occasions pour faciliter la production d'un compte de dépôt et la remise d'un carnet de chèques.

Or, exception faite de la Banque de France et de quelques grands établissements de crédit, les banques semblent peu soucieuses de contribuer au développement des paiements par chèques.

D'une part, en effet, et d'une façon générale, elles ne rémunèrent pas d'une manière suffisante les dépôts qui leur sont confiés, en donnant comme excuse la disponibilité constante des sommes déposées. Sans doute, leur principal souci doit être d'assurer la liquidité des dépôts, et, par suite, elles ne peuvent les engager dans des opérations à long terme, généralement plus rémunératrices ; mais l'escompte leur assure d'une façon constante et périodique l'utilisation de ces disponibilités. Du reste, et en tout état de cause, l'écart reste trop grand entre l'intérêt payé et l'intérêt touché.

Il semble, d'une façon générale, que nos banques craignent en quelque sorte de prendre en charge des sommes trop importantes. Elles ne tiennent pas à multiplier leurs comptes de dépôts, peut-être parce que l'ouverture et le maniement

des petits comptes coûtent davantage qu'ils ne rapportent et que leur activité peut s'exercer dans d'autres voies plus rémunératrices. Il y a là un obstacle sérieux à la diffusion du chèque. Qu'est-ce, en effet, que le chèque, sinon l'instrument de service des comptes en banque ?

D'autre part, il est évident que la perception d'une commission relativement importante sur le paiement des chèques n'est pas sans former un obstacle au développement de ces derniers. L'exemple des Etats-Unis est suggestif à cet égard :

« La suppression de toute commission pour frais à payer aux Banques de réserve a sûrement contribué au développement du service des chèques. Une telle attitude convient à des banques, qui sont des établissements d'utilité publique, bien plus qu'une affaire destinée à produire des bénéfices. Les banques de réserve vont jusqu'à prendre tous les frais d'expédition d'espèces que les membres doivent parfois leur faire. Cela n'empêche pas ces banques de réaliser d'énormes bénéfices, lesquels, déduction faite de 6 0/0, tombent dans la Caisse de l'Etat... » (P. van Zeeland, *loc. cit.*).

Le journal *Le Temps* publiait dans son numéro du 4 mars 1917 la remarque suivante d'un de ses correspondants :

« Tant que les personnes qui seraient désireuses d'accepter un chèque barré n'auront pas la certitude d'en voir rapidement et *sans frais* porter le montant au crédit de leur compte, il est clair que les paiements continueront d'être exigés en espèces ou en billets de banque. »

Et *Le Temps* ajoutait judicieusement que les banques

auxquelles on remettait les chèques barrés devraient se borner à demander, pour des opérations n'exigeant aucun déplacement de fonds, une rémunération modeste, leur véritable bénéfice résultant en fait du développement général des affaires qu'entraînerait ce procédé de règlement.

Nous devons enfin ajouter et insister sur ce point tout particulièrement que nos établissements bancaires, par suite d'une mauvaise utilisation de notre système de compensation, ne créditent pas assez vite leurs clients. Dans une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques du 20 mai 1916, M. Ch. Georges-Picot rappelait qu'à Paris on créditait sept jours après la remise, alors qu'à Londres, un chèque remis le matin est compensé le soir même et son produit disponible le lendemain. Et il ajoutait, non sans mélancolie :

« Pour comprendre la gravité d'un pareil délai de sept jours, supposons un instant que ce délai soit appliqué aux encaissements qui se compensent à Londres dans la même journée et qui se montent à 1.338 millions de francs par jour (1913). Sept journées représenteraient 9 milliards 366 millions.

S'il n'y avait dans ces compensations que des chèques, on pourrait dire que la méthode française, appliquée en Angleterre, obligerait les Anglais à augmenter de 9 milliards 366 millions leur fonds de roulement. »

Les personnes qui emploient des chèques pour leurs règlements rencontrent souvent une certaine résistance de la part de leurs créanciers, qui, en raison des conditions onéreuses et du long délai qui leur sont imposés pour l'encaissement de

ces chèques, préféreraient recevoir des espèces. Il est évident que celui qui remet un chèque pour encaissement à son banquier ne peut à son tour disposer du montant de cet effet qu'après s'être assuré qu'il figure bien au crédit de son compte. Or, si ce crédit n'est donné que plusieurs jours après le versement, il voit ainsi immobilisé un certain capital qui, quelquefois, lui fait défaut (1).

La diffusion du chèque, partant l'économie de numéraire résultant de son emploi, ne peut donc se produire que si l'encaissement de ceux-ci est opéré dans un délai *très rapide et certain*.

Enfin, le chèque est, et doit être avant tout, un organe de compensation. Il ne peut même se développer et, en tous cas, accomplir utilement sa fonction que s'il est compensé.

En effet, si le porteur d'un chèque oblige chacun de ses créanciers, par la remise d'un chèque, à aller se présenter aux guichets d'une banque pour encaisser le montant de sa créance, il y a perte de temps et déplacement de numéraire. Mais si le bénéficiaire, au lieu d'encaisser en espèces le montant des chèques qu'il reçoit, remet chaque jour à son banquier un bordereau des dits chèques, pour être portés au crédit de son compte, un simple jeu d'écritures remplace l'usage de numéraire et le progrès est accompli.

1. L. Sterling (*Le Moniteur du Commerce*, juin 1921) cite le cas d'un industriel qui, ayant versé au crédit de son compte, à la succursale d'une banque de Courbevoie, un chèque barré sur cette même succursale, tire, le lendemain du versement, un chèque sur son compte. Or, celui-ci ne lui est pas payé, sous le prétexte qu'il faut huit jours pour encaisser le chèque barré remis la veille...

Le développement de la compensation, indépendamment des résultats précieux et directs qu'elle procure, permettrait de créditer plus tôt du montant d'un chèque, crédit qui est donné, ainsi que nous l'avons précédemment vu, en Angleterre le jour même de la remise.

Nous avons fait en France, depuis la guerre, quelques progrès, et il faut, à cette occasion, rendre hommage à M. Ch. Georges-Picot, Président de la Chambre de compensation des banquiers de Paris, qui, par ses efforts, son initiative éclairée, ses conceptions réalistes, a peu à peu fait disparaître les principaux obstacles qui s'opposaient au bon fonctionnement de la Chambre de compensation dont l'importance s'est sensiblement accrue : en décembre 1922, la Chambre de compensation des banquiers de Paris a fonctionné avec 41 membres au lieu de 11 en 1917 ; la compensation « province », inaugurée le 16 janvier 1918, a été utilisée par 31 membres sur 41.

La Banque de France, de son côté, avait au 31 décembre 1922 des Chambres de compensation dans 71 succursales.

Il reste encore cependant une tâche à accomplir pour que notre organisation donne le rendement qu'elle fournit à l'étranger. Il ne suffit pas, en effet — et nous nous excusons d'insister un peu sur ce point — d'avoir un instrument parfait mis au service d'une collectivité, il faut que cette collectivité en fasse usage.

Or, il n'est pas contestable qu'un nombre notable de maisons de banque, même très importantes, n'utilisent pas les avantages qu'offre la compensation en Clearing-House.

Il importe peu que le nombre de membres adhérant à la Chambre de compensation augmente chaque année, il faut encore — et il suffirait — que les banques qui n'en font pas partie se servent comme intermédiaires des banques adhérentes.

A Londres, où un petit nombre seulement de banques (11) se réunissent en Clearing-House, chacune de celles-ci agit pour le compte d'une centaine d'autres banques qu'elle représente. Les plus grosses banques londoniennes (Rothschild et Son, Baring Brothers et Co) ne font pas partie du Clearing et se contentent de remettre tous leurs chèques et effets, pour encaissement, à la banque de compensation à laquelle elles sont affiliées.

A Paris, les opérations des banquiers qui font partie de la Chambre de compensation des banquiers de Paris sont limitées aux règlements tirés sur leur propre caisse.

Nous savons bien que le sentiment de la coopération et de la solidarité n'a pas toujours été le trait caractéristique du marché monétaire français. Mais, en l'espèce, il s'agit surtout d'une routine difficile à combattre.

Il semble paradoxal de soutenir que des établissements de première importance répugnent en quelque sorte à faire de la compensation. Les caissiers principaux de ces banques semblent être le centre de cette résistance, aussi injustifiée que dommageable à l'intérêt public.

Ce sont des hommes d'importance, et leur réputation justifiée, le rôle capital qu'ils jouent dans la direction en font des adversaires d'autant plus dangereux du système.

Craignent-ils que l'auréole qu'ils possèdent à juste titre du fait de leur mission actuelle, toute de confiance et de compétence, en soit diminuée? Ce serait à tort, et, si une direction agissante brisait une résistance qui ne peut être basée que sur la tradition, les nouveaux services que les caissiers des grandes banques seraient susceptibles de rendre leur procureraient la satisfaction de continuer à jouer dans notre organisation bancaire moderne un rôle de premier plan et de servir en même temps l'intérêt public.

A une éducation insuffisante du public en ce qui touche l'usage du chèque, il convient donc d'ajouter une incompréhension, de la part des banques, des avantages que peut procurer le système de la compensation, avantages dont tireraient profit, en premier lieu le développement de l'emploi du chèque, et indirectement le public et les banquiers.

Encouragement constant à la pratique des dépôts que le chèque mobilise, la compensation allège la circulation et la rend ainsi plus active.

Mais là ne devrait pas se borner l'effort à fournir par nos banques. Il faudrait que, suivant en cela l'exemple donné par la Banque de France, elles recherchent tous les moyens propres à faire adopter la pratique du chèque, et notamment donnent à leur personnel des instructions précises afin que celui-ci use de son influence auprès de la clientèle pour provoquer l'ouverture des comptes courants et, par suite, l'emploi de chèques. Nous avons sous les yeux un certain nombre de circulaires déjà anciennes adressées par la Banque de France aux directeurs de ses succursales et parmi

lesquelles nous relevons entre autres les passages suivants :

« ... Nous voulons contribuer, par cette mesure, à la vulgarisation d'un instrument de paiement encore nouveau en France, mais qui a fait ses preuves dans un grand nombre de pays où il est particulièrement apprécié, vous le savez, en raison des garanties qu'il offre contre les risques de paiement à un porteur de mauvaise foi ; et nous espérons ainsi aider au développement de l'emploi du chèque et diminuer par suite, le nombre des paiements en espèces qui présentent souvent tant d'inconvénients et de dangers, pour celui qui paie comme pour celui qui reçoit... »

« ... Vous voudrez bien vous entretenir de cette nouvelle mesure avec votre clientèle, et notamment avec les membres de votre Chambre de Commerce, et nous vous prions de nous indiquer, par catégories de carnets, le chiffre auquel devrait être porté notre premier envoi de chèques barrés, etc... »

Certaines sociétés industrielles ont également tenté de contribuer à la vulgarisation du chèque : en 1911, la Société des Mines d'Anzin décidait de ne payer à ses actionnaires le montant de leurs dividendes qu'en un chèque barré, domicilié à la Banque de France de Paris ou de Valenciennes.

Il serait injuste de ne pas signaler également les efforts faits depuis quelques années par les grandes compagnies de chemins de fer pour réduire le nombre de leurs paiements en espèces. Exception faite des traitements et salaires de leur personnel, les grands réseaux font aujourd'hui par chèques ou virements 90 0/0 environ de leurs paiements. Et ils signalent que cette manière de procéder ne leur a causé aucun mécompte. Ils ajoutent même qu'en diminuant l'importance des manipulations de fonds, ils ont vu les risques diminuer, que la tâche des caissiers a été simplifiée, et surtout que la recherche des erreurs a été singulièrement facilitée.

Le Gouvernement, de son côté, n'est pas resté inactif, et au cours de la dernière guerre a pris différentes mesures propres à développer l'usage des chèques :

Le 5 mai 1916, le ministre des Finances a autorisé les contribuables à acquitter leurs contributions directes et taxes assimilées par chèques barrés à l'ordre du percepteur.

Par arrêtés du mois d'août 1916, il a également autorisé le paiement par chèques des contributions indirectes, droits de douane, d'enregistrement, etc...

D'autre part, depuis le 9 mai 1916, les fournisseurs de l'Etat doivent être payés en mandats de virement s'ils ont un compte à la Banque de France, ou en chèques barrés si leur compte est chez un autre banquier.

Ne pourrait-on faire davantage ? Si, très certainement.

En Allemagne, tous les fonctionnaires dont les traitements dépassent un certain minimum sont payés par un virement à leur compte dans la banque qu'ils désignent, et, quand ils n'opèrent pas le retrait des fonds qui leur appartiennent, la banque leur sert un intérêt raisonnable de leur dépôt.

Une semblable initiative, qui obligerait une notable partie de notre population à recourir à l'ouverture d'un compte-courant, ne pourrait-elle pas être prise en France ?

Ne pourrait-on pas décider d'opérer de même pour le paiement des rentes, arrérages, pensions de toutes natures ?

Cette manière de procéder aurait pour résultat, non seulement de procurer une économie considérable de numéraire, mais encore d'éviter les déplacements actuellement imposés aux bénéficiaires pour toucher le montant de leur créance.

En résumé, développer l'éducation économique, non seulement de la masse, mais encore de l'élite est une œuvre indispensable pour le succès du chèque en France.

La grande presse, qui pénètre dans tous les milieux de la Société, les revues économiques et financières, les groupements commerciaux ont là une tâche profitable à accomplir.

Mais, pour que cette œuvre ne soit pas vaine, il faut que le public ait une confiance absolue dans l'instrument préconisé.

Il faut—et nous touchons là au nœud de toutes les discussions — que le chèque offre une sécurité complète et qu'un paiement fait par lui s'identifie en quelque sorte avec un paiement fait en billets ou en numéraire.

Stanley Jevons avait déjà aperçu que tout le problème était là :

« Quand on a une confiance entière, disait-il, dans le crédit du tireur et celui de la banque sur laquelle le chèque est tiré, on ne voit guère en quoi le chèque peut le céder au billet de banque comme monnaie représentatrice, si ce n'est parce qu'il n'est pas tiré d'ordinaire pour une somme ronde. Dans certains pays, on a employé des chèques de cette façon et aujourd'hui encore, à Queensland, en l'absence d'espèces et de billets, les colons paient leurs ouvriers en petits chèques sur les banques, chèques qui sont reçus dans les magasins et deviennent ainsi le médium circulant de la colonie » (S. Jevons : *La Monnaie et le mécanisme de l'Echange*).

Nous sommes ainsi amenés à examiner les conditions de cette sécurité pour que se trouve vérifiée cette formule de

Pouyer-Quertier si souvent répétée : « le chèque, c'est de l'argent ».

A deux reprises : loi du 30 décembre 1911 et loi du 2 août 1917, le législateur est intervenu pour donner au chèque la sécurité qui s'imposait. Dans quelle mesure a-t-il réussi ? C'est ce que nous examinerons dans le chapitre suivant, en envisageant le barrement du chèque comme facteur de sécurité et les diverses mesures qui ont été préconisées en vue de l'amender ou de le remplacer..

CHAPITRE IV

Les additions apportées à la loi de 1865 en vue d'augmenter la sécurité du chèque : loi du 30 décembre 1911, instituant le chèque barré. — Les modalités du chèque barré à l'étranger : chèques « not negociable », « account payee only ». — Chèque de compensation. — Chèque certifié. — Loi du 26 janvier 1917. — Quelques considérations sur le métier de banquier.

Ayant évité l'obstacle que des droits de timbre trop élevés pouvaient constituer à la propagation du chèque, le législateur s'est efforcé d'assurer la sécurité de la circulation de cet instrument monétaire, dont le succès lui apparut fonction de cette sécurité. C'est en grande partie à cette préoccupation qu'est due la loi du 30 décembre 1911, concernant les chèques barrés.

Cette loi n'était, du reste, que le résultat, l'aboutissement d'un mouvement d'opinion provoqué dès 1890 par M. Grillon en vue de propager en France cette variété de chèques.

L'Union des banquiers de Paris et de la Province décida en 1894 la création de carnets de chèques barrés portant la mention : « d'ordre exprès du tireur, ce chèque étant barré ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel ».

Le succès de cette initiative, non appuyée sur une réglementation légale, ne fut pas grand, et il fallut l'intervention d'un nombre important de Chambres de Commerce, d'associations patronales, en particulier de la « Fédération des

Industriels et Commerçants français », pour que, le 30 décembre 1906, M. Ratier dépose sur le bureau du Sénat une proposition de loi concernant les chèques barrés et les chèques non négociables.

« L'immense avantage du chèque barré, déclarait M. Ratier dans son rapport, et spécialement du chèque barré non négociable, consiste surtout dans la sécurité qu'il procure pour les paiements au comptant. En Angleterre, ajoute-il, les envois de fonds se font sous forme de chèques barrés non négociables expédiés par la poste, sans même qu'il soit jugé utile de faire recommander la lettre d'envoi ».

Le projet primitif, modifié dans certaines de ses dispositions, en particulier dans celle visant le chèque non négociable, qui ne fut pas maintenue, fit l'objet d'un rapport en date du 4 février 1909, et ce fut le texte proposé, voté sans changement par le Sénat dans sa séance du 30 novembre 1911, qui devint la loi du 30 décembre 1911.

Cette loi ayant fait l'objet de nombreux commentaires, nous nous bornerons ici à reproduire ses dispositions :

ARTICLE UNIQUE

« La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier. Le barrement peut être effectué par le tireur, ou par le porteur.

ART. 9. — Le barrement peut être général, ou spécial. Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou seulement la mention « Et Compagnie » ; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial. Le chèque à barrement spécia

ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier. Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 10. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ART. 11. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 est complété par la disposition suivante : toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une Chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ».

Au sujet du barrement, qui était pratiqué en fait bien longtemps avant cette loi, Nouguier, dans son commentaire de la loi fondamentale du chèque, s'exprimait ainsi : « Les Banques de dépôt en France ont essayé d'introduire l'usage du chèque barré. Certes, notre législation ne le proscriit pas, mais la faculté d'endossement le rend complètement inutile. »

Le Mercier et un certain nombre d'auteurs qui étudiaient alors le chèque considéraient que le barrement faisait double emploi avec l'endossement, qu'il se confondait avec lui. Et c'est cette assimilation entre l'endossement et le barrement qui empêcha le législateur de 1865 d'apercevoir l'utilité propre du barrement et de l'admettre à côté du chèque ordinaire.

En réalité, crossing et endossement sont deux choses distinctes, ayant chacune leur utilité. Le banquier au nom de qui le chèque est barré n'est pas un endossataire propriétaire du chèque, et il est difficile d'autre part de considérer le barrement comme un endossement irrégulier, qui, aux termes de l'article 138 du Code de commerce, donnerait au banquier le caractère d'un endossataire par procuration.

Pour M. Thaller (*Annales de droit commercial*, 1910, p. 28) le banquier n'est pas un véritable porteur ; c'est, d'après le savant professeur, l'*adjectus solutionis gratia* visé au paragraphe 103 du troisième commentaire de Gaius et au paragraphe 4 du troisième livre des Institutes de Justinien.

La solution la plus généralement admise est que la situation du banquier est *sui generis*.

Est-ce là un aveu d'impuissance à définir exactement sa situation ? N'est-ce pas, au contraire, une solution plus sage que d'essayer de faire entrer une institution du xxe siècle dans le cadre des divisions romaines ?

Le droit anglais est d'esprit fort différent du nôtre ; il s'en tient à des règles positives, sans trop se soucier de construire des théories juridiques.

« Il est inutile, disait sir Ernest Lünge dans une conférence sur le chèque barré à la Chambre de commerce anglo-belge de Londres en 1901, de perdre un temps précieux à chercher une base théorique mettant la pratique du crossing en relation directe avec une théorie quelconque concevable concernant les chèques. Comme le montre l'histoire, la vérité est que pareille relation n'existe nullement dans le système anglais des chèques et que l'examen sérieux d'un usage pratique rendant des services nombreux ne doit pas être arrêté par des scrupules purement juridiques. »

Le monde des affaires se fait souvent une idée inexacte de ce qu'est le barrement tant en France qu'en Angleterre : on s' imagine que c'est essentiellement un procédé de compensation. Cette opinion a été encore récemment développée dans

le *Moniteur du Commerce* (juin 1921) sous un pseudonyme : L. Sterling : « Il est regrettable qu'en instituant en France le régime du chèque barré, on ne se soit pas inspiré de la législation anglaise, où ce système est en pratique depuis plus d'un siècle et où une longue expérience a permis d'établir à son sujet une jurisprudence parfaite sous tous les rapports »

Ce préambule contient déjà une inexactitude. Il ne peut être, en effet, sérieusement contesté que notre législation s'est entièrement inspirée de l'emploi fait en Angleterre du chèque barré. « Le législateur français, ajoute L. Sterling, a cru que le chèque barré devait constituer un moyen de protection, en quoi il s'est grossièrement trompé. Certes, le chèque barré se trouve, par sa forme, constituer un moyen de protection contre la fraude, mais ce n'est là ni son but ni son caractère essentiel. Le chèque barré constitue uniquement un instrument de virement. Il joue d'une banque à l'autre le même rôle que les virements de la Banque de France entre deux comptes de cette banque. De même qu'aucun officier ministériel, pas plus d'ailleurs que le titulaire même du virement, ne peut encaisser au guichet le montant de la feuille de virement sans tirer au préalable un chèque ouvert sur son propre compte, de même le titulaire d'un chèque barré ne doit pas pouvoir encaisser ce chèque au guichet de la banque sur laquelle celui-ci est tiré, quand bien même il justifierait de son identité. »

Ainsi, en Angleterre, d'après L. Sterling, le chèque barré serait donc un chèque de compensation. Cette affirmation ne concorde pas avec la réalité : chez nos voisins, le chèque

ouvert est, tout autant que le chèque barré, un instrument de compensation.

Voici un témoignage décisif à cet égard : c'est celui de M. Huth Jackson, l'un des délégués britanniques à la Conférence de La Haye en 1912 : « Les banques qui font partie d'une Chambre de compensation se sont engagées par des conventions spéciales à ne régler les chèques qui leur sont remis et qui sont tirés sur une banque faisant partie de la même chambre de compensation qu'en se servant de la Chambre, de sorte qu'il n'y a pas de paiements en espèce dans ces cas. Il en résulte que même les chèques non barrés sont réglés comme s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent par les mains d'une banque faisant partie d'une Chambre de compensation. » Un premier point est ainsi acquis : en Angleterre, les virements de compensation s'effectuent indifféremment, soit par chèques ordinaires, soit par chèques barrés. En fait cependant, les chèques barrés sont plus répandus que les chèques ordinaires. M. Huth Jackson en donne du reste la raison : « Pendant ces dernières années, le chèque barré a été employé plus fréquemment en Angleterre qu'auparavant. Les banquiers l'apprécient en ce qu'il leur donne une plus grande sécurité » (Déclaration de M. Huth Jackson, Actes de La Haye, 1912).

D'autre part, en France, comme en Angleterre, le tiré d'un chèque barré n'encourt aucune responsabilité du fait qu'il ne l'a pas payé entre les mains d'un banquier, à la condition, bien entendu, qu'il en ait versé le montant au véritable propriétaire. Un jugement récent du Tribunal de commerce de la Seine s'est

à juste titre prononcé dans ce sens. Il s'agissait d'un plaideur qui actionnait une banque en raison de ce qu'elle avait payé un chèque barré tiré sur elle, non pas à une banque, mais à un huissier, lequel d'ailleurs représentait le véritable bénéficiaire. Voici quelques attendus de la décision :

« Attendu que le chèque de 3.400 francs tiré par d'Archemont sur la Banque Continentale le 3 mars 1916 et remis par lui à Galaup a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'Archemont l'avait remis. Et attendu que la loi du 30 décembre 1911 n'a pas le sens et la portée que lui attribue d'Archemont ; qu'antérieurement à cette loi, celui qui payait un chèque sans être saisi d'une opposition était valablement libéré bien qu'il ne se fût point assuré de l'identité du porteur ; que la dite loi n'a eu pour but que d'anéantir cette présomption légale en précisant la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire ; que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à son véritable propriétaire, la Société défenderesse n'a encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a fait » (Tr. de Commerce de la Seine, 26 janvier 1917. *Revue pratique de Législation et de Jurisprudence*).

Cette solution nous paraît conforme non seulement au texte, mais encore à l'esprit de la loi.

On relève, en effet, à cet égard, dans le rapport de M. Ratier au Sénat (Sirey, *op. et loc. cit.*, p. 253, note 7), ce passage très significatif de la volonté du législateur : « L'article 10 précise la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au « véritable propriétaire ». La commission du Sénat a jugé cette précision nécessaire, afin de bien faire entendre que l'article 145 du Code de commerce, stipulant que celui qui paye une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré, n'est pas applicable au chèque barré. Le jugement ci-dessus reproduit consacre

cette théorie, de laquelle il résulte qu'il ne peut y avoir de responsabilité à la charge du tiré s'il justifie qu'il a payé le chèque aux mains du véritable propriétaire.

Le barrement est donc avant tout un facteur de sécurité. Que vaut-il à ce titre ?

Des distinctions s'imposent. S'il s'agit du chèque barré ordinaire, la protection n'est pas très efficace. En effet, supposons que ce chèque se perde et soit trouvé par une personne malhonnête, au courant des questions de banque. Elle l'escomptera à un commerçant et celui-ci, de bonne foi, le passera à son établissement de crédit.

Le recours du bénéficiaire dépossédé ne pourra pas s'exercer civilement, puisque les vices non apparents sont purgés par la clause à ordre *Exceptio quae obstat giranti non obstat giratorio*. Plus simplement encore, ce voleur se fera ouvrir un compte dans une banque, sous un nom d'emprunt, il encaissera le chèque et disparaîtra.

Avec le barrement spécial, les garanties deviennent meilleures, parce que ce n'est pas n'importe quelle banque qui peut présenter le chèque, mais une banque déterminée. Mais les risques des effets purgateurs d'un endossement régulier ne sont pas supprimés.

Le volé ne peut donc rien contre des tiers de bonne foi devenus propriétaires par un endos régulier et il ne pourra se retourner contre le tiré que dans le cas où ce dernier, n'exécutant pas son mandat, aura payé directement le chèque sans tenir compte du crossing.

Reste, il est vrai, le recours contre le voleur, mais combien illusoire !

En conséquence, ni le barrement général, ni même le barrement spécial ne procurent au chèque une sécurité absolue.

Le chèque barré « non négociable » est-il susceptible de nous donner plus de sécurité ?

Nous avons vu, au début de ce chapitre, que la proposition de loi de M. Ratier visait expressément cette variété de chèques.

La disposition le concernant était ainsi conçue :

« Le chèque peut être revêtu par le tireur ou par un porteur de la mention « non négociable ». Cette mention n'empêche pas la cession du chèque, mais elle met obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droits que son cédant ».

Comme pour le chèque barré, nous empruntions alors cette particularité à l'Angleterre, qui, par un Act de 1876, permit au tireur ou au porteur légal d'un chèque d'ajouter au crossing l'expression « not negociable ». L'article 81 de la loi du 18 août 1881 (Bills of Exchange, Checks and Promissary Notes Act, 45-46 Vict. ch. 61) en précise les caractéristiques : « Celui qui prend un chèque barré portant ces mots : « non négociable » n'a et ne peut conférer un titre meilleur sur ce chèque que n'en avait la personne de qui il le tient. »

Ainsi, le porteur du chèque non négociable n'a pas plus de droits que son cédant, même s'il est de bonne foi, et l'adage *exceptio quae obstat* ne joue plus.

D'aucuns sont donc portés à voir dans cette opposabilité des exceptions un moyen particulièrement heureux et pratique dont l'emploi était susceptible de renforcer la sécurité du chèque.

Mais, ainsi que le fait remarquer très justement M. Thaller (*Annales de Droit Commercial*, 1910, page 26), la loi anglaise poursuivait un tout autre but que celui de permettre de faire jouer à l'encontre des porteurs successifs l'opposabilité des exceptions. Elle a eu surtout en vue de renforcer au profit de la personne dépossédée les possibilités de retrouver un chèque perdu, ou d'en recouvrer le montant.

Or, il semble bien qu'à l'exception de l'hypothèse où le réclamateur se trouve en face d'un porteur de bonne foi du chèque qui a cessé d'en être détenteur et qui, dès lors, ne peut plus être sujet à la revendication, l'application, soit des principes généraux, soit des dispositions en vigueur permettrait, en dehors de l'apposition de la mention « non négociable », au porteur dépossédé l'exercice des actions qu'il peut tenter.

Ainsi, en définitive, la clause « non négociable » n'apporte une garantie supplémentaire au réclamateur qu'en lui fournissant le moyen de pouvoir exiger du porteur de bonne foi du chèque qui ne l'a plus en sa possession la restitution de la somme provenant de l'encaissement. C'est donc le porteur de bonne foi qui subira la perte en indemnisant la victime du vol, car il n'a pu acquérir, ni sur le chèque ni sur son montant, un droit meilleur que celui de son cédant.

Cet avantage réel, mais isolé, doit-il nous faire regretter

l'absence, dans la loi de 1911, d'une disposition concernant cette variété de chèques ? Nous ne le pensons pas et, s'il y a une correction à apporter aux formes en usage, nous estimons qu'elle doit être différente.

Au reste, l'expression « non négociable » serait entrée difficilement dans nos habitudes, parce que susceptible de créer une équivoque fâcheuse, sa signification habituelle étant toute différente de celle qui lui serait ainsi donnée.

Au surplus, le porteur de bonne foi aurait été amené à une certaine circonspection, puisque, à moins d'avoir sur son cédant des garanties particulières, il risquait à chaque instant d'être inquiété : ce n'était pas là une mesure favorable à la diffusion du chèque.

Enfin, la pratique anglaise a imaginé un autre procédé de sécurité qui n'a pas encore reçu de consécration législative : nous voulons parler de la mention « account payee only » (compte bénéficiaire seulement). Ses effets sont encore mal délimités et la Jurisprudence est indécise. Pour certains, cette mention aurait pour effet, non seulement d'empêcher la négociabilité du chèque, mais même sa transférabilité : il ne pourrait plus être payé qu'à la personne indiquée ou à son mandataire qualifié.

Encore ce paiement ne pourrait-il s'effectuer en espèces ; on serait en face d'un chèque de compensation, d'un instrument analogue aux mandats rouges de la Banque de France. Et, dans ces conditions, il est évident que sa sécurité serait alors presque absolue.

Pour d'autres, au contraire, la mention « account payee

only » n'aurait d'autre valeur que d'inviter la banque chargée du recouvrement à s'enquérir avec un soin particulier du titre du porteur. Dans cette interprétation, les effets du crossing subsisteraient entièrement et la négociabilité du chèque, c'est-à-dire l'acquisition par un porteur de bonne foi d'un chèque dérobé, ne serait pas entravée.

En France, M. Maurice Bellom, s'inspirant des législations autrichienne et allemande, qui ont institué le chèque « à porter en compte », a proposé dès 1606 d'adopter une variété de chèque analogue au chèque allemand portant la clause « nur zur werrechnung » et qu'il dénomme « chèque de mise en compte ».

Le mécanisme en était le suivant :

« Le tireur crée un chèque sur son banquier ; il y inscrit la mention « à porter en compte » ; il le remet au bénéficiaire ; lorsque le chèque est présenté chez le tiré, ce dernier, étant un banquier, au lieu de remettre des espèces au bénéficiaire, est tenu d'en inscrire le montant au crédit du bénéficiaire, chez lui-même, si le bénéficiaire est un de ses clients, ou de le virer au crédit du compte du bénéficiaire ou de tel compte indiqué par ce dernier chez tel banquier avec qui le banquier tiré est en relations d'affaires ».

Ce projet reçut en général un bon accueil auprès des économistes. M. Thaller lui donna son approbation, et M. Maunoury, dans son rapport sur la loi de 1911, ne lui ménageait pas sa sympathie.

Avantageux pour le public au point de vue de la sécurité de sa circulation, le chèque de mise en compte est le type de

l'instrument de compensation. Et, dans un pays comme la France, où le paiement par chèques est peu répandu, et où l'habitude de la compensation l'est encore moins, son adoption ne pouvait donner lieu à des critiques sérieuses.

A quoi est donc dû l'échec qu'il subit au moment du vote de la loi de 1911 ?

Il sembla difficile, alors que tous les efforts avaient été dirigés vers l'adoption du chèque barré, calqué sur la pratique anglaise, d'effectuer un mouvement de recul ou de conversion afin de populariser à sa place le chèque payable en compte.

Le moment ne serait-il pas opportun pour reprendre la campagne qui a été menée sans succès avant la guerre en faveur de cette variété de chèques ? Sans doute, l'on prétend qu'il faut se garder de procéder par bonds et qu'il convient de laisser s'acclimater la variété de chèques que nous avons avant d'en créer d'autres. On peut aisément répondre qu'il ne s'agit pas de remplacer les chèques existants par le chèque de compensation : mais de *l'instituer à côté*, comme l'a fait la Belgique par une loi du 21 mai 1919.

On objecte, il est vrai, qu'il est toujours possible, si on le désire, de faire de la compensation avec n'importe quelle variété de chèque, — l'exemple de l'Angleterre est démonstratif à cet égard — et que la compensation dépend bien plus de la généralisation des comptes de banque que de la création d'un chèque de compensation.

Il n'en est pas moins certain que la création de cette sorte de chèques, qui, indépendamment de ses avantages propres

a tous les mérites du chèque barré, conduirait à une économie de numéraire, puisque jamais il n'est payable en espèces.

Bien entendu, le bénéficiaire aurait toujours la faculté de retirer de son compte les fonds qui lui sont nécessaires, mais il ne pourrait le faire que par une seconde opération distincte de l'inscription du chèque à son avoir, et, dès lors, il ne le ferait que s'il en avait l'obligation et dans la mesure de ses besoins.

En résumé, le chèque de mise en compte offre le maximum de garanties au point de vue de la sécurité contre le vol, les altérations, et permet une espérance de règlement par écritures. Il nous paraît difficile d'exiger davantage d'un instrument de paiement qui doit être surtout un organe de compensation.

Et l'obligation de tirer uniquement un chèque sur un banquier (obligation en vigueur dans la plupart des pays étrangers) aurait pour conséquence générale une compensation sans laquelle la fonction de tout chèque, quelle que soit sa forme, est réduite et ne mérite pas les efforts faits pour son développement.

Il nous reste maintenant à dire un mot d'une variété de chèques en usage aux Etats-Unis, où elle est acceptée à l'égal de l'or : nous voulons parler des chèques certifiés.

A la Conférence de La Haye de 1912, des délégués américains firent une communication intéressante sur cette sorte de chèques. Un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque de la façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais, sur ce titre, un employé de la Banque inscrit

une mention signifiant que le chèque est « bon » ou « certifié » pour la somme pour laquelle il a été tiré. Pratiquement, la certification donne au chèque émis par un particulier ou une association quelconque la même valeur qu'un chèque tiré directement par la Banque. Aux Etats-Unis, le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité, ou bien un paiement dans un autre lieu, quand sa propre signature à elle seule n'aurait pas une valeur suffisante, ou bien encore pour certaines opérations telles que le paiement des taxes, l'achat de propriétés immobilières, la conclusion de certaines affaires pour lesquelles il faudrait autrement payer en numéraire. Il est évident que le chèque certifié, dans ces cas, évite l'usage de l'or et des billets de banque.

Cette variété de chèques était-elle inconnue en France ?

Certes, non, car dès 1865, M. Darimon y fait allusion dans son rapport, en relevant qu'elle n'avait pas coûté beaucoup d'imagination à ses auteurs. Le chèque certifié aurait été emprunté aux procédés des anciennes banques de dépôts, telles qu'elles furent établies à Gênes, à Venise, à Amsterdam et Hambourg. Ces banques ne faisaient point usage des chèques établis au seul profit des négociants ; elles exécutaient leurs virements de comptes au moyen d'un autre instrument : en échange des sommes déposées chez elles en monnaie métallique de toute provenance, elles remettaient des certificats dans lesquels les sommes étaient exprimées en une monnaie idéale qu'on appelait, à cause de cela, monnaie de banque. Le chèque soumis à l'acceptation préalable

ou, comme on l'a appelé récemment de son véritable nom, le chèque certifié, ne serait pas autre chose que l'instrument connu autrefois sous le nom de certificat de dépôt. Voici comment, suivant M. Darimon, on procéderait à son émission : « Avant de délivrer un chèque, on irait à la Banque réclamer un visa constatant que la somme énoncée au chèque existe réellement ; le chèque ainsi revêtu d'un visa prenant la valeur de la monnaie métallique, il inspirerait une confiance entière ; il n'y aurait aucune limite à sa circulation ; il deviendrait bien vite le suppléant commode des billets de banque. » M. Darimon a fort bien relevé la filiation du chèque certifié et il en donne une analyse très exacte.

Pratiquement, en effet, il semble qu'il n'existe guère de différence entre un chèque certifié et un billet de banque. L'un et l'autre permettent le paiement à vue d'une somme déterminée, et la seule différence consiste en ce que, dans le billet, la promesse est exprimée, tandis que le chèque la contient implicitement.

La certification s'est beaucoup répandue aux Etats-Unis en raison des grandes distances qui séparent les villes entre elles et des retards de présentation qui en sont la conséquence. Le chèque certifié est ainsi dans ce pays, comme nous l'avons déjà signalé, plus particulièrement usité pour effectuer les paiements dans les adjudications, liquidations de droits de douane, opérations immobilières, paiement d'effets, etc..

Certains voient dans le chèque certifié le chèque de l'avenir, en raison des garanties qu'il procure.

Etant susceptible de constituer, à côté des billets de banque, une véritable circulation qui n'aurait d'autre garantie que le crédit des tireurs, son emploi ne nous paraît pas sans inconvénients sérieux.

Un chèque peut être tiré sans provision suffisante et cependant peut trouver la certification d'un banquier. La crise américaine de 1884 s'est ouverte à l'occasion d'un chèque certifié de 215.000 dollars dont le paiement dut être différé.

Le paiement d'un billet de banque ne présente aucune difficulté. L'emploi d'un chèque certifié peut donner lieu à des contestations : si le paiement, malgré la certification, ne peut être effectué, le porteur assigne la banque et cette dernière appelle le tireur en garantie. La comparaison avec le billet de banque est donc loin d'être exacte, et, si l'on tient compte de l'obligation d'aller à chaque émission de chèque demander la certification, cette variété de chèques ne nous apparaît pas comme pouvant acquérir une suprématie marquée sur les types que nous avons précédemment examinés (1).

A la Conférence de La Haye de 1912, de très intéressantes

1. Rappelons, pour en terminer avec cette variété de chèques, que les banquiers anglais, non seulement n'ont jamais demandé l'introduction du système américain de certification des chèques, mais encore et surtout à partir de 1907 ont préféré, lorsque cette sorte de chèques leur était demandée, remettre un mandat sur la Banque d'Angleterre.

Il ne faut pas, à ce sujet, confondre la méthode dite « marking of cheques » avec la certification. Lorsque des chèques sont remis à l'encaissement à une banque de Londres affiliée à la Chambre de Compensation trop tard dans la journée pour être transmis au Clearing house avant l'heure de la fermeture, ils sont souvent, si l'import en est élevé, portés

observations sur le degré de sécurité du barrement et de ses variétés furent présentées, soit par la délégation anglaise soit par la délégation allemande. M. Fischel observait notamment avec beaucoup de sagacité que les garanties dues au barrement dépendaient en grande partie de la question de savoir « si le métier de banquier est très limité ou s'il est ouvert à toutes les personnes qui déclarent vouloir se livrer à des affaires de banque ».

En Angleterre, au moment où s'est introduit le « crossing », les « bankers » étaient en nombre limité et les hommes de confiance de leurs clients, et c'est par suite de cette qualité, et non par suite de leur métier, qu'on créait une sûreté plus grande en apposant le barrement.

En France, n'importe qui peut se dire banquier : il suffit de louer un local, d'y établir quelques guichets et de s'inscrire au registre du Commerce. C'est, il est vrai, un titre qui en lui-même n'emporte plus de considération, sauf près de ceux — et ils sont encore nombreux — qui respectent instinctivement les personnes qui passent pour manier de l'argent.

La loi de 1911 aurait pu préciser les caractères du commerce de banque mais le législateur n'ayant jamais défini les conditions à remplir pour être banquier, il est bien difficile de savoir qui, en fait, a le droit de porter ce titre. A l'Assemblée générale de 1912 des membres de la Chambre de

directement à la banque sur laquelle ils sont créés et marqués par elle d'un bon à payer. Cette mention vaut une promesse de paiement des dits chèques à leur présentation, le lendemain matin. Il y a cependant lieu de faire remarquer que les chèques ainsi marqués ne peuvent être négociés après cette formalité, comme c'est le cas pour les chèques « certifiés ».

compensation des banquiers de Paris, M. Ch. Georges Picot reconnaissait que tenter d'établir une liste de banquier « était une tâche à peu près impossible, la liste des patentes elle-même étant incomplète et ne fournissant qu'une nomenclature très inexacte des maisons qui, dans le courant des affaires, sont considérées comme des maisons de banque ».

Aussi, il est regrettable que la proposition qui avait été faite à la Commission du Sénat par le Ministre des Finances, lors de la discussion de la loi de 1911, proposition qui décidait que le chèque barré ne pouvait être touché que par un banquier membre d'une Chambre de compensation ou titulaire d'un compte-courant à la Banque de France, n'ait pas été adoptée.

A un point de vue du reste personnel, les banquiers auraient intérêt à plus de précision. En effet, pour que le banquier tiré d'un chèque barré ne coure aucun risque, il est essentiel qu'il s'assure que le présentateur est bien un banquier; sa propre sécurité en dépend, car, s'il se laisse tromper par de fausses apparences, fût-il de bonne foi, il ne fera pas un paiement libératoire (1).

1. Nos grands établissements de crédit se sont préoccupés de réduire ce risque au minimum; nous sommes heureux de pouvoir, à ce sujet, reproduire une circulaire qui vient d'être adressée par la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial à son personnel des guichets et dont l'application, non seulement conduira à des résultats intéressants au sujet de la sécurité dans les paiements, mais encore permettra au chèque de remplir sa véritable fonction, c'est-à-dire d'être un véritable instrument de virement et de compensation :

Instruction concernant le paiement des chèques barrés

Il est formellement interdit de payer un chèque barré en numéraire, même quand il paraît présenté à la caisse par le représentant d'une banque, à moins qu'une convention bien précise avec le caissier principal de l'éta-

C'est donc pour lui, banquier, l'obligation inéluctable, s'il ne veut courir aucun risque, de vérifier l'identité de la personne qui se présente à ses guichets et de s'assurer² de l'exercice régulier par elle de la profession de banquier.

blissement présentateur assure que l'encaisseur se présente bien au nom de la Banque, et que l'endos du chèque au nom de la Banque, ainsi que l'acquit de celle-ci, sont bien réguliers.

En règle général, les chèques barrés ne doivent jamais être payés en numéraire.

En effet, le paiement en numéraire entraînerait les risques les plus graves.

Le chèque barré doit être obligatoirement présenté à l'encaissement par une banque, que le barrement soit général (c'est-à-dire sans indication de banque entre les deux barres) ou que le barrement soit spécial (c'est-à-dire avec indication entre les deux barres d'une banque déterminée). En conséquence, s'il est payé, dans le cas de barrement général, à une personne autre qu'un banquier, ou, dans le cas du barrement spécial, à une autre banque que la banque désignée, l'établissement payeur n'est pas déchargé et devra payer une seconde fois. Il est donc essentiel de n'opérer aucun règlement qui n'assure, d'une façon certaine, et sans aucun risque, que le paiement a bien été fait entre les mains de la Banque dont l'acquit figure sur le chèque.

Il est impossible d'avoir cette certitude si l'on paie en numéraire à un encaisseur qu'on ne reconnaît pas, et qui se présente au guichet. Quand même on le connaîtrait comme agent de la Banque qui a signé l'acquit, il serait impossible de savoir s'il remettra exactement à sa banque le montant de son encaissement, et lorsque, plusieurs semaines après, une contestation viendrait à se produire au sujet de ce paiement, l'employé du guichet de l'établissement payeur serait hors d'état de prouver entre les mains de qui il a payé, et de justifier par des preuves matérielles que l'argent versé à l'encaisseur est bien parvenu entre les mains de la Banque qui a signé l'acquit, et qui déclare n'avoir rien reçu.

Il faut donc, de toute nécessité, que le règlement d'un chèque barré s'opère par voie de virement, la seule voie qui permette, d'une façon certaine, de savoir que la banque débitrice n'a pas été débitée sans que la Banque qui a signé l'acquit ait bien été créditée.

1° Si la présentation du chèque est faite par un membre de la Chambre de compensation, le règlement par virement est facile, car la présentation sera, en général, faite par l'intermédiaire de la Chambre.

S'il y a exception à cette présentation par l'intermédiaire de la Chambre il y aura lieu d'appliquer le mode de règlement qui est indiqué ci-après pour les Banques ne faisant pas partie de la Chambre de compensation.

2° La Banque qui présente le chèque n'appartient pas à la Chambre de

Mais quel est le critérium auquel il peut se référer ?

Il n'en existe point et il ne peut se mettre à l'abri du danger qu'il coure qu'en faisant de la compensation.

La Compensation supprime évidemment le risque, mais, hélas, combien de maisons de banque emploient-elles le procédé de la compensation pour leurs règlements ?

La loi du 26 janvier 1917 a cependant voulu encourager cette pratique, en permettant au banquier de domicilier sans

compensation. Dans ce cas le guichet payeur devra, en vertu de la loi du 26 janvier 1917, qui autorise le débiteur d'un chèque à domicilier le paiement du chèque de la Banque de France, porter, en bas du chèque, la mention : « payable à la Banque de France », et faire suivre cette mention des signatures autorisées pour signer les mandats de virement roses de la Banque de France.

Le chèque sera alors rendu au présentateur, entre les mains duquel il aura la même valeur qu'un virement rose. Le présentateur n'aura qu'à verser ce chèque à son compte à la Banque de France, qui créditera l'établissement présentateur, comme elle le ferait pour un virement.

En ce qui concerne les succursales, le paiement aura toujours lieu par la délivrance d'un virement et non par domiciliation sur le chèque lui-même. Si le présentateur refuse la novation provenant de la remise d'un virement banque, la succursale renverra le présentateur à la Caisse principale du siège et avisera le contrôle des succursales afin qu'il autorise le contrôle des caisses à accepter le chèque.

Les employés des guichets siège et succursales qui ne se conformeraient pas à ces modes de règlement engageraient leur responsabilité, au cas où un chèque barré aurait été payé à un voleur.

Le président de la Chambre de compensation des banquiers de Paris communiquera, par circulaire du 5 janvier, le texte de la présente instruction à tous les membres de la Chambre de compensation, en attirant leur attention sur les garanties que son adoption peut donner à l'établissement payeur d'un chèque barré.

En conséquence, les agents du contrôle des caisses et les chefs de succursales du Crédit Industriel et Commercial, qui auront à faire application de la présente instruction à des présentateurs de chèques barrés, auront soin de dire qu'ils agissent en conformité de la circulaire du président de la Chambre de compensation, en date du 5 janvier 1923.

Paris, le 2 janvier 1923.

Le Directeur,
Signé : DESCHAMP.

frais tout chèque barré présenté à l'encaissement, soit à la Banque de France, soit dans une Chambre de Compensation.

L'addition sur le chèque de cet ordre de virement ne donne ouverture à aucun nouveau droit de timbre et, tout en favorisant la compensation, évite les risques d'un paiement mal fait. Aussi, a-t-on pu dire que, si la loi du 30 décembre 1911 a donné la sécurité au tireur d'un chèque barré, la loi du 26 janvier 1917 a donné au banquier tiré d'un chèque barré la possibilité de se garantir de tout risque.

Il n'en reste pas moins que la facilité avec laquelle n'importe qui peut se parer du titre de banquier influe défavorablement sur la sécurité du chèque.

La loi attache à la profession de banquier des prérogatives spéciales : le chèque ne peut être barré qu'au nom d'un banquier ; s'il est barré d'une façon générale, il peut être touché par tous les banquiers, mais par eux seuls ; enfin, le chèque barré ne peut être tiré que sur un banquier.

Il y a là au fond un privilège pour l'exercice duquel on n'exige aucune garantie.

La question est, du reste, plus élevée, et les scandales périodiques auxquels donne lieu l'absence de toute réglementation du métier de banquier finiront sans doute, soit par attirer l'attention du législateur, soit par provoquer l'adoption, par les intéressés eux-mêmes, de mesures de protection.

Et cette intervention n'aura jamais été plus opportune. La richesse mobilière se développe en proportion et aux dépens de la fortune immobilière, et les banquiers interviennent ainsi

de plus en plus dans les actes courants de la vie et de l'administration des biens, aux lieu et place du notaire.

Les dépôts de fonds augmentent sans cesse dans les banques, la fortune consiste surtout en titres, et, par extension de sa mission, faite de confiance et de discrétion, le banquier est appelé à donner des conseils, à gérer des patrimoines, à administrer même des intérêts immobiliers.

Il faut, pour exercer la médecine et la pharmacie, des parchemins et un minimum d'âge : l'intérêt de la santé publique l'exige, à bon droit.

Par contre, à tout âge, sans diplôme, et sans aucune garantie, quiconque a le droit de gérer la fortune d'autrui !

Une réforme s'impose donc. Elle peut être réalisée, soit par les banquiers eux-mêmes, soit par le législateur, mais son caractère d'urgence ne saurait plus être discuté.

Des observations qui précèdent, on peut dégager les conclusions que voici :

A) La loi du 30 décembre 1911 est venue ajouter au chèque ouvert, tiré sur n'importe quelle caisse et toujours en usage, le chèque barré, qui ne peut être tiré que sur un banquier.

B) Le barrement est un facteur de sécurité, plus qu'un moyen de compensation.

Diverses additions imaginées par la pratique ont étendu soit la sécurité qu'il est susceptible de procurer, soit le rôle qu'il peut jouer dans la compensation.

C) En vue du développement de la compensation, sans laquelle la fonction économique du chèque se trouve réduite à celle d'instrument de paiement, il faut souhaiter :

D'une part, que l'émission du chèque ouvert ne puisse être opéré que sur banquiers, de façon que tout maniement d'espèces soit évité et que la compensation puisse éventuellement jouer ;

D'autre part, qu'à côté du chèque barré, qui pénètre peu à peu dans nos habitudes et auquel on doit l'éducation du public avec l'usage des comptes en banques, on institue parallèlement le chèque de mise en compte qui, seul de toutes les variétés de chèques, conduit nécessairement à faire du chèque uniquement un instrument de compensation, sans mouvement de caisse, sans maniements de fonds.

Les objections qui ont été faites en 1911 à son adoption, à savoir la perte du bénéfice de la campagne qui avait été faite en faveur du chèque barré, n'ont plus évidemment de raison d'être.

Le chèque barré aura permis la liaison d'un instrument théoriquement parfait, mais réalisé sous une forme imparfaite par le législateur de 1865, avec une forme de chèque qu'exigent à la fois la sécurité de sa circulation, son rôle économique et les conditions actuelles de notre marché monétaire.

D) La liberté du commerce de banque n'est pas sans inconvénients. Des réformes s'imposent et sont réclamées par toutes les maisons honnêtes.

L'augmentation des dépôts dépend de la confiance du public dans les banques, le développement de l'emploi du chèque est intimement lié à la solvabilité du tiré.

Le crédit du tireur est, lui aussi, un élément de première importance pour la bonne fin du chèque ; les conditions dans lesquelles il est susceptible d'être garanti vont être maintenant examinées.

CHAPITRE V

La loi du 2 août 1917. — Ses premières applications. — Permet-elle la pratique du blocage ? — La question de la révocabilité du chèque.

L'emploi des effets de commerce implique bien davantage que celui des billets de banque l'élément confiance.

Il est évident que la valeur du chèque dépend, en particulier, de la solvabilité du tireur. Celui qui accepte un chèque en paiement d'une dette quelconque s'expose, en effet, à voir le banquier chargé de l'encaissement lui en faire retour, soit parce que la banque sur laquelle le chèque est tiré n'a pas provision suffisante au crédit du tireur, soit même parce que ce dernier n'a plus de compte dans cette banque.

« Tout le monde, écrivait déjà M. Darimon dans son rapport, n'a pas la notoriété d'un Rothschild ; il peut se faire que, si l'on offre un chèque en paiement, on se le voie refuser et qu'on soit obligé de remplacer le carnet de chèques par une bourse bien garnie. »

L'objet de la loi du 2 août 1917 a été d'entourer le chèque de toutes les garanties possibles quant à son paiement.

Nous allons voir dans quelle mesure elle a augmenté la sécurité du chèque, condition essentielle de son développement.

Cette loi comprend deux dispositions :

1° Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-

ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de la dite provision ;

2° Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible d'une amende de 6 0/0. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque ni être inférieure au quart de cette valeur.

L'article 463 du Code Pénal est applicable au délit visé par cette loi.

La première de ces dispositions ne se comprend que si l'on est au courant de la Jurisprudence en matière de provision partielle. Dans cette hypothèse, et avant la promulgation de la loi sus-visée, deux solutions étaient possibles : l'on pouvait décider que le chèque était valable jusqu'à concurrence de la provision ou bien, au contraire, qu'il était nul pour le tout. C'est dans ce dernier sens que les Tribunaux, après certaines hésitations, avaient fini par se prononcer. Dans un arrêt célèbre (15 mars 1905), que nous reproduisons ci-après, la Chambre civile de la Cour de cassation assimile l'insuffisance de provision à l'absence de provision. Il s'agissait d'une espèce dans laquelle le chèque émis était de 6.000 francs et la provision de 5.711 fr. 50 :

« LA COUR,

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 14 juin 1865 et 5 de la loi du 19 février 1874 ;

... Attendu que le chèque n'est valable et ne peut produire d'effets que si le tiré a préalablement entre les mains une provision suffisante pour que le montant en soit acquitté à la première réquisition ; que la nullité existe en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision, le chèque n'étant pas alors ce qu'il doit être dans l'esprit du législateur : un instrument, non de crédit, mais de paiement ; — Attendu, en fait, qu'il est constaté que, le 15 juillet 1898, Gueydon, agent de change à Marseille, avait émis un chèque de 6.000 francs sur Benoist, Gorgue et C^{ie}, banquiers à Paris, à l'ordre de la Société Marseillaise du Crédit Industriel de Commercial ; qu'à l'échéance, les tirés refusèrent de payer par le motif qu'ils n'étaient détenteurs que d'une somme de 5.711 fr. 50 au crédit du tireur ; que Gueydon ayant, ce même jour, été déclaré en faillite, Benoist et C^{ie}, sur la réquisition du Syndic, versèrent à la caisse de la faillite cette somme, que la Société Marseillaise a revendiquée comme constituant, jusqu'à due concurrence, la provision du chèque ; — Attendu que l'arrêt attaqué a admis la demande en condamnant solidairement le syndic, ès-qualités, et Benoist, Gorgue et C^{ie}, sous prétexte que le tiers porteur avait, comme cessionnaire de créance, le droit d'exiger, sans que le tiré pût s'y refuser, le paiement des sommes dont celui-ci était débiteur envers le tireur, lors même qu'elles représentaient seulement une partie du chèque ; — Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour d'Appel de Nîmes a violé les articles de loi précités ; — Par ces motifs, casse... »

Cet arrêt de Cassation n'a pas en général été approuvé. Voici notamment les observations qu'il a suggérées à M. Léon Lacour, professeur à la Faculté de Droit de Lille, actuellement chargé de Cours à Paris :

« La crainte de la nullité, en diminuant la sécurité sur laquelle les porteurs croyaient pouvoir compter, ne va-t-elle pas constituer, en définitive, une entrave fâcheuse à la circulation des chèques ? Sans doute, la nullité ne peut être que totale lorsqu'elle résulte d'un vice qui affecte l'acte tout entier

et sans division possible ; par exemple, lorsqu'elle est due à un vice du consentement. Mais il n'en est pas toujours ainsi. M. Lyon-Caen, dans sa dissertation sur le présent arrêt (Sirey 1905 t. I, p. 161) fait justement observer que, si vous souscrivez une reconnaissance de dette pour une somme qui doit vous être prêtée et si vous ne recevez effectivement qu'une somme inférieure, votre obligation est nulle pour défaut de cause, mais seulement en partie ; elle demeure valable jusqu'à concurrence de la somme réellement prêtée... »

Comment justifier, d'autre part, la différence qui serait ainsi établie entre la provision de la lettre de change et celle du chèque ?

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 15 février 1832 a admis, en effet, que la provision est acquise au porteur de la lettre de change, quelle soit intégrale ou partielle. Aussi M. Léon Lacour concluait-il : « La Cour de cassation doit s'attendre au reproche d'avoir méconnu les besoins de la pratique, dont elle tient habituellement un si grand compte. On ne manquera pas de dire qu'elle est entrée dans une voie déplorable au point de vue économique. L'élément de crédit réel qui résulte dans notre législation du droit exclusif accordé au porteur sur la provision sera subordonné à l'existence d'une provision totale : il va disparaître toutes les fois qu'elle n'atteindra pas le montant de l'effet, alors même que l'écart serait d'une somme dérisoire... »

Ainsi, il suffisait d'une différence de quelques centimes entre le montant de la provision et celui du chèque pour que cet écrit fût frappé de nullité. Au temps des actions de la loi,

le plaideur, suivant Gaius, qui employait un mot à la place d'un autre perdait pour cela seul son procès et ce rigorisme nous surprend. Il en est de même de cette décision qui jure avec les idées de notre époque et avec l'esprit libéral de notre droit commercial; aussi, l'évolution nécessaire devait-elle fatalement se produire.

En 1912, à La Haye, la question de la provision partielle retint longuement l'attention des délégations. Voici la solution qui prévalut: par 17 voix contre 1, on décida que le porteur ne pouvait pas être contraint d'accepter un paiement partiel, mais que le chèque était valable jusqu'à concurrence de la provision.

C'est également dans ce sens que notre législation a fini par se prononcer (loi du 2 août 1917), donnant ainsi au commerce et au public l'assurance que le porteur d'un chèque ne sera plus exposé, en cas d'insuffisance de la provision, à se trouver muni d'un titre nul, danger d'autant plus redoutable qu'il peut se produire même à l'insu du tireur, soit que celui-ci ait commis un oubli ou une erreur de calcul, soit que son banquier, à raison d'une opération faite dans son intérêt, ait débité son compte d'une certaine somme et ne l'en ait prévenu qu'après la délivrance du chèque.

Il n'est pas douteux que, par cette première disposition de la loi du 2 août 1917, la sécurité du chèque s'est trouvée sensiblement accrue et sa circulation facilitée.

La même loi s'est en outre attachée à supprimer un autre risque: le défaut de provision. De tous les risques que comporte le chèque, il va de soi que c'est le plus sérieux et le

plus fréquent, puisque avec provision un chèque vaut de l'or, et sans provision, ce n'est qu'un chiffon de papier.

En Angleterre, il semble que l'émission d'un chèque « non provisionné » soit rare et il n'est pas inutile d'expliquer pourquoi. Notons tout d'abord qu'il n'y a pas chez nos voisins de peines spéciales pour l'émission d'un chèque à découvert : « Celui qui tire un chèque sans posséder des fonds suffisants pour y faire face est soumis aux peines prévues par le droit civil dans le cas d'une lettre de change, mais celui qui tire un chèque sur une banque où il n'a pas de compte, ou s'il a la certitude que le chèque ne sera pas payé, est passible des peines criminelles prévues par la loi relatives à la fraude » (Réponse de la Grande-Bretagne au Questionnaire présenté par le Gouvernement Royal des Pays-Bas, 1912).

En Angleterre, l'émission d'un chèque sans provision ne constitue donc pas un délit spécial, mais elle est sévèrement réprimée par le droit commun.

Peut-être d'ailleurs n'est-ce pas la crainte de ces pénalités qui rend assez rare en Grande-Bretagne l'escroquerie au chèque. En premier lieu, il n'est pas aisé d'obtenir d'une banque anglaise l'ouverture d'un compte et la remise d'un carnet de chèques : « Il ne faut pas croire que le premier venu soit admis à avoir un compte-courant chez un banquier. Le postulant doit être recommandé par des personnes honorables et pouvoir donner des renseignements certains sur sa solvabilité et de plus sur sa moralité. Avant l'ouverture du compte, le nouveau client est tenu de verser au minimum une somme de 2.500 francs et de s'engager à rester toujours créancier, par conséquent à

ne jamais tirer sur son banquier une somme plus forte que celle qui repose à son avoir » (Rapport Darimon).

Peu à peu, il est vrai, on s'est relâché de ces exigences : la présentation n'est devenue qu'une formalité ; les comptes courants sont ouverts pour de moindres dépôts, notamment par les banques de second ordre. Cela s'explique spécialement par la concurrence effrénée que se font les Etablissements de crédit anglais. Pour vivre, ils en sont venus à organiser la chasse aux clients. Le remède serait dans la disparition des petites banques et leur fusion dans de puissants Etablissements. Il semble que, depuis la guerre surtout, il y ait en Angleterre une remarquable évolution dans ce sens.

Il y a enfin dans ce pays un terrain qui n'est pas favorable à l'escroquerie au chèque : l'émission d'un chèque non provisionné apparaît comme un acte tout à fait déshonorant. Il ne cadre pas du tout avec les mœurs commerciales du Royaume-Uni. Il y a des choses qui ne se font pas, et l'escroquerie au chèque est de celles-là.

L'expérience de la Banque d'Angleterre a été à ce sujet des plus concluantes : le nombre des chèques falsifiés est, sinon inexistant, du moins tout à fait négligeable (Rapport du Sous-Comité du chèque réuni à Londres en mai 1913, p. 8, Bruxelles, Hayez 1914).

En France, les conditions sont assez différentes ; les Banques ouvrent des comptes et délivrent des carnets de chèques à peu près sans formalités ; elles acceptent des dépôts infimes ; enfin, il faut ajouter qu'il n'y a pas la même ambiance qu'en Angleterre. L'émission d'un chèque sans provision est parfois

accueillie avec une certaine indulgence par le public, surtout si elle est au détriment des commerçants de luxe (bijoutiers et autres), et si elle révèle une habileté peu commune.

Aussi, le législateur a-t-il fini par en faire un délit spécial. Il n'est pas superflu d'indiquer ici brièvement l'évolution de la question.

Dans le projet présenté par le Gouvernement impérial en 1864, se trouvait un article ainsi conçu : « L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision sont punis, en cas de mauvaise foi, des peines édictées par l'article 405 du Code Pénal, sauf application, s'il y a lieu, de l'article 463 du même Code ». Cette proposition fut rejetée par la Commission comme « dangereuse et inutile ».

La Commission ne méconnaissait d'ailleurs pas qu'un système de pénalités spéciales augmenterait la confiance du public dans le chèque, et, par suite, aiderait à son développement. Mais elle craignait que de telles dispositions ne puissent s'appliquer à des tireurs de bonne foi et ne les découragent. Bref, elle redoutait que la peur d'un mal ne conduisît à une situation pire.

Aussi rejeta-t-elle également l'amendement suivant : « l'émission d'un chèque sans provision préalable, et le retrait de la provision après la délivrance du chèque sont punis, en cas de mauvaise foi, d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, sauf l'application s'il y a lieu de l'article 463 du même Code ».

Mais, tout en écartant cette disposition, la Commission tint à déclarer « que les faits délictueux dans lesquels le chèque serait employé pour commettre une escroquerie étaient punis-

sables, que les pénalités du droit commun leur étaient applicables ». Et le Corps législatif accepta la disposition suivante : « Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende (6 0/0), sans préjudice des peines correctionnelles s'il y a lieu. »

Ce texte a reçu l'interprétation jurisprudentielle suivante : Le simple fait de l'émission d'un chèque sans provision préalable constitue une contravention fiscale, mais non point un délit correctionnel ; il ne tombe sous le coup de l'article 405 que s'il est accompagné de manœuvres frauduleuses. On avait craint évidemment que trop de sévérité n'entravât la circulation du chèque, mais la peur d'un mal fait quelquefois tomber dans un mal pire, et peut-être cette politique d'indulgence entraîna-t-elle plus d'inconvénients que n'en eût produit une politique de répression rigoureuse.

A la veille de la Conférence de La Haye en 1912, le Gouvernement français consulta l'Union Syndicale des Banquiers de Paris et de Province sur les sanctions civiles et pénales qu'il conviendrait d'attacher à la création d'un chèque sans provision. Voici la réponse qu'il reçut : « Il semblerait qu'au point de vue français, le mieux serait à ce sujet de reproduire l'article que contenait le projet du Gouvernement lorsqu'il a présenté la loi créatrice du chèque en 1865... Il est indispensable que le porteur soit, dans toute la mesure du possible, à l'abri d'une fraude trop facile à commettre. »

La loi du 2 août 1917 s'est inspirée de ces considérations et son adoption en pleine guerre a été certainement provoquée par le désir de développer l'usage du chèque et de diminuer

ainsi la circulation excessive des billets. Elle n'a pas reproduit le texte primitif du projet du Gouvernement impérial, mais celui de l'amendement qu'un membre de la Commission avait voulu lui substituer et que nous avons rappelé ci-dessus. Dans le dessein de fortifier la confiance du public dans le chèque et, par voie de répercussion, de restreindre la circulation des billets de banque, la loi sus-visée a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre de mauvaise foi un chèque non provisionné.

Que la loi du 2 août 1917 marque un pas dans la voie de la répression et, par suite, augmente la sécurité du chèque, on en trouve la preuve dans un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 27 juin 1918 :

« Attendu que le 29 septembre 1917, le sieur A. achetait du sieur S. après échantillonnage, un lot de lentilles en entrepôt à la Halle aux Cuirs, moyennant le prix de 22.025 francs ;

« Attendu que S. s'étant rendu le jour même à la banque pour toucher son chèque, on refusa de le lui payer parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A. s'était bien gardé de prévenir S. ;

« Attendu qu'il fut d'autre part démontré par la suite que A. n'avait pas à la banque provision suffisante en espèces pour payer le chèque ;

« Attendu qu'à raison de ces faits, A. est poursuivi : 1^o pour escroquerie, 2^o pour émission de chèque sans provision, délit prévu par la loi du 2 août 1917... »

En ce qui concerne l'escroquerie, le Tribunal acquitte, l'inculpation ne paraissant pas suffisamment établie ; c'est dire que, sous l'empire de la loi de 1865, l'inculpé serait demeuré indemne. Mais, en ce qui concerne l'émission d'un chèque sans provision :

« Attendu qu'il était déjà reconnu en Jurisprudence (avant la loi du

2 août 1917) que l'on ne pouvait considérer comme constituant une provision en matière de chèque l'inscription à un compte courant d'effets négociables non encore échus ;

« Attendu que cette théorie doit être beaucoup plus rigoureusement appliquée depuis la loi du 2 août 1917 qui, dans un but de défense nationale, pour économiser la circulation des billets de banque afin de fortifier la confiance du public dans le chèque, a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible ;

« Attendu que la mauvaise foi de A. résulte suffisamment de cette circonstance qu'au moment même où il émettait le chèque litigieux, il savait pertinemment qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a post-daté son chèque sans prévenir S.

P. C. M.

« Acquitte A. du chef d'escroquerie ;

« Le déclare coupable d'avoir, depuis moins de trois ans, à Paris, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, délit prévu et puni par l'article 2 de la loi du 2 août 1917 ;

« Le condamne en conséquence à 500 francs d'amende » (*Gazette des Tribunaux*, 2 et 3 décembre 1918).

Une nouvelle et intéressante application de la loi du 2 août 1917 a été faite dans le jugement suivant du même Tribunal en date du 29 mars 1922 (*Gazette des Tribunaux*, 22 et 23 mai 1922) :

« Le Tribunal,

« Attendu que, par ordonnance du 28 février 1922, Gilbert a été renvoyé devant le Tribunal correctionnel sous inculpation d'avoir, à Paris, le 26 avril 1921, en tout cas depuis un temps non prescrit, émis de mauvaise foi un chèque sans provision préalable et disponible ;

« Attendu que la Société des Talcs de Luzenac s'est constituée partie civile et que, conclusions prises à l'audience, elle demande que Gilbert soit condamné à lui payer : 1° la somme de 3.400 francs, montant au chèque émis sans provision, avec intérêts de droit du jour du protêt, et 2° celle de 1000 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Attendu que, le 26 avril 1921, Gilbert a remis à la Société des Talcs de Luzenac un chèque de 3.400 francs sur la Banque Populaire

Industrielle et Commerciale de la Banlieue-est de Paris en paiement de dix tonnes de talc qu'il avait achetées ;

« Que ce chèque n'a pas été payé lors de sa présentation, faute de provision ;

« Que des pourparlers eurent lieu alors entre Gilbert et la Société des Talc de Luzenac à la suite desquels, sur l'avis de Gilbert que le paiement aurait lieu, le chèque fut présenté de nouveau ; mais que la banque ayant déclaré qu'elle n'avait pas d'avis pour payer le dit chèque, un protêt fut dressé le 3 juin 1921, par le ministère de Dessaix, huissier à Paris ;

« Que Gilbert soutient que, si le paiement n'a pas été effectué lors de la première présentation, c'est qu'il avait omis de prévenir le directeur de la banque qui, même en l'absence de fonds disponibles à son compte, lui consentait des avances, mais à la condition qu'il l'eût averti des sommes qu'il aurait à payer pour lui ; qu'il ajoute qu'à la seconde présentation, le chèque n'a pas été payé par suite d'une erreur de banque dont il justifie par une lettre du directeur reconnaissant cette erreur ;

« Attendu que, même en admettant les explications de Gilbert, il n'en reste pas moins établi que lorsque, le 26 avril 1921, il a émis le chèque, il n'y avait pas à son compte provision suffisante et disponible et qu'il lui appartenait de prendre les mesures nécessaires pour que, faisant appel aux dispositions bienveillantes à son égard du directeur de la banque, et suppléant ainsi à l'absence de provision en espèces, le chèque soit payé à présentation ;

« Qu'il importe peu que, dans la suite, il se soit entendu avec la banque pour faire effectuer le paiement sur nouvelle présentation et que ce second défaut de paiement provienne ou non d'une erreur de la banque ;

« Qu'en effet, le législateur a voulu que le chèque soit l'équivalent d'un paiement en espèces, et puisse être immédiatement transformé en espèces par le bénéficiaire, ce qui implique la nécessité absolue d'une provision suffisante et disponible en espèces lors de la création et de la présentation du chèque ;

« Que dès lors, donc que le chèque n'a pas pu être payé, faute de provision lors de sa présentation, le délit d'émission de chèque sans provision est établi ;

« Par ces motifs :

« Faisant application de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1917, condamne Gilbert à 300 francs d'amende ;

« Et statuant sur les conclusions de la partie civile :

« Attendu que, par suite des faits ci-dessus relatés, la Société demanderesse a éprouvé un préjudice dont il lui est dû réparation ; que ce tribunal a les éléments nécessaires pour l'apprécier ;

« Condamne Gilbert par toutes voies de droit et même par corps, à payer à la Société des Talcs de Luzenac : 1° la somme de 3.400 francs, montant du chèque, avec intérêts de droits du jour du protêt ; 2° la somme de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Le condamne, en outre, aux dépens ».

En somme, aujourd'hui, l'émission d'un chèque sans provision peut constituer trois infractions distinctes punies de peines différentes :

L'émission accompagnée de manœuvres frauduleuses prévues par l'article 405 du Code pénal constitue une escroquerie punie des peines prévues par cet article (emprisonnement de 1 à 5 ans et amende de 50 à 3.000 francs).

L'émission faite de mauvaise foi, mais sans aucune des manœuvres frauduleuses précisées dans l'article 405 du Code pénal, est prévue par l'article 2 § 3 de la loi du 2 août 1917 et punie d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende qui ne peut excéder le double de la valeur nominale du chèque ni être inférieure au quart de cette valeur.

Enfin, l'émission d'un chèque non provisionné, faite sans manœuvres frauduleuses ou de bonne foi, ne constitue qu'un délit contraventionnel frappé d'amendes fiscales.

On a ainsi une gamme de pénalités assez heureusement comprise. Dans les espèces précitées, on a pu saisir sur le vif l'accroissement de sécurité que la loi du 2 août 1917 a apporté au chèque.

Est-ce à dire que le risque de défaut de provision ait disparu ? Ce serait s'illusionner que de le croire. Les pénalités

de la loi de 1917 ne sont peut-être pas suffisantes pour décourager les personnes qui pratiquent la création de chèques non-provisionnés, et les professionnels ne seront sans doute pas arrêtés par elles.

Mais les non-professionnels pourront l'être, et c'est déjà un progrès.

On veut aller plus loin, et M. Valude a déposé le 17 décembre 1920, sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER

Quiconque procédera à l'émission d'un chèque sans provision préalable ou le retrait de la provision, après la délivrance du chèque, est présumé avoir agi de mauvaise foi; il lui sera néanmoins loisible d'apporter le cas échéant la preuve contraire.

ARTICLE 2

L'auteur du délit prévu à l'article 1^{er} sera puni d'une peine de six mois à deux années d'emprisonnement, sans préjudice de l'application de l'amende fiscale prévue par l'article 6 de la loi du 14 juin 1865.

ARTICLE 3

Le texte de la présente loi sera inscrit en tête de tous les carnets de chèques vendus ou distribués par les sociétés de crédit.

Toute contravention au présent article sera punie d'une amende de 16 francs à 1.000 francs.

Cette proposition ne nous paraît pas heureuse, car elle heurte un principe essentiel de notre Droit, à savoir que la bonne foi se présume.

Cette présomption de faute ne serait pas sans effrayer le public et la loi irait à l'encontre du but qu'elle poursuit, et nuirait à la diffusion du chèque.

La proposition contenue dans l'article 3 du projet ci-dessus de M. Valude présente cependant un intérêt. Ne pourrait-on, en effet, obliger les Etablissements de crédit émetteurs de carnets de chèques à inscrire en tête de ces carnets les dispositions de la loi de 1917 ? Les billets de banque rappellent bien à tout porteur les peines auxquelles s'exposent les falsificateurs, et la mention sur les chéquiers des sanctions susceptibles d'être encourues par le tireur d'un chèque insuffisamment provisionné aurait certainement un effet salubre.

La loi de 1917 ne comporte-t-elle pas cependant des lacunes ? D'aucuns n'hésitent pas à l'affirmer.

Visant expressément « celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision », elle ne saurait atteindre, soutient-on, celui qui émet un chèque avec provision insuffisante, et ne saurait davantage s'appliquer lors de l'existence d'une provision qu'une opposition du tireur postérieure à l'émission vient paralyser.

Ces deux cas ne se trouvant pas expressément visés, et les lois pénales s'interprétant restrictivement, on ne saurait, soutient-on, en tirer des jugements d'analogie, ni des jugements d'*a fortiori*...

Et à l'appui de cette opinion, on fait valoir l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 25 novembre 1917, qui a infirmé un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 4 juin 1920, décidant que la loi du 2 août 1921 ayant eu pour but de diminuer la circulation fiduciaire et de fortifier la confiance du public dans le chèque pour en étendre l'emploi, tout

procédé employé par le tireur pour s'opposer à ce que le bénéficiaire du chèque en touchât le montant, encore bien qu'il y eût provision préalable et disponible, constituait le délit prévu par la loi précitée.

Voici, au surplus, les considérants de cet arrêt :

« Considérant que, le 23 février 1919, Descorps a commandé à Citroën 4 coupés ville, au prix de 9.800 francs chacun, et qu'il a versé comme acompte une somme de 10.000 francs ; qu'à la suite d'une première livraison, et de modifications apportées au contrat primitif, Descorps se soumit aux majorations qui lui furent imposées, acceptant que le prix des trois voitures restant encore à livrer fût porté à 12.400 francs l'une ;

« Considérant que le 21 février 1920, Descorps vint lui-même à l'usine prendre livraison des trois dernières voitures, lesquelles lui furent facturées au prix de 22 500 francs chacune, ce qui, avec la taxe de luxe de 10 0/0, et sous déduction des acomptes déjà versés, représentait un chiffre global de 69.250 francs ; que Descorps remit aussitôt en paiement un chèque d'égale somme sur la Banque Jules Strauss ; mais que, le jour même, il avisait son banquier de ne pas payer les chèques et prevenait Citroën qu'une grossière erreur s'étant glissée dans l'établissement des factures, il avait donné l'ordre qu'on refusât le paiement, ne se reconnaissant débiteur que de 9.800 francs par voiture, prix prévu au contrat primitif ; que le chèque non payé fût protesté et donna lieu, de la part de Citroën, à une assignation en police correctionnelle, sous la prévention d'infraction à l'article 6 de la loi du 14 juin 1865, modifiée par celle du 18 février 1874 et par la loi du 2 août 1917, article 2 ;

« Considérant que le jugement entrepris a décidé que Descorps avait commis le délit d'émission de chèque sans provision préalable et disponible ; que, par des considérations juridiques, s'inspirant du but poursuivi par le législateur, il a assimilé l'opposition à paiement au retrait en tout ou en partie de la provision après l'émission du chèque, Descorps ayant ainsi frauduleusement obtenu la livraison des trois automobiles dont la vente était faite au comptant et que Citroën ne lui aurait pas remises, s'il avait su que les chèques étaient sans provision ;

Considérant qu'il n'est pas douteux que Descorps, en voyant passer sans résultat, malgré ses nombreuses réclamations, les dates de

livraisons prévues au contrat du 25 février 1919 et dans les accords qui ont suivi, a voulu s'assurer la remise toujours différée de ses voitures : que, si peu délicat qu'ait été le procédé auquel il a eu recours, il y a lieu de rechercher si les opérations demandées par la partie civile prennent leur source dans une violation de la loi du 2 août 1917 ;

« Considérant tout d'abord qu'à l'émission du chèque, 21 février 1920 il y avait une provision préalable et disponible, ainsi qu'en fait foi le relevé de compte de Descorps à la banque Jules Strauss, et qu'il n'a été effectué, postérieurement à l'émission, aucun retrait même partiel, points qui, d'ailleurs, ne sont pas contestés ;

« Considérant qu'à défaut d'une disposition expresse de la loi, on ne saurait, par voie d'analogie ou d'assimilation, ajouter au texte précis et limitatif d'une loi répressive des modalités qui n'y figurent pas ; qu'en l'espèce, Descorps s'est borné à suspendre un paiement auquel il estimait ne pas être tenu jusqu'à ce que la justice ait statué sur le différend existant entre lui et Citroën, sans exposer toutefois celui-ci au préjudice qui fût résulté pour lui d'un retrait total ou partiel de la provision, si Descorps l'avait effectué en violation de la loi du 2 août 1917 ; qu'en effet, Citroën a pu prendre les mesures conservatoires que justifiait la sauvegarde de ses intérêts, en pratiquant des oppositions entre les mains du banquier Strauss... »

« Par ces motifs :

« Infirme le jugement en ce qu'il a fait une fausse application de la loi du 2 août 1917, etc... »

Cet arrêt a fait l'objet, dans la *Gazette du Palais* du 2 décembre 1921, des observations suivantes :

« Cet arrêt est, à notre connaissance, le premier rendu sur cette question délicate.

Il infirme un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine et paraît faire une application plus exacte des principes. Nous sommes, en effet, en droit pénal, c'est-à-dire en droit strict ; or, la loi du 2 août 1917 ne vise que l'absence de provision préalable et disponible ou le retrait de la provision. Dans notre espèce, il y avait provision qui ne fut jamais retirée, le tireur s'étant borné à se servir du procédé connu dans

le commerce sous le nom de « bloquage » du chèque. Ce « bloquage », avait pensé le Tribunal de première instance, avait précisément pour effet de rendre indisponible la provision.

En réalité, le mot « disponible », déjà employé par la loi du 14 juin 1865, qu'a complétée la loi du 2 août 1917, doit s'entendre, comme le faisait remarquer le commissaire du Gouvernement de 1865, « d'une convention préalable en vertu de laquelle le dépositaire s'est engagé à tenir à la disposition du déposant les sommes nécessaires pour payer ses ordres à présentation ». C'est donc, dans les rapports entre tireur et tiré que doit s'envisager le mot « disponible » ; il faut un dépôt à vue et libre. Un dépôt à trois mois, par exemple, un dépôt frappé d'une saisie-arrêt par un tiers, un dépôt constitué par des effets à recouvrer, quelle que fût la solvabilité du débiteur, ne constitueraient pas une provision disponible.

La défense de payer faite par le tireur au tiré n'entame donc point ce caractère de disponibilité ; c'est une simple suspension de paiement qui ne met pas en péril les droits du bénéficiaire, qui n'expose pas celui-ci au préjudice qui résulterait d'un retrait total ou partiel de la provision.

Sans doute y a-t-il là un amoindrissement de cette valeur particulière que le législateur de 1917 a voulu donner au chèque : mais il lui appartient d'en compléter l'efficacité... »

Nous verrons plus loin ce qu'il y a de fondé dans ces observations et notons seulement pour l'instant que la Cour

suprême n'a nullement admis cette manière de voir, en cassant l'arrêt ci-dessus, au motif suivant :

« Mais attendu que le prévenu n'avait obtenu la livraison des voitures par lui commandées qu'en échange du chèque que Citroën considérait comme un paiement définitif ; que l'ordre donné à son banquier par Descorps de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et rendrait illusoire la remise du chèque ; que la situation ainsi créée, avec une mauvaise foi qui ressort des constatations de l'arrêt attaqué, était nécessairement préjudiciable à Citroën et contraire à l'esprit et au texte de l'article sus-visé ;

« Par ces motifs :

« Cassé... »

(Ch. Crim., 31 mars 1922).

Cet arrêt, qui admet que le contre-ordre donné par le tireur d'un chèque à son banquier équivalait au retrait de la provision, a été lui-même commenté dans une note de Dalloz qui le justifie avec des arguments dont la subtilité juridique ne manquera pas de frapper.

« L'article 2 de la loi du 2 août 1917, complétant les lois des 14 juin 1865 et 19 février 1874 sur la législation des chèques, dispose (§ 3) que « celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ». Sous l'empire des lois de 1865 et de 1874, il était admis que, bien que la création du chèque impliquât transfert de la propriété au porteur, le tireur, en qualité de mandant, avait le pouvoir d'interdire au tiré, considéré comme man-

dataire, de payer l'effet à présentation. Il en résultait que le porteur était mal protégé contre la fraude. C'est pour inspirer confiance au porteur et favoriser les paiements par compensation, en réduisant les mouvements de numéraire, que l'article 2 de la loi du 2 août 1917 a réprimé, par l'institution d'un délit spécial, tant le retrait de la provision que l'émission d'un chèque sans provision. *Le mandat, regardé jusqu'alors comme constitué exclusivement au profit du tireur, et comme pouvant ainsi prendre fin au seul gré de ce dernier, est devenu un mandat formé aussi bien dans l'intérêt du tiers-porteur que dans celui du tireur, et, par conséquent, susceptible seulement de révocation par la volonté de l'un et de l'autre »...* (D. P. 1922.1.61)

La décision de la Cour suprême se trouve ainsi peut-être en droit pur justifiée. L'arrêtiste a fait rentrer, au sujet d'une application de loi pénale, le chèque dans le cadre d'un contrat nommé, le mandat. Mais était-ce bien la question ?

Celui qui, après avoir donné un chèque en paiement, se livre à un acte qui rend illusoire ce paiement, agit-il de bonne foi ? Et, si cela rend dans un cas prévu par la loi pénale, commet-il un délit ?

Evidemment, puisque l'article 2 prévoit le retrait de la provision. Or, l'opposition n'est-elle pas en fait un retrait ?

La Cour de cassation dit très justement que l'opposition équivaut au retrait de la provision ; elle l'a effectivement rendue indisponible et, par suite, la remise du chèque est illusoire.

Donc, l'opposition du tireur, postérieure à l'émission

dans l'espèce, tombait sous l'application de l'article 405 du Code pénal s'il y avait manœuvres frauduleuses, ou était réprimé par l'article 2 § 3 de la loi du 2 août 1917 s'il n'y avait que mauvaise foi.

On ne peut sérieusement soutenir que ce serait étendre la loi à un cas non expressément prévu par elle, puisque la loi atteint tout acte tendant à supprimer ou à réduire la provision, de même qu'elle punit toute création de chèques sans provision. Ces trois cas sont très nettement prévus dans l'article 2 de la loi. Ce n'est donc pas faire de l'analogie ou de *l'a fortiori* que d'appliquer un principe général à des espèces.

L'appel qui est constamment fait aux dispositions de l'article 405 du Code pénal nous en donne un exemple topique.

Il eut suffi à la Cour de Paris, si elle n'approuvait pas la décision du Tribunal correctionnel de la Seine, de ne pas constater la mauvaise foi du tireur, au lieu de reprocher aux premiers juges d'avoir ajouté au texte de la loi.

En résumé, le Tribunal de la Seine avait bien jugé, alors que l'arrêt de la Cour de Paris conduirait à admettre qu'il est permis de faire indirectement ce que la loi défend de faire directement.

L'arrêt de la Cour de cassation nous paraît irréprochable, et, s'il a été diversement apprécié, cela tient uniquement à ce que l'on s'est égaré dans des considérations étrangères à la seule question qui était de savoir si le tireur avait de mauvaise foi, par son opposition, supprimé en fait la provision.

L'application de la loi pénale du 2 août 1917 nous paraît

donc suffisante pour réprimer pénalement la pratique du blocage.

D'aucuns voudraient la rendre plus précise et entendraient ajouter au texte une disposition visant le retrait après l'émission « par un procédé quelconque » de la provision.

Cette addition nous paraît inutile, les cas qu'elle vise se trouvant contenus dans la loi, et il suffit de constater d'une part l'inexistence ou le retrait de la provision, d'autre part la mauvaise foi, pour qu'il en soit fait application.

La loi du 2 août 1917 permet donc de punir celui qui, de mauvaise foi, emploie un procédé quelconque après l'émission pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'encaisser la provision, et il n'est pas douteux que, destinée à encourager l'emploi des chèques, elle leur a donné une sécurité inconnue jusqu'alors et qu'elle remplit utilement son but.

Mais devons-nous conclure de ce qui précède que la défense faite au tiré de payer ne saurait avoir d'effet et que ce dernier ne peut, en toute hypothèse, se refuser au paiement d'un chèque qui lui est présenté?

On a voulu donner cette portée à la loi du 2 août 1917, mais une telle déduction est manifestement contraire à la fois aux termes mêmes de la loi et à son esprit.

Le législateur a voulu uniquement que le porteur ne fut pas victime de la *mauvaise foi du tireur*. Il n'a pas dit autre chose, et on ne peut lui prêter, dans le silence de la loi, la volonté de modifier les rapports juridiques pouvant exister entre le tireur et le tiré.

Et alors la question de savoir si le tireur peut légitimement

faire défense au tiré de payer doit être examinée et résolue en dehors des dispositions de la loi du 2 août 1917.

Au fond, c'est tout le problème de la nature juridique du chèque qui se trouve ainsi posé.

Regarde-t-on le chèque comme un mandat? Il paraît difficile dans ce cas, pour ne pas dire impossible, d'enlever à l'émetteur le droit de faire opposition au paiement, de révoquer le mandat donné. Le tireur doit pouvoir donné au tiré les instructions et les ordres qu'il veut, puisque celui-ci est dans la situation du dépositaire par rapport au déposant. Or, aux termes de l'article 1937 du Code civil, le dépositaire ne peut payer qu'au déposant ou à celui qui a été indiqué par lui pour recevoir.

Il va de soi que, pour que cette indication soit valable, il faut qu'elle ne soit pas contredite par une indication contraire du tireur. Et, en cas de changement dans la volonté de ce dernier, c'est sa volonté dernière qui doit être respectée. Si donc, après l'émission du chèque, le tireur donne ordre au tiré de n'en pas effectuer le paiement, cette dernière prescription annule la précédente et s'impose au tiré.

C'est l'application et la conséquence nécessaire des principes généraux, et, à part quelques décisions isolées, la Jurisprudence s'est fixée dans ce sens.

Un revirement d'opinion semble cependant se dessiner depuis la promulgation de la loi de 1917, bien que, ainsi que nous l'avons fait remarquer, cette loi ne saurait avoir aucune influence sur la nature des conventions qui sont réglées par le droit civil ou commercial.

On a soutenu, pour justifier cette évolution, que le chèque était un mandat irrévocable. Sans doute, il y a des mandats irrévocables : ce sont ceux qui ont été donné à la fois dans l'intérêt du mandant et du mandataire (Cassation, 11 février 1891, D. P. 1-197).

Mais, dans le chèque, il semble bien que le mandat est surtout, si non exclusivement, dans l'intérêt du tireur : c'est, en effet, un moyen commode de paiement. Le tiré n'a qu'un intérêt tout à fait indirect à la bonne fin du chèque.

On veut désormais, il est vrai, voir dans le chèque un mandat donné aussi bien dans l'intérêt du tiers porteur que du tireur et ne pouvant dès lors être révoqué que par leur commune volonté (note sous arrêt Cassation, Dalloz).

Mais, comme le chèque, la lettre de change contient un mandat et ce mandat est irrévocable sauf exception, mais est-ce parce qu'il serait dans l'intérêt commun du tireur et du porteur ?

Pas le moins du monde, c'est à raison d'un article exprès du Code de commerce : « Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur (article 149). A l'évidence, cet article eut été inutile s'il eut été possible de soutenir qu'il y avait mandat dans un intérêt commun.

Et, comme le fait remarquer M. Wahl (*Précis théorique et pratique de Droit commercial*), cet article 149 du Code de commerce dérogeant au droit commun ne peut être étendu à la matière des chèques.

Si l'on analyse le chèque en une cession de créance, l'irrévocabilité est-elle certaine ?

Dans les rapports entre tireur et bénéficiaire, il n'y a aucun doute. Mais, au regard du tiré, la révocabilité du mandat n'est pas influencée par cette cession.

La cession de créance est, dit-on, une convention par laquelle un créancier cède ses droits contre son débiteur à un tiers qui prend sa place. On estime qu'entre les parties, ce contrat de transfert produit ses effets par le simple consentement.

Mais à quel moment le cessionnaire, en l'espèce le porteur, devient-il le créancier du cédé ? A l'instant seulement où celui-ci a connaissance de la cession ; jusque-là, le créancier reste titulaire de la créance vis-à-vis du cédé et peut toujours en disposer. Cela équivaut à dire, en ce qui concerne le chèque, que le tireur garde la faculté de révocation jusqu'à la présentation du chèque.

L'acte juridique qui se dissimule dans le chèque est-il une délégation par voie de dation, par opposition à la délégation par voie de promesse que masquerait la lettre de change, ainsi que le souligne M. Percerou, Professeur à la Faculté de Droit ? La même conclusion s'impose entre les mêmes parties.

Ainsi, au point de vue juridique, que l'on analyse le chèque dans un mandat ou dans une cession de créance, ou même, comme nous le croyons, à la fois dans un mandat et une délégation produisant leurs effets respectifs *interpartes*, le banquier ne peut qu'obéir aux instructions de son client, quelle que soit la qualité du porteur du chèque : premier bénéficiaire ou tiers-porteur.

Comment concilier, du reste, la révocabilité avec le droit

à la propriété de la provision acquise du porteur dès l'émission du chèque et avec le rôle économique qui est dévolu à celui-ci ?

« On ne s'explique pas, disent MM. Lacour et Bouteron dans leur *Traité de Droit commercial*, comment le tireur peut encore disposer de la provision après l'avoir remise au bénéficiaire du chèque. »

On peut, il est vrai, répondre à cette objection en disant que l'émission du chèque n'a pour effet de rendre le bénéficiaire propriétaire de la provision que sous la condition de l'exécution de l'ordre par la réalisation effective du paiement.

En d'autres termes, « le droit du porteur sur la provision suppose que la mandat contenu dans le chèque auquel il se rattache subsiste » (note de M. Ch. Lyon-Caen sous arrêt Cassation, 19 mars 1902. S. 1902. 1. 209).

La cession de créance, la délégation constituant le lien juridique entre le tireur et le porteur se trouveraient ainsi sous la dépendance étroite du mandat existant entre le tireur et le tiré et ne pourraient, en définitive, produire leurs effets qu'à la condition que le tireur ne révoque par l'ordre de paiement qu'il a donné.

Mais, soutiennent avec force les partisans de l'irrévocabilité, cette facilité de révocation est contraire au principe de la bonne foi. Celui qui reçoit un chèque en paiement doit avoir la même sûreté et les mêmes avantages que s'il avait été payé en argent comptant ; c'est la condition *sine qua non* de la diffusion du chèque.

L'argument est sérieux et quelques auteurs, frappés de

l'importance de ce point de vue, ont cherché la théorie juridique susceptible de justifier cette irrévocabilité.

C'est ainsi qu'on a voulu voir dans la convention entre le tireur et le tiré une stipulation pour autrui devenue irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire qui a déclaré vouloir en profiter et qui aurait ainsi une action directe et personnelle contre le promettant à l'effet de le contraindre à l'exécution de son engagement.

Théorie ingénieuse, dont le fondement juridique demanderait à être mieux fixé, et qui ne pourrait, croyons-nous, que difficilement être admise pour le chèque passant de main en main.

Il pourrait être ainsi dépensé des sommes d'esprit et de raisonnement considérables pour tenter de donner une définition de la nature juridique du chèque, adéquate au rôle économique qu'il doit jouer.

Instrument moderne de paiement, importé d'un pays où le droit est principalement créé par une jurisprudence coutumière, le chèque a une nature juridique complexe tenant du mandat et de la cession de créance : par rapport au tiré, mandat de paiement, dont le tireur est le mandant ; cession de créance entre le tireur et le bénéficiaire.

Mais il faut se garder, pour caractériser le chèque et juger les conflits auxquels sa circulation donne lieu, de pousser à l'extrême les règles de ces deux contrats dont l'usage est bien antérieur, du reste, au chèque.

Il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel de notre législation, il semble difficile de ne pas reconnaître au tireur d'un

chèque la faculté de révoquer le mandat qu'il a donné, de modifier l'indication de paiement qu'il a faite.

Nous n'ignorons pas que de nombreux économistes et hommes d'affaires font valoir que la faculté de révocation laissée au tireur porterait atteinte aux intérêts du porteur de bonne foi et constituerait un vice dirimant à l'emploi du chèque : que, par contre, l'irrévocabilité serait le moyen le plus efficace de populariser l'usage de cet instrument de paiement.

Ces objections sont peut-être moins impressionnantes qu'elles n'apparaissent d'abord :

Les statistiques démontrent qu'en Angleterre et en Amérique, pays d'élection du chèque, où le droit de révocation existe sans entraves, il n'a pas donné lieu à des fraudes sérieuses.

A la Conférence de La Haye en 1912, l'un des délégués anglais, M. Huth Jackson, déclarait « qu'il n'avait jamais entendu dire que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus ». Un délégué américain, M. Coisant, disait même « qu'il avait entendu citer bien des cas où l'on avait pu faire échouer une fraude par un contre-ordre, mais pas un cas de fraude ou d'abus commis par contre-ordre ».

La défense de payer peut avoir une cause légitime : la constatation faite par le tiré, après remise du chèque, qu'il ne devait rien au preneur ou qu'une erreur de compte s'est produite, et, au lieu de répéter le chèque contre le porteur par une *Condictio indebiti*, il forme opposition chez le tiré. Il semble difficile à ce dernier de pouvoir, sans commettre

une faute lourde, passer outre aux ordres de son mandant.

Cette révocabilité apparaît, il est vrai, comme un acte tout à la fois conforme et contraire au droit : conforme au droit, si l'on considère les rapports juridiques existant entre le tireur et le tiré ; contraire au droit, si l'on considère les relations du tireur avec le porteur, qui a fait confiance à son remettant, et dont la bonne foi est surprise et les droits compromis, si le chèque est révoqué sans juste cause.

En effet, la provision peut disparaître avant qu'une décision intervienne, car la défense de payer faite par le tireur au banquier n'a et ne peut avoir pour conséquence l'immobilisation entre les mains de ce dernier du montant du chèque, dont le tireur peut désormais disposer à nouveau.

La révocation du mandat remet, en effet, au regard du tiré, les choses en même et semblable état que si le mandat n'avait jamais existé.

Il est en premier lieu souhaitable que cette opposition au paiement soit solutionnée rapidement, afin que, dans les hypothèses où le tireur serait de mauvaise foi ou aurait commis une erreur évidente, le bénéficiaire ne soit pas obligé d'attendre la fin d'une instance.

Et M. Bokanowski a déposé le 9 juillet 1921 un projet de loi tendant à donner compétence au Juge des référés en matière d'opposition au paiement des chèques.

En voici l'article unique :

« Si le tireur d'un chèque ayant provision préalable et disponible fait, postérieurement à l'émission de ce chèque, défense au tiré de le payer, le porteur du chèque pourra faire décider par le juge des Rété-

rés si cette défense doit être maintenue pour être jugée au principal, ou si, au contraire, il convient d'ordonner que le tiré paiera nonobstant la dite défense. »

Ainsi, lorsqu'il apparaîtra au juge des Référés que le blocage a été uniquement inspiré par la mauvaise foi, ou qu'il ne repose sur aucun motif sérieux, ce magistrat ordonnera le paiement immédiat.

Ne pourrait-on, d'autre part, faire au banquier l'obligation de conserver le montant du chèque entre ses mains jusqu'à ce qu'il soit statué sur la légitimité de l'opposition ? Cette indisponibilité de la provision protégerait les droits du porteur et, en définitive, l'opposition pratiquée à tort se traduirait par une simple suspension de paiement, que le vote du projet de loi sus-visé rendrait aussi courte que possible.

Bien entendu, cette opposition serait faite aux risques et périls du tireur, et, si la mauvaise foi intervenait, ce dernier, indépendamment d'une action en réparation du préjudice subi par le porteur, serait passible des peines prévues à la loi de 1917. Faite de bonne foi, mais sans juste cause, elle serait susceptible de donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts.

Nous demandons donc qu'au projet de loi de M. Bokanowski soit ajouté l'alinéa suivant :

« En tout état de cause, la défense de payer ainsi faite par le tireur d'un chèque vaudra opposition et le tiré ne pourra, en aucun cas, se dessaisir du montant du chèque, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mérite de l'opposition. »

L'adoption de cette dernière proposition concilierait la thèse de la révocabilité avec la nécessité de donner au chèque

la sécurité et les garanties qu'exige l'accomplissement de la fonction économique qui lui est dévolue.

Il faut, dit-on à ce sujet, que le porteur d'un chèque ait la certitude qu'il pourra l'échanger quand bon lui semblera contre une monnaie légale, ou qu'il pourra, si cela lui est utile, le donner en paiement au lieu et place de monnaie.

Mais le chèque n'est pas une véritable monnaie. Si désireux que l'on soit de lui faire jouer ce rôle, l'assimilation est impossible.

Il n'y a pour le chèque ni cours forcé, ni même cours légal et il ne peut être utilisé que dans la mesure où celui auquel il est offert consent à l'accepter.

Certains tribunaux voient dans la remise d'un chèque, non un paiement véritable, mais seulement une mesure préparatoire à ce paiement, et, pour la détermination de la compétence, le lieu de paiement est, non celui où le chèque est émis, mais celui où il est provisionné (Cour d'Appel de Lyon, 10 juillet 1922 — Cour d'Appel de Poitiers, 15 mai 1922).

D'autres, au contraire, statuant il est vrai en matière fiscale, voient dans cette remise une véritable libération, identique à celle que procurerait un paiement en espèce, et rendent passibles du droit de timbre applicable aux titres emportant libération, reçus ou décharge de sommes, les accusés de réception de chèques remis en paiement de dettes (Cassation Req. 17 juillet 1922 — Dalloz 1922. 1. 161).

Malgré l'autorité qui s'attache aux arrêts de la Cour suprême, il ne nous est pas possible de considérer cette der-

nière opinion comme définitive. La simple remise d'un chèque ne saurait avoir pour effet de libérer *ipso facto* le tireur du montant de sa dette originaire. Le chèque, à cet égard, doit être assimilé aux effets de commerce, et sa remise, comme celle d'une lettre de change, n'est libératoire que sous la condition « sauf encaissement ». S'il en était autrement, il y aurait novation, et la novation ne se présume pas.

En tous cas, nous avons vu que la révocabilité pouvait avoir lieu en toute bonne foi et avec des motifs légitimes : or, dans cette hypothèse, qui ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, la remise d'un chèque ne saurait constituer un paiement libératoire.

Ajoutons qu'au point de vue économique, l'Arrêt de la Cour se concilie difficilement avec l'intérêt qui s'attache au développement de l'emploi du chèque.

La circulation de ce dernier et surtout sa convertibilité en monnaie, à laquelle on ne devrait procéder qu'exceptionnellement, présente certains risques.

L'étude de ces risques, qui ne sont pas sans répercussion sur le développement du chèque, fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VI

La sécurité du chèque dans la circulation : chèques faux, falsifiés, volés.
Détermination des responsabilités : théorie de la faute et théorie du risque professionnel. Réglementations spéciales.

De son émission à son paiement, le chèque, plus facilement que le billet de banque ou la monnaie, est susceptible d'altérations ou de falsifications diverses. Comment se réglemente la circulation du chèque à cet égard ?

Dans une étude dont l'objet essentiel est de développer l'usage de cet instrument, l'examen des risques qu'entraîne sa circulation ne nous semble pas étranger à ce travail.

Deux systèmes sont possibles quand il s'agit de déterminer, en matière de chèques faux ou falsifiés, les responsabilités des personnes intéressées à la bonne fin du chèque : tireur, porteur et tiré.

D'une part, on peut s'en remettre au droit commun ; de l'autre, on peut élaborer un texte qui précise les droits et les obligations des uns et des autres. En faveur de la première solution, on a présenté, dès l'institution légale du chèque en France, les arguments suivants : Laissons le soin à l'intérêt privé de prendre les précautions et les garanties nécessaires, et, s'il y a fraude, les Tribunaux la puniront. Débarrassons-nous, une fois pour toutes, de notre manie de réglementation

et, puisque nous empruntons à l'Angleterre l'instrument de paiement qu'est le chèque, empruntons-lui aussi cette simplicité de forme qui a fait la puissance commerciale et financière de la Grande-Bretagne.

Cette opinion reflète bien la tendance de l'esprit français, qui est porté à s'en tenir aux principes et ne descend pas volontiers aux applications et aux détails, comme l'esprit allemand.

Faut-il nous en plaindre, en particulier au point de vue de la formation de notre droit? Nous ne le pensons pas.

Ainsi, en France, à part quelques exceptions, on semble s'en être tenu, pour la solution des conflits auxquels peut donner lieu le paiement des chèques, à l'application du droit commun (1).

Mais qu'est-ce que le droit commun, en l'espèce, et où nous conduit son application?

Nous allons le voir, mais, au préalable, il convient, pour plus de clarté, d'établir une distinction entre les divers cas de fraude qui peuvent se produire. Nombreux et variés, et fréquemment observés dans des circonstances très particulières, ces cas peuvent toutefois être classés en trois catégories:

Chèques faux à l'origine.

1. A la Séance du 23 mai 1863, un député du Corps Législatif, défendant contre Rouher la thèse de la non-réglementation spéciale, disait : « Le droit commun suffit. En faisant une loi spéciale, vous créez des complications, vous effrayez ceux qui voudraient user du chèque en posant des principes, des combinaisons, des dissertations si subtiles » (Nogent Saint-Laurens, *Moniteur universel* du 24 mai 1863).

Chèques falsifiés par le véritable bénéficiaire et encaissés par lui.

Chèques perdus ou volés, falsifiés ou non.

Nous examinerons successivement chacune de ces trois espèces :

CHÈQUES FAUX

La Doctrine et la Jurisprudence sont généralement d'accord en ce qui concerne la détermination des responsabilités en matière de chèques faux.

« Le banquier qui paie de bonne foi un chèque faux, dit M. Thaller, n'est protégé par aucune présomption justifiant de sa part l'inscription du chèque faux au débit de son client. En principe, l'opération de caisse reste à ses risques, la perte est pour lui, banquier » (D. P. 1896-2-401).

MM. Lyon-Caen et Renault se prononcent dans le même sens (*Traité de Droit commercial*, t. IV, n° 589).

« On ne saurait être tenu d'une dette qu'on n'a point souscrite, ajoute M. Thaller ; aucune disposition légale ne dit que l'imitation d'une signature par un faussaire, là même où elle serait parfaite au point pour toute personne de s'y tromper, équivaut à une signature véritable, aucune disposition légale ne pouvant le dire ; il serait contraire à tout bon sens qu'on se trouvât ainsi obligé sans son fait, sans sa participation. »

« Il peut arriver, dit encore le savant professeur, que les faits, non seulement expliquent l'erreur commise par le banquier (ce qui ne suffirait pas), mais encore rendent répréhen-

sible la conduite du client. L'obligation du client de rembourser le chèque devra alors être reconnue, *mais à la condition de procéder de l'article 1382 du Code civil*, par exemple s'il est bien établi que le chèque faux a été dérobé du carnet depuis que le client en a pris possession et que le détournement ne s'explique que par une faute du dit client ».

Les principes posés par M. Thaller nous conduisent à cette conclusion qu'un chèque faux, manquant d'une condition essentielle de validité : le consentement du tireur, ne peut engendrer aucun résultat juridique et qu'on ne peut au sujet de son paiement invoquer les dispositions de l'article 145 du Code de commerce. Il n'y a, en l'espèce, aucun mandat du tireur au tiré ; dès lors, sur quelle base ce dernier pourrait-il appuyer sa prétention de débiter le compte du tireur du montant du chèque faux ?

Inutile de rechercher si le banquier a ou non commis une faute, si la fraude était visible ou habilement dissimulée. Il n'a reçu du tireur aucun mandat, et cela suffit.

Il appartient, bien entendu, au tireur de prouver qu'il n'a pas émis le chèque litigieux, que ce dernier, dès lors, a été créé sans sa participation. Cette preuve une fois faite, le tiré ne pourra à aucun titre débiter le compte du tireur du montant du chèque : il a mal payé, et les risques de ce paiement mal fait restent à sa charge.

Mais le banquier doit-il ainsi supporter inéluctablement ce dommage ?

Evidemment, il a un recours contre le faussaire, indépendamment de toute action pénale.

Mais, si le chèque est passé entre les mains d'un porteur de bonne foi qui l'a encaissé, le banquier peut-il exercer à l'encontre de ce dernier l'action en répétition de l'indu ?

La question est controversée, et, pour certains, elle doit être résolue par l'affirmative.

Nous ne sommes pas de cet avis, et pensons que, lorsqu'aucun fait de collusion ou de complicité n'est relevé à sa charge, le tiers-porteur de bonne foi ne peut être recherché.

Détenteur régulier du chèque, après en avoir acquis légitimement la propriété, on ne comprendrait pas qu'il puisse être rendu responsable, alors qu'il a agi de bonne foi.

L'opinion contraire, si elle s'affirmait, apporterait sans aucun doute une gêne à la circulation du chèque, tout porteur ayant alors l'obligation, pour se couvrir, de vérifier l'authenticité de la signature du porteur et de tous les endossataires précédents.

D'autre part, le tiré a encore, dans certains cas, un recours possible contre le tireur.

« Il peut arriver, rappelle M. Thaller, que les faits rendent répréhensible la conduite du client. L'obligation du client de rembourser le chèque devra alors être reconnue, mais à la condition de procéder de l'article 1382 du Code civil... »

Il ne peut être contesté, en effet, que, s'il est relevé à l'encontre du tireur une faute ayant permis ou facilité l'émission du chèque faux, le banquier ait la possibilité de se retourner contre le tireur, mais il lui appartiendra alors d'établir la faute de ce dernier (1), et ce n'est plus au remboursement du

1. La plupart des établissements de crédit ont pris l'habitude de faire

montant du chèque qu'il pourra prétendre, mais bien à la réparation du préjudice que lui aura causé la faute, la négligence ou l'imprudence du tireur.

La gravité de cette faute, les circonstances dans lesquelles elle aura été commise, seront des éléments permettant au juge d'apprécier dans quelle mesure cette réparation doit être accordée.

La jurisprudence est, en général, en matière de paiement de chèques faux, et au sujet du recours possible du tiré contre le tireur, fixée dans ce sens. Signalons cependant un arrêt de la Cour de Bordeaux (1^{er} février 1904) décidant « que le banquier qui a délivré à un négociant un carnet de chèques pour servir d'aliment au compte courant existant entre eux ne doit être rendu responsable d'un paiement indûment effectué que dans le cas où il a commis une faute, soit en n'examinant pas avec soin la signature du chèque présenté ou de la lettre de crédit qui en autorisait le paiement, soit en ne s'assurant pas de l'identité du bénéficiaire du chèque... » (*Annales de Droit commercial*, 1904).

Cette décision, isolée, croyons-nous, ne saurait être approuvée : il serait contraire, non seulement à l'équité, mais encore au bon sens élémentaire que l'on puisse être tenu à une

signer, au moment de la délivrance d'un carnet de chèques, un reçu par lequel le client reconnaît avoir vérifié le nombre de chèques, numérotés sans interruption. Et il est généralement admis par les Tribunaux que, lorsqu'un chèque portant une signature fautive a été établi sur un des feuillets composant ce carnet, la seule représentation par le banquier du reçu sus-visé suffit à constituer la preuve de la faute ou de la négligence du tireur.

obligation qui a été souscrite sans votre consentement et dont on ignore même l'existence.

CHÈQUES FALSIFIÉS PAR LE VÉRITABLE BÉNÉFICIAIRE .

La falsification ne peut évidemment porter, dans ce cas, que sur le montant du chèque, et elle se traduit, en définitive, par une majoration de la somme primitivement inscrite.

Lors de la présentation au paiement, ce chèque est donc régulier à concurrence de la somme indiquée par le tireur et faux pour la différence.

L'application des principes que nous avons exposés à l'occasion d'un chèque entièrement faux, faite à cette espèce, nous conduit nécessairement à dire que le banquier doit supporter la perte en cas de paiement à concurrence de la somme correspondant à l'augmentation.

Il y a bien, en effet, dans ce cas, mandat du tireur au tiré mais ce mandat se limite à la somme pour laquelle le tireur a émis le chèque, et c'est dès lors à concurrence de cette somme que le compte de l'émetteur doit être débité par le banquier.

Pour certains auteurs, la perte devrait rester au porteur, et ce tant par application de l'article 145 du Code de commerce que pour des motifs d'équité (Sourdois, *Annales de Droit commercial*, 1910).

Nous ne partageons pas cette manière de voir : la libération résultant du paiement fait sans opposition d'un chèque dont le montant a été majoré ne peut s'entendre que pour le

montant de la dette souscrite, et non pour une somme supérieure.

Quant aux motifs d'équité invoqués, s'il peut être exact qu'aucune présomption de faute ne pèse en l'espèce sur le banquier, il en est de même pour le tireur, qui ne peut être rendu responsable de l'altération d'un chèque sorti de ses mains et remis à un bénéficiaire.

Du reste, comme dans le cas de chèque faux, le tireur aura l'obligation de faire la preuve que le chèque établi par lui et remis au bénéficiaire ne comportait pas la somme qui a été payée.

Ainsi, le principe qu'on ne saurait être tenu d'une dette qu'on n'a point souscrite est toujours vrai, et tout se ramène à une question de preuve, plus difficile à faire pour le tireur lorsque le chèque émis a été altéré que lorsqu'il est complètement faux.

Enfin, le banquier conserve toujours son recours contre l'émetteur, et peut lui réclamer, s'il est relevé à sa charge une faute quelconque, la réparation du dommage qu'il a subi par suite du paiement du chèque altéré.

CHÈQUES PERDUS OU VOLÉS

Contrairement à ce qui se passe pour les chèques faux en totalité ou en partie, la Doctrine et la Jurisprudence sont généralement d'accord pour décider qu'en l'espèce, l'application pure et simple du droit commun, c'est-à-dire de l'article 1239 du Code Civil, doit être écartée.

Et ceci pour un double motif :

Un motif d'ordre juridique : le législateur de 1865 s'est, en effet, référé implicitement, sur tous les points où la loi garde le silence, aux textes régissant la lettre de change, et il est admis aujourd'hui d'une façon presque constante que l'article 145 du Code de Commerce : « Celui qui paye une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré », est applicable en matière de paiement de chèques.

Pour un motif d'équité : il est plus vraisemblable, dans le cas de perte ou de vol d'un chèque, si une faute a permis ou facilité cette perte ou ce vol, de penser qu'elle a été commise par le tireur ou par un porteur plutôt que par le tiré.

On considère donc généralement, dans ce cas, que la perte est pour celui qui était détenteur du chèque (tireur ou tiers-porteur) au moment où s'est produit la perte ou le vol.

A la condition, bien entendu, qu'aucune faute ne soit relevée à l'encontre du banquier ; car, si le porteur dépossédé peut établir la faute du tiré, ce dernier doit réparation du préjudice qu'il a causé par sa négligence ou son imprudence.

A notre avis, ici encore, une distinction s'imposerait :

S'il s'agit de chèques perdus ou volés *n'ayant subi aucune falsification* — qu'il soient encaissés par le voleur ou bien par un tiers-porteur de bonne foi — la question ne présente pas de difficultés : le banquier qui a payé à l'échéance, sans opposition, est valablement libéré. La perte est pour celui qui détenait le chèque au moment de la perte ou du vol, sauf recours de celui-ci, d'une part contre le voleur, d'autre part contre le tiré en cas de faute de ce dernier.

S'il s'agit, au contraire, de chèques perdus ou volés ayant subi des falsifications, la solution est plus délicate.

Sommes-nous, par exemple, en présence d'une falsification portant sur le nom du bénéficiaire ? A notre sens, le tiré est, sous les mêmes réserves que ci-dessus, déchargé de toute responsabilité.

Mais la falsification porte-t-elle, par contre, sur la somme inscrite ? Il nous paraît qu'en l'espèce — et ainsi que nous l'avons vu en matière de chèque partiellement faux — la perte imputable au porteur ne peut être égale qu'à la somme inscrite sur le chèque par le tireur, le surplus, correspondant à l'importance de la falsification, étant à la charge du banquier.

Cette opinion est basée sur les mêmes motifs que ceux que nous avons exposés à l'occasion du paiement d'un chèque falsifié par le véritable bénéficiaire : si l'article 145 du Code de Commerce dit, en effet, que celui qui paie à l'échéance sans opposition est valablement libéré, il est certain que cette libération ne peut s'entendre qu'à concurrence de la somme inscrite par le tireur sur l'effet.

Bien entendu, si une faute du tireur ou du porteur a favorisé la fraude, celui-ci pourra être recherché, non en remboursement de la somme indûment payée, mais bien en paiement de dommages-intérêts, que le juge pourra, du reste, fixer à une somme égale au montant du chèque.

En résumé, dans les cas de chèques perdus ou volés, le dommage subi nous paraît devoir être supporté par celui qui détenait le chèque au moment de la perte ou du vol ce

toutefois à l'exception de l'hypothèse où le chèque a subi une falsification portant sur la somme inscrite : la perte imputable au détenteur du chèque devant alors se limiter à la somme inscrite par le tireur, et le surplus, égal à l'importance de la fraude, restant à la charge du banquier-payeur.

Nous avons vu que, dans toutes les hypothèses envisagées, la partie lésée conservait un recours contre les autres parties, si elle pouvait établir une faute ou négligence de ces dernières.

L'appréciation de cette faute ne laisse pas que de présenter des difficultés, et la diversité de décisions que les exemples ci-dessous mettent bien en évidence en est une preuve :

Dans une première espèce, où le chèque avait fait l'objet de grattages et de surcharges, le tribunal de la Seine, dans un jugement du 10 juillet 1866, statue de la façon suivante :

« Attendu qu'en mars dernier, B .. a mis à la poste sous un pli cacheté, mais non chargé, un chèque sur le Crédit Foncier, de la valeur de 300 francs, au nom de Mademoiselle Betsy X... ;

« Que ce chèque n'est pas arrivé à destination et s'est trouvé entre les mains d'un tiers, à qui il n'était pas destiné, et qui a en réclamé le paiement ;

« Attendu que le paiement en a été effectué sans obstacle et sans qu'aucune interpellation ait été faite aux prétendus destinataires sur son identité. — Attendu que le titre en question a été l'objet d'altérations sensibles, que le signe abrégé « Melle » a été en partie gratté et remplacé par un autre signe abrégé « M. » ; que le prénom féminin « Betsy » a été transformé en « Bitsy » ;

« Que, pour donner à l'écriture ainsi altérée une apparence uniforme, on a grossi en les surchargeant plusieurs autres lettres de l'endos ;

« Attendu que le Crédit Foncier, en payant le chèque présenté à sa caisse sans se préoccuper des surcharges qui en altéraient la partie la plus essentielle et sans se renseigner sur l'identité du porteur, a

commis une imprudence qui engage sa responsabilité, et a causé à B... un préjudice dont il doit réparation ;

« Par ces motifs :

« Condamne le défendeur, es-nom, à payer à B... la somme de 300 francs montant du dit chèque, avec les intérêts tels que de droit, et le condamne en outre aux dépens. »

Il résulte de cette décision que le banquier qui, ayant ouvert à un particulier un compte de dépôt, paye un chèque à ordre portant la signature de celui-ci, sans aucune interpellation au prétendu destinataire sur son identité, est responsable, alors que des grattages et surcharges existant sur le titre étaient de nature à éveiller sa défiance, de la perte résultant de ce que le paiement a été fait à un autre qu'au véritable destinataire. Cette décision du tribunal de la Seine paraît équitable, et cependant le tribunal de commerce de Marseille admet une solution différente dans une espèce analogue :

« Attendu que si l'on examine avec soin les mots signalés à l'attention du Tribunal, il apparaît bien qu'un grattage et des surcharges ont été habilement faits par un faussaire, mais qu'il ne serait en quelque sorte plus possible de soupçonner le faux si l'on regardait avec des yeux non prévenus, dans son ensemble, la contexture du document incriminé : qu'on ne saurait en l'état faire grief à la société défenderesse de ce que son préposé au guichet des visas des chèques n'a pas reconnu le faux en question, ni encore moins de ce qu'il n'aurait pas songé à supputer si le temps écoulé depuis le jour de l'émission avait été suffisant pour que le chèque ait pu voyager de Ceuta à Barcelone, puis à Lyon, et parvenir à Marseille ; qu'il faut tenir compte, en l'espèce, des exigences du public et des nécessités d'un service chaque jour plus important, l'usage des chèques devenant très répandu » (*Le Droit*, 25 octobre 1906).

Un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903 révèle la même tendance dans le motif suivant :

« Attendu que les banquiers ne peuvent voir leur responsabilité :

engagée à raison des paiements effectués par eux qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde, et notamment s'ils ont payé alors que des faits anormaux et des circonstances louches dont ils pouvaient évidemment se rendre compte leur faisaient un devoir de s'abstenir ou tout au moins de s'enquérir avant de se libérer... » (*Gazette des tribunaux*, 27 septembre 1903).

Y a-t-il là des contradictions provenant d'une interprétation erronée des principes de notre Droit, et la diversité de décisions constatée démontrerait-elle la fragilité du système suivi ?

Nous ne le pensons pas : l'application des principes est nécessairement variable, tant en raison des espèces que de la mentalité des interprètes, et ces contradictions sont observées, du reste, dans bien d'autres matières.

Une tâche difficile est évidemment, et dans tous les cas, laissée au juge, tant pour l'appréciation des moyens de preuve apportés par le tireur qui se refuse à admettre la paternité d'un chèque, que pour celle de la gravité de la faute du tireur dont l'imprudence ou la négligence a permis la fraude, ou encore de la faute du banquier qui a payé, malgré des grattages ou surcharges apparents, le montant d'un chèque dérobé ou égaré.

Frappés par les difficultés que rencontre le juge pour déterminer la faute, en apprécier la gravité, et par les obstacles que peuvent éprouver les parties intéressées à apporter les preuves qui leur incombent, certains auteurs veulent substituer, en matière de paiement de chèques, la notion de risque à la théorie de la faute.

La faute, disent-ils, est évidemment un criterium parfait,

mais elle est peu en rapport avec nos médiocres facultés. « Chacun de nous voit, disait Kant, avec des lunettes de diverses couleurs » ; la réalité objective se teinte de nos tendances, de nos passions, et nous échappe bien souvent. Nous ne pouvons nous abstraire de nous-mêmes et c'est pourquoi il nous est fort difficile de vouloir apprécier et mesurer la responsabilité de nos semblables. Bref, le critère de la faute, qui est certainement le plus juste et le seul adéquat, doit être réservé pour le jugement dernier. Jusque-là, il faut se contenter d'un autre moins exact, mais plus approprié à nos moyens et d'un maniement moins aléatoire, c'est le risque.

M. Planiol s'élève vivement contre cette théorie : « Depuis quelques années, des travaux très intéressants ont été publiés, qui tendent à éliminer du droit la notion de faute pour lui substituer celle de la création d'un risque. Quiconque fait naître pour autrui un risque nouveau devient responsable du dommage causé, si ce dommage se réalise. Cette nouvelle doctrine, loin d'être un progrès, constitue un recul qui nous ramène au temps barbares, antérieurs à la loi Aquilia, où l'on s'en tenait à la matérialité des faits. Des règles formulées par cette loi, l'idée de faute a été lentement dégagée par les jurisconsultes, à l'aide d'un long travail d'analyse, qui serait à recommencer si l'idée simpliste du risque l'emportait » (Planiol, *Traité élémentaire*, t. II, édition 1917, p. 275, n° 865 *ter*).

Quoi qu'il en soit, nous avons seulement à rechercher si cette notion de risque est susceptible, ainsi que l'ont proposé un certain nombre d'auteurs, en particulier Trisca (*Le chèque*

son internationalisation et son risque professionnel. Thèse Doctorat 1920, Paris), d'être admise en matière de paiement de chèques.

Nous sommes, disent ces auteurs, en présence de professionnels : les banques font métier de payer les chèques. C'est un métier qui est indirectement lucratif. N'est-ce pas, dès lors, le cas d'appliquer l'adage « ubi emolumentum ibi onus » (là où est le bénéfice, là est la charge, le risque) ? Sans doute en exerçant leur métier de payeurs de chèques, les banques rendent service aux particuliers, mais ce n'est pas un service gracieux, c'est un service rétribué. Leur but n'est pas d'être utile à leurs clients, mais de réaliser des bénéfices et de distribuer des dividendes. Ce n'est que par reflet, s'il est permis de s'exprimer ainsi, qu'elles servent l'intérêt des particuliers. Pourquoi, dès lors, ne pas mettre à leur charge les risques qui se produisent au cours de leur activité professionnelle ? Le fait ne serait pas nouveau, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail en ayant consacré le principe.

Cette théorie, dont l'originalité ne peut pas ne pas être constatée, mettrait évidemment fin à la diversité de décisions rendues en se basant uniquement sur l'appréciation de la faute. La solution, à ce point de vue, ne manquerait pas d'efficacité, mais nous recherchons vainement son fondement juridique et ne voyons pas, d'autre part, l'assimilation que l'on pourrait établir entre le risque que la loi de 1898 met à la charge de l'employeur et celui qu'est susceptible de courir le banquier payeur de chèques.

S'il peut être exact que le banquier fasse métier de payer

des chèques, dont l'émission et le paiement lui procurent un bénéfice, il est toutefois impossible de soutenir qu'il soit le seul à retirer un profit de l'opération : celle-ci se traduit, en définitive, par un avantage pour les trois parties en cause, et principalement pour le tireur, qui trouve là un procédé commode et sûr de règlement, et pour le bénéficiaire, qui reçoit sous une forme pratique et sans dérangement de sa part le montant de sa créance.

Le profit que retire le banquier n'est donc pas suffisant pour l'application du vieil adage : « Ubi emolumentum ibi onus ».

Et nous ne trouvons pas davantage le parti que l'on peut tirer, pour appuyer cette théorie du risque, d'un rapprochement avec la loi de 1898, qui ne trouve sa justification que dans la nécessité de réduire les déchets sociaux qu'occasionneraient des accidents ne donnant pas lieu à une réparation.

Ajoutons que l'adoption de cette manière de voir serait une prime à la négligence du porteur du carnet de chèques, possesseur de formules dont il pourrait être fait abus. Les cas de vol ou de falsification de chèques deviendraient, sans doute, plus nombreux, et ce n'est pas là le résultat qu'on doit attendre d'une réglementation sagement conçue...

Il ne faudrait donc pas espérer que le nombre des procès vienne à diminuer, comme le prétendent les partisans du « risque professionnel » et que la tâche du juge soit facilitée. La loi de 1898, qui devait mettre fin à tous les litiges entre patrons et employés, nous est à ce point de vue d'un édifiant exemple.

Ainsi donc, malgré certaines difficultés pratiques, malgré une apparente diversité de décisions, c'est encore à l'application de la théorie de la faute que nous devons rester. Car il n'est pas vrai de dire — et ce serait le seul argument en faveur de la théorie du risque professionnel — que seul le banquier tire parti du paiement par chèque, le tireur et le bénéficiaire en profitent aussi.

Il nous faut donc revenir à l'idée de faute. Il est certain, du reste, qu'elle est un fondement préférable de responsabilité à l'idée de risque. Elle répond davantage à l'instinct inné de justice qui est en l'homme et qui veut que chacun soit traité selon ses œuvres. Des religions et des croyances se sont basées sur ce sentiment et c'est ce qui fait leur force et leur valeur.

Sans nier la supériorité de la théorie de la faute sur celle du risque, certains auteurs prétendent cependant qu'il serait possible de prévoir tous les conflits susceptibles de se produire en l'espèce et de déterminer ainsi à l'avance, pour chacun d'eux, les responsabilités. Ils estiment qu'ainsi la tâche du Juge chargé d'appliquer la loi serait singulièrement facilitée, et que celle des employés de banque, dont la responsabilité ne cesse de s'accroître, serait également simplifiée.

Des législations étrangères, en particulier celle de la République Argentine, ont tenté de préciser, de délimiter en quelque sorte les cas de fraude. La réglementation de cette matière est contenue dans les articles 798 et suivants du Code de commerce argentin, auquel nous empruntons ci-dessous quelques dispositions :

ARTICLE 804. — « Les banques sont tenues de payer les chèques à présentation ; toutefois, si elles remarquent des erreurs ou s'il y a lieu de soupçonner des faits de dol ou de faux, elles pourront les retenir, en donnant immédiatement avis au tireur. »

ARTICLE 805. — « Lorsqu'une banque se refuse à payer un chèque régulier sans cause légitime, elle sera responsable envers le tireur des dommages et préjudice résultant de son refus. Le porteur ne peut toutefois contraindre la banque au paiement, mais il conserve tous ses droits contre le tireur. »

ARTICLE 808. — « Les banques refuseront de payer les chèques lorsqu'elles auront connaissance :

1° de la faillite du tireur ou du porteur, si le chèque est à ordre ou au profit d'une personne déterminée, excepté s'il est représenté une ordonnance de justice :

2° du décès du tireur, de sa fuite ou de son incapacité prononcée par une Autorité publique ;

3° si le chèque paraît faux, si les mentions contenant la date, le numéro d'ordre, la somme, la nature de la monnaie, le nom du porteur, la signature du tireur, paraissent falsifiées, surchargées, si elles contiennent des interlignes ou des ratures ou si l'une quelconque des mentions essentielles fait défaut ;

4° lorsque le tireur et le porteur ont prévenu par écrit le banquier de ne pas payer et que cet avis lui est parvenu avant la présentation du chèque. »

ARTICLE 809. — « En cas de falsification d'un chèque, le banquier supportera les conséquences du faux : 1° si la signature du tireur est simplement falsifiée ; 2° si le chèque contient des corrections ou surcharges ; 3° si le chèque n'appartient pas à la catégorie de ceux qui ont été remis au porteur en conformité de l'article 801 ». Cet article est ainsi conçu : « Les banques fourniront des chèques avec talon, lesquels seront imprimés et numérotés, et elles les remettront contre récépissés. »

ARTICLE 810. — « Le tireur est responsable des préjudices résultant de la falsification :

1. Si sa signature a été falsifiée sur un ou plusieurs chèques remis par la banque et si la falsification n'est pas visiblement manifeste ;

2° Si le chèque est signé par son employé ou par une personne qui fait usage de sa signature sur des chèques véritables. »

Enfin, ARTICLE 811. — « Lorsque la signature de l'endosseur a seule été falsifiée, le banquier n'encourra point les responsabilités énoncées dans l'article 809 ».

On voit que le législateur argentin s'est efforcé de dégager de façon précise les responsabilités respectives du tireur, du porteur et du tiré. Il a prévu les espèces principales qui sont susceptibles de se présenter et y a donné des solutions.

Cette réglementation a été imitée notamment par l'Autriche-Hongrie (loi du 3 avril 1906) et l'Allemagne (loi du 14 mars 1908).

Mais, quelque effort qu'ait fait le législateur pour établir une règle susceptible, dans la pratique, de faciliter, dans les nombreux cas qui peuvent se présenter, la détermination des responsabilités, pouvons-nous dire que son application soit toujours possible ?

Evidemment, non. Les cas prévus par le législateur argentin ne sont pas les seuls que la pratique puisse révéler. Si méticuleuse que soit une législation, elle n'est jamais capable de prévoir ou de viser toutes les hypothèses possibles. Et puis, il n'est pas d'espèce prévue qui ne soit susceptible de modifications. Le législateur parle, par exemple, de signature visiblement falsifiée : mais c'est là une question d'appréciation. Il arrive que la signature des chèques faux est souvent plus voisine du spécimen déposé à la banque que celle des chèques vrais. C'est qu'en effet, le faussaire s'applique à une imitation aussi parfaite que possible, tandis que le tireur réel est moins attentif. Il est, du reste, des personnes nerveuses, impressionnables, dont la signature varie sans cesse.

Le but poursuivi n'est donc pas atteint, et nous avons tout lieu de croire que le règlement des litiges n'est guère

facilité par cette réglementation cependant copieuse. Celle-ci n'est-elle pas, par contre, de nature à effrayer ceux qui, peu familiarisés avec le chèque, seraient tentés d'utiliser cet instrument de paiement?

Notons au passage que l'Angleterre, pays de droit coutumier, n'a pas de réglementation spéciale du chèque (si nous exceptons toutefois quelques dispositions de l'Acte de 1882 qui visent celui-ci directement ou indirectement). Il est curieux de constater, cependant, qu'on est arrivé à une certaine fixité de jurisprudence sur les cas douteux ou litigieux qui se présentent (1). Les fraudes et falsifications sont, du reste, rares, et cela tient surtout à ce qu'en Angleterre, le chèque a trouvé son véritable rôle : il est un instrument de compensation. Avec le chèque présenté à la compensation, la fraude est, en effet, aisément découverte alors qu'il est temps

1. Nous avons sous les yeux un livre qui est une sorte de relevé de solutions juridiques intervenues en Angleterre dans les affaires du ressort des Banques. Il est intitulé : « Questions on Banking Practice », a été publié sous le patronage de l'Institute of Bankers et en est à sa 7^e édition (1921). Chaque établissement de crédit en possède un ou plusieurs exemplaires qu'il tient à la disposition de son personnel. Ce recueil de jurisprudence contient 1.590 « Cas », avec les solutions qu'il convient de leur donner, les réponses qui s'imposent à chacun d'eux. Il est suivi d'un index très soigneusement établi, dans les desseins de faciliter les recherches.

Cet ouvrage constitue une sorte de *vade mecum* à l'usage des employés de banque : il les renseigne d'une façon simple et complète sur ce qu'ils doivent faire à peu près dans toutes les éventualités possibles. On est en présence d'un livre du même ordre que ces traités de morale qui s'édictent pour les écoles de théologie, et qui prévoient, pour les confesseurs jeunes et inexpérimentés, toute la gamme des péchés avec le degré de gravité et la pénalité adéquate...

Il faut d'ailleurs observer que cas et solutions indiqués dans les « Questions on Banking Practice » se sont présentés dans la réalité et, par suite, n'ont pas seulement un intérêt théorique, mais au contraire essentiellement pratique.

encore de rectifier les écritures de virement. En fait, les tribunaux n'ont ainsi que rarement à intervenir.

Et c'est encore une des raisons pour lesquelles nous devons souhaiter que, non seulement l'emploi du chèque se généralise en France, mais encore, et surtout, que soit généralisée la fonction dans laquelle il est appelé à rendre le maximum de services, celle d'instrument de compensation. Instrument de paiement, ses avantages, en effet, sont réduits et certainement inférieurs à ceux que procure l'emploi du billet de banque. Instrument de compensation, il rend aux individus et aux collectivités les services les plus divers et apporte au pays une aide inestimable.

Il nous reste un mot à dire des précautions qui peuvent être prises tant par les titulaires de carnets de chèques, que par les banques pour éviter les fraudes et falsifications.

Sur la couverture de leurs carnets de chèques, les banques anglaises impriment souvent des instructions assez complètes, dont il ne serait pas inutile de s'inspirer en France : « Pour empêcher les fraudes et les faux, votre attention est appelée sur les précautions suivantes, savoir : que tous les chèques en blanc soient gardés sous clef ; que le corps du chèque soit toujours rempli par vous-même ou par une personne autorisée par vous et dont l'écriture nous soit bien connue ; qu'en tirant un chèque vous veuillez bien commencer l'inscription du montant en lettres et en chiffres aussi près que possible de la marge gauche, pour empêcher l'inscription d'une somme plus élevée ; pour votre sécurité, quand vous

envoyez les chèques par la poste ou les négociez au loin par une autre voie, vous devez les barrer... »

En France, les banques donnent moins de conseils, et se bornent la plupart du temps à faire signer une décharge de responsabilité.

Quelle est la valeur de cette décharge ?

Ce point est discuté. Un jugement du tribunal de Commerce de la Seine du 13 mars 1869 décide que la clause d'un compte-courant avec chèques portant que le titulaire du carnet consent à subir les conséquences de la perte ou de la soustraction des chèques qui le composent a pour effet d'exonérer le banquier de toute responsabilité en cas de paiement d'un chèque revêtu d'une fausse signature, si ce chèque offre toutes les apparences de la sincérité et si la signature est assez bien imitée pour que le banquier ait pu s'y méprendre.

En 1906 le tribunal de Commerce de Nice statue dans un sens analogue : il décide qu'un banquier n'est pas responsable des conséquences du paiement par lui effectué d'un chèque revêtu de la fausse signature d'un de ses clients, alors du moins que les carnets de chèques qu'il délivre à ses clients portent une clause aux termes de laquelle les conséquences dommageables pouvant résulter de la perte, de la soustraction ou du détournement des formules de chèques sont à la charge du titulaire du carnet, et une autre clause suivant laquelle « le type de signature remis au banquier n'a d'autre but que de lui faciliter les investigations d'usage au moment du paiement » et alors qu'aucune faute ne peut être relevée à l'encontre du banquier, qui a été trompé par une signature très

bien imitée (tribunal de Commerce de Nice, 7 mars 1906 — *La Loi* du 29 mars 1906).

Il est difficile d'approuver ces décisions : il serait en effet trop aisé au banquier de s'exonérer par avance de tous les dommages qu'il peut subir par suite de la falsification des chèques, et de laisser à la charge du tireur, dans toutes les hypothèses, la perte subie.

La Cour de Bordeaux a, du reste, par un arrêt de 14 décembre 1887, beaucoup réduit la portée de la clause de décharge de responsabilité :

« Attendu que vainement, pour s'exonérer de ce devoir de surveillance, la Société Générale excipe d'une convention intervenue entre elle et Coutanceau et Jay, lors de la délivrance du carnet de chèques, et d'après laquelle le déposant devrait supporter les conséquences de la perte ou de la soustraction des chèques, s'il n'a pas prévenu à temps pour empêcher tout paiement irrégulier ; qu'en droit, en vertu de la règle générale de haute morale qui laisse à chacun la responsabilité de ses actes, cette convention ne saurait avoir pour effet d'exonérer le banquier de ses propres obligations ; qu'en fait et sainement interprétée, cette clause n'est applicable qu'au cas où le tireur a eu la possibilité de prévenir le tiré en temps utile, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce ; qu'il est donc certain qu'en agissant comme ils l'ont fait, les agents de la Société Générale ont permis au faussaire les moyens de consommer son crime ; que leur inattention et leur imprudence constituent la faute principale et prépondérante... »

« Par ces motifs : infirme le jugement du tribunal de commerce de Bordeaux en date du 16 juillet 1886, et statuant à nouveau : Dit que la perte résultant du paiement du chèque faux qui a fait l'objet du procès a été le résultat de fautes communes et, répartissant les responsabilités, dit que cette perte sera supportée deux tiers par la Société Générale et un tiers par Coutanceau et Jay. »

Les banques n'ont-elles, de leur côté, aucun moyen de se protéger contre le danger de paiement d'un chèque faux ou falsifié ? Nous n'ignorons pas qu'en général, elles n'exi-

gent de celui qui présente un chèque aucun garantie, et on soutient même que cette facilité de paiement est une des conditions de la diffusion du chèque. Le Crédit Lyonnais cependant reclame des inconnus qui se présentent pour encaisser un chèque d'une certaine importance des pièces d'indentité sérieuses. Il exige quelquefois le renouvellement de l'acquit signé d'avance. De plus, toute personne qui se présente en qualité de préposé, si elle n'est pas connue ou revêtue d'un uniforme, doit produire une lettre du signataire de l'acquit ou attendre que la banque lui en réfère par téléphone. Enfin, aucun chèque portant l'acquit d'une maison de banque n'est payé en espèces à un employé, même connu : le chèque est échangé contre un mandat de virement sur la Banque de France.

Ces précautions peuvent évidemment retarder le paiement, mais cela même peut être utile. Pour ne pas perdre son temps, le client se fera ouvrir un compte dans une banque proche de son domicile, il y remettra ses chèques, qu'il ne tardera pas à barrer, si le tireur ne l'a déjà fait.

Dès lors, la sécurité du chèque, qui conditionne son développement, s'accroîtra, et cette pratique, en rendant moins impérieux les besoins de monnaie légale, en provoquant les règlements par jeux d'écritures, permettra au chèque d'exercer sa fonction économique principale, qui est d'être un instrument de virement et de compensation.

CONCLUSION

Après avoir rappelé brièvement au début de ce travail les trois phases par lesquelles ont successivement passé les échanges, nous avons montré la physionomie propre du chèque, type perfectionné de la circulation fiduciaire, ses principaux avantages, et le rôle important qu'il est susceptible de jouer dans nos sociétés modernes.

Instrument de paiement, de virement et de compensation, le chèque occupe dans l'économie financière d'un pays une place considérable, car, soit que son emploi aboutisse à un paiement réel, soit qu'il conduise à un virement suivi ou non de compensation, il est au premier chef un organe de dépôt en banque.

Comme instrument de paiement effectif, le chèque offre le minimum d'avantages, et présente même une infériorité sensible sur la monnaie et les billets : la perte de temps qui résulte de son utilisation, le peu de sécurité qu'il offre ne peuvent être compensés par les avantages généraux que procure le dépôt en banque fait préalablement à son émission.

Par contre, le mode de libération par chèque servant uniquement d'instrument de virement et de compensation groupe, à lui seul, tous les avantages que procurent la mon-

naie ou ses substituts, sans en partager les risques et les inconvénients. L'économie de temps, de travail est ici, en effet, réelle, et la sécurité dans les paiements pour ainsi dire complète.

De plus, cet emploi du chèque, en même temps qu'il entraîne nécessairement une réduction importante de la circulation monétaire, provoque la formation des dépôts en banques, mettant ainsi au service de la collectivité des capitaux jusqu'alors improductifs.

Mais le chèque accomplit plus ou moins parfaitement, suivant les pays, la fonction qui lui est ainsi dévolue. Nous avons montré qu'en France, malgré quelques progrès récents, notre insuffisance à ce point de vue est manifeste, et nous en avons recherché les causes essentielles.

En premier lieu, l'éducation incomplète, non seulement du public, mais aussi des banques, relativement à l'emploi du chèque et aux avantages qu'il est susceptible de procurer à la collectivité, nous est apparue.

Cette incompréhension du rôle éminemment utile que peut jouer le chèque dans les échanges, explicable en partie en ce qui concerne le public, si l'on tient compte de nos mœurs et de nos habitudes, ne peut s'admettre de la part des banques, en raison même du métier qu'elles exercent et du rôle social qu'elles jouent.

Développer par tous les moyens cette éducation, se livrer à une propagande qui n'aura jamais été plus opportune, améliorer les méthodes actuelles d'encaissement des chèques, tant au point de vue des conditions que de la rapidité, voilà

la première œuvre à accomplir pour que la diffusion de l'emploi du chèque se produise et qu'elle procure tous les résultats que l'on peut légitimement en attendre.

Des efforts sérieux ont été tentés dans ce sens, en particulier pendant la guerre, tant par le Gouvernement que par la Banque de France, dont la préoccupation constante était d'éviter par tous les moyens l'augmentation de l'émission des billets. Ils n'ont pas eu, malheureusement, le succès attendu. L'œuvre à accomplir était ingrate, et il y fallait une collaboration constante de toutes les banques et une continuité dans l'effort qui ne se sont pas réalisées.

L'insuccès de la diffusion du chèque ne peut être attribué, cependant, à un régime fiscal prohibitif. Un tarif de faveur est en effet venu, dès la naissance légale du chèque, le protéger, et, si l'exonération de timbre dont il bénéficiait ainsi n'a pu être maintenue, il n'en est pas moins vrai qu'il jouit encore aujourd'hui d'un privilège fiscal par rapport à la lettre de change et au billet à ordre.

Ne conviendrait-il pas toutefois de l'exempter complètement de tout droit de timbre ? La situation difficile dans laquelle se trouvent les finances de notre pays ne s'y prête guère, certes, mais le bénéfice que l'Etat serait susceptible de retirer indirectement de la diffusion du chèque compenserait peut-être, et au delà, la diminution de recettes qu'il s'imposerait ainsi. L'importance du sacrifice ne serait pas, du reste, considérable : le montant des droits perçus par l'Administration des Finances s'est élevé au total, en 1913, à 1.892.296 francs !

Mais, il est d'autres conditions dont la réalisation aurait sur le développement du chèque une répercussion beaucoup plus grande.

Il faut — il est indispensable même — que l'instrument dont nous préconisons l'emploi présente un maximum de sécurité, car celle-ci conditionne, en quelque sorte, son succès.

Dans cet ordre d'idées, la loi du 2 août 1917 est venue très heureusement décider que le chèque insuffisamment provisionné serait valable dans les limites de la provision.

En l'état de droit antérieur, l'on avait assisté à des abus très fâcheux : l'assimilation du chèque à la lettre de change sur ce point ne peut qu'être approuvée ; elle a, en effet, sensiblement accru la sécurité des règlements par chèques.

A la même date, et par la même loi, l'émission d'un chèque sans provision ou avec provision insuffisante a été plus sévèrement réprimée qu'elle ne l'était jusqu'alors, en ce sens que les conditions du délit ont été simplifiées et précisées.

Serait-il possible d'aller plus loin et de décider, par exemple, comme on l'a proposé, que l'émetteur sera présumé de mauvaise foi et que, par suite, il lui incombera de prouver la pureté de ses intentions ? Ce serait méconnaître l'une des plus heureuses maximes de notre droit : à savoir que la bonne foi se présume, et la réaction dépasserait le but.

Il reste cependant un cas à régler qui tend à se présenter de plus en plus fréquemment : le « blocage » de la provision par le tireur.

Nous avons vu que cette pratique était réprimée sévèrement dans le cas de mauvaise foi du tireur, par la loi du 2 août 1917, de même du reste que l'émission faite dans les mêmes conditions d'un chèque insuffisamment provisionné.

Il nous paraît inutile, dès lors, de porter atteinte au principe de la révocabilité du chèque tel qu'il découle de sa nature juridique, car cette faculté de révocation, exercée de bonne foi, peut être utile à toutes les parties en cause : tireur, tiré, bénéficiaire (perte, vol, erreur, etc.).

L'Angleterre, pays d'élection du chèque, l'a toujours maintenue, l'estimant nécessaire. Au surplus, cette révocation, même faite de bonne foi, peut donner lieu, s'il y a abus du droit, à une allocation de dommages-intérêts au profit de la partie lésée.

Mais, objecte-t-on, le chèque ne peut se développer qu'à la condition de présenter la même sécurité qu'un paiement fait en numéraire. Il ne sera accepté couramment, au point de faire office de monnaie, que le jour où le public aura foi dans ce morceau de papier comme il a foi dans un écu. Or, la faculté de révocation laissée au tireur enlève au chèque ce caractère de sécurité essentiel pour sa diffusion.

Cette objection n'est pas sans valeur, mais il est possible d'en réduire singulièrement l'importance par un ensemble de mesures faciles à réaliser et dont l'application permettrait, en sauvegardant les droits du porteur, de conserver l'exercice d'une faculté qui trouve sa raison d'être, non seulement dans la nature du titre, mais encore dans des considérations d'équité.

En premier lieu, le vote du projet de loi Bokanowski, tendant à donner compétence au juge des référés en matière d'opposition au paiement de chèques, permettrait de statuer très rapidement sur le bien-fondé de l'opposition pratiquée.

Nous avons proposé, d'autre part, que ce projet de loi soit complété par la disposition suivante, interdisant au banquier auquel serait signifiée la défense de payer un chèque de se dessaisir de son montant jusqu'à décision judiciaire :

« En tout état de cause, la défense de payer ainsi faite par le tireur d'un chèque vaudra opposition, et le tiré ne pourra en aucun cas se dessaisir du montant du chèque jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mérite de l'opposition. »

Cet ensemble de mesures nous paraît susceptible de donner les garanties nécessaires au porteur de bonne foi, qui n'aurait à subir dans le cas de « bloquage », qu'un léger retard dans le paiement du chèque, retard dont il pourrait, en tout état de cause, rendre responsable le tireur, si ce dernier avait pratiqué son opposition sans des motifs sérieux.

Quant aux risques qu'entraîne la circulation et le paiement des chèques, nous avons rappelé qu'ils ont été atténués par l'adoption en 1911 du système du barrement.

Le chèque barré ne pouvant être payé qu'à un banquier ou à un agent de change (assimilé par la loi du 26 janvier 1917 à un banquier) ou au véritable propriétaire, le paiement fait à toute autre personne n'est pas opposable au tireur.

D'autre part la loi du 26 janvier 1917 a permis au tiré d'un chèque barré, par conséquent à un banquier, de domicilier un

chèque, lorsqu'il est présenté au paiement, à la Banque de France ou dans une banque ayant un compte à la Banque de France.

Le banquier tiré évite ainsi un paiement en numéraire, fait de la compensation, et ne court pas le risque d'un paiement mal fait.

La loi du 30 décembre 1911 a donné la sécurité au tireur d'un chèque barré; la loi du 26 janvier 1917 a donné aussi la sécurité au banquier tiré d'un chèque barré.

Les banques n'ont donc désormais aucune raison sérieuse de ne pas contribuer à la propagande en faveur de la généralisation du chèque barré.

Toutefois, nous avons vu que le barrement ne pouvait constituer une garantie que si le métier de banquier était réglementé et réservé à des personnes d'une honorabilité indiscutable. Ce n'est pas le cas en France, où la profession est libre.

Peut-être pourrait-on trouver des remèdes dans une solidarité des diverses banques. Mais il faudrait alors décider que, pour exercer la profession de banquier, il serait nécessaire d'être agréé par ses pairs. Il en est déjà ainsi par les agents de change dans les bourses à parquet et il y a là tout un côté de la question qui mériterait, croyons-nous, d'être spécialement examiné.

On objectera, sans doute, que ce serait revenir au régime corporatif. Il serait difficile de nier qu'à certains égards, il n'ait des avantages, on peut le voir au Barreau.

Mais le paiement d'un chèque barré en numéraire reste toujours possible, et c'est une des raisons pour lesquelles d'au-

cuns lui préférèrent le chèque de compensation. Le chèque de compensation est un instrument qui présuppose une éducation économique élevée. Il a d'ailleurs chez nous un substitut peu répandu, mais d'un rendement important : nous entendons viser le mandat rouge de la Banque de France.

Néanmoins, dans le but d'arriver à une économie de billets et de numéraire que les circonstances actuelles rendent plus impérieuses que jamais, le législateur français devrait, à l'exemple de la Belgique, donner droit de cité au chèque de compensation.

Car, sans compensation, la fonction économique véritable du chèque ne peut s'exercer utilement.

Le chèque ne devrait jamais faire l'objet d'un paiement effectif, c'est-à-dire donner lieu à un versement de numéraire : il devrait *nécessairement* aboutir à un virement de compte à compte, son montant étant successivement porté au compte courant du bénéficiaire dans sa banque puis au compte courant de cette banque à la Banque de France.

La circulation des billets de banque se trouverait ainsi réduite, et c'est là un premier résultat qui n'est pas à dédaigner.

De plus, cette pratique n'exigerait pas, pour les banques, le maintien en caisse de disponibilités nécessaires pour pouvoir effectuer le paiement des chèques en espèces et ces immobilisations seraient plus utilement employées ailleurs.

« La meilleure banque est celle qui ne paie pas », disait Ricardo, et il faut que tous nos établissements de crédit tendent à atteindre cet idéal.

Mais il ne suffit pas de virer et de compenser : il faut que l'opération soit rapide ; elle conduirait ainsi à d'autres résultats, non moins importants :

Tous les chèques sur place reçus, par exemple, le lundi dans une banque et crédités le jour même pourraient servir de provision aux chèques émis le mardi. Si, par contre, le crédit n'est donné que trois jours après la remise, le titulaire du compte se verra dans l'obligation de constituer provision suffisante pour faire face pendant cette période aux chèques qu'il sera susceptible d'émettre.

Et si l'on suppose que chaque journée représente, pour l'ensemble des banques, 1 milliard de paiements, c'est 3 milliards d'immobilisation dépourvus de toute productivité.

Aussi, les conditions essentielles primordiales pour que s'exerce dans son entier développement la fonction économique du chèque exigent-elles, ainsi que le réclamait énergiquement, M. Ch. Georges-Picot, président de la Chambre de compensation des Banquiers de Paris (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1916) que les banques assurent l'encaissement rapide des chèques et que le crédit en soit donné au bénéficiaire dans un délai, non seulement très rapide, mais encore certain.

Les Américains, en louant tout un réseau télégraphique qui relie le Conseil de Réserve et les différentes banques entre elles, et fonctionne exclusivement pour elles, afin d'effectuer rapidement leurs transferts, ont compris toute l'importance du facteur temps et tout le bénéfice que procure une compensation rapide.

La réalisation de ce progrès en France est évidemment liée à l'affiliation directe ou indirecte de toutes les banques à un organisme de compensation. Nous avons montré qu'il n'en était malheureusement pas encore ainsi, mais que les obstacles pouvaient être aisément surmontés.

La pratique ne manquera pas dans l'avenir d'imaginer d'autres perfectionnements au système du chèque.

La monnaie de papier n'est-elle pas elle-même appelée à disparaître et le comptabilisme social de MM. Hector Denis et Solvay restera-t-il à l'état d'utopie ?

En attendant, le chèque devient le substitut de la bank-note, car il a la première des qualités que les affaires réclament d'un instrument de circulation, c'est-à-dire la faculté de se multiplier quand l'activité économique l'exige et de se contracter quand un ralentissement se produit, de façon à éviter aussi bien un excès de monnaie en circulation qu'une rareté excessive des moyens d'échange, en regard des opérations effectuées.

Fera-t-il disparaître le billet de banque ?

Ce serait lui prêter plus de vertu qu'il n'en possède et il faut se garder d'en exagérer le rôle.

Un système bancaire fondé uniquement sur le chèque n'est pas plus solide et plus fécond qu'un système bancaire basé uniquement sur le billet. Chacun des deux systèmes a ses défauts : celui du chèque, fondé sur le simple dépôt en banque, favorise considérablement le crédit, mais est, de par sa nature, plus instable en cas de crise. Celui du billet présente moins de risque ; le billet est, par habitude, considéré

non comme une promesse de payer, mais comme un moyen de règlement définitif, comme une monnaie véritable ; c'est dire que le billet, que la banque d'émission peut dans une certaine mesure créer même en période de crise, ne peut et ne doit pas disparaître. Ne reste-t-il pas, au surplus, un instrument de *paiement* pratique chaque fois que la compensation ne peut s'opérer ?

Terminons cette étude de la fonction économique du chèque en réclamant une réforme préalable qui s'impose, et qui est de réalisation facile, parce qu'elle est demandée par le Gouvernement et tous les économistes : c'est à savoir la limitation du tirage des chèques aux chèques sur banques. Notre législation est une des seules qui admettent qu'un chèque puisse être tiré sur n'importe qui.

A La Haye, la délégation française reconnaissait que c'était un système irrationnel, mais elle le défendait pourtant parce que la pratique y paraissait attachée.

Un projet de loi tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des Finances, a été déposé le 16 janvier 1918 par le Gouvernement.

Souhaitons un vote rapide de ce projet, que l'on pourrait compléter utilement en ajoutant que le chèque barré ne pourrait être tiré que sur banquier affilié à une Chambre de compensation, ou sur une caisse publique.

Notre législation mettrait ainsi à la disposition de tous un instrument susceptible de répondre, par ses variétés, à toutes

les exigences du public et aux besoins économiques du pays :

Chèque ouvert tiré sur banquier, pouvant être payé en numéraire ou compensé.

Chèque barré tiré sur banquier appartenant à une Chambre de compensation, en général compensé ;

Chèque de compensation, toujours compensé.

En fait, le tirage de chèques sur n'importe qui, pour n'importe quoi, favorise les fraudes fiscales. Or, nous vivons à une époque où le devoir fiscal est un devoir primordial, si l'on ne veut pas que les formes sociales existantes ne se discréditent et ne s'effondrent.

D'autre part, la fonction économique du chèque, qui est essentiellement le règlement sans instruments monétaires, n'est compatible qu'avec l'émission sur établissements de crédit. La compensation ne peut s'opérer sur une large échelle que par le mécanisme de ces puissants instruments de thésaurisation collective.

Vu : le Président de la thèse,
F. FAURE

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

AUTEURS

- Arnauné (A.)*. — La monnaie, le crédit et le change, 1922.
- Bedarride (J.)*. — Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, 1920.
- Chastenet (G.)*. — Etude sur les chèques, 1882.
- Duverger (D.)*. — Le rôle économique du chèque, 1913.
- Geraud (B.)*. — Le chèque barré.
- Huart (A.)*. — L'organisation du crédit en France, 1913.
- Jevons (Stanley)*. — La monnaie et le mécanisme de l'échange.
- Kaufmann (E.)*. — La banque en France, 1914.
- Lacour (L.) et Bouteron (J.)*. — Précis de Droit commercial, 1921.
- Leroy-Beaulieu (P.)*. — Traité d'Economie politique.
- Lyon-Caen et Renault*. — Traité de Droit commercial.
- Motte (P.)*. — Le chèque barré en France et à l'étranger.
- Nouguier*. — Des chèques, 1865.
- Peytel (A.)*. — Le chèque. Son utilité, son emploi, sa législation.
- Planiol*. — Traité élémentaire de droit civil.
- Roulleau (G.)*. — Les Règlements par effets de commerce en France et à l'étranger, 1914.
- Terrel (H.) et Lejeune (H.)*. — Traité des Opérations commerciales de Banque, 1921.
- Thaller-Percerou*. — Traité de Droit commercial.
- Touzet*. — Le chèque et sa législation.
- Withers (Hartley)*. — Qu'est-ce que la monnaie ? 1920.
- Guyot (Yves) et Raffalovich (A.)*. — Inflation et déflation, 1921.
- Van Zeeland (P.)*. — La Réforme bancaire aux Etats-Unis d'Amérique de 1913 à 1921.
- Wahl (A.)*. — Précis théorique et pratique de Droit commercial.

REVUES PÉRIODIQUES, BULLETINS, etc.

Actes de La Haye.

Bulletins de la Chambre de commerce anglo-belge, 1908.

Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants français,
passim.

Code de commerce argentin.

Dalloz, Jurisprudence générale, passim.

L'Economiste nouvelle, passim.

L'Economiste, passim.

Gazette des Tribunaux, passim.

Gazette du Palais, passim.

La Loi, passim.

Lois françaises, anglaises, allemandes, autrichiennes.

Moniteur universel, passim.

Revue pratique de législation et de jurisprudence du Tribunal de
Commerce de la Seine, passim.

Revue politique et parlementaire, passim.

Semaine de la Monnaie: la Politique financière et monétaire de la
France, 1922.

Sirey, Jurisprudence générale, passim.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Les échanges primitifs. — Les monnaies. — L'évolution vers le chèque. — Ce qui le différencie des autres effets de commerce et du billet de banque. — Les caractères particuliers du chèque. — Ses avantages.....	11
CHAPITRE II. — Le développement du chèque en France. — Son importance en Angleterre et aux Etats-Unis.....	29
CHAPITRE III. — L'œuvre du législateur de 1865 envisagée au point de vue du développement du chèque. — Autres causes susceptibles d'influer sur ce développement. — Les initiatives récentes prises pour la propagation de l'usage du chèque.....	48
CHAPITRE IV. — Les additions apportées à la loi de 1865 en vue d'augmenter la sécurité du chèque: loi du 30 décembre 1911 instituant le chèque barré. — Les modalités du chèque barré à l'étranger: chèques « not negociable » « account payee only ». — Chèque de compensation. — Chèque certifié. — Loi du 26 janvier 1917. — Quelques considérations sur le métier de banquier.....	67
CHAPITRE V. — La loi du 2 août 1917. — Ses premières applications. — Permet-elle la pratique du blocage ? — La question de la révocabilité du chèque.....	92
CHAPITRE VI. — La sécurité du chèque dans la circulation: chèques faux, falsifiés, volés. — Détermination des responsabilités: théorie de la faute et théorie du risque professionnel. — Réglementations spéciales.....	124
CONCLUSION.....	149

